



DE L'HISTOIRE DE LYON À L'HISTOIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES : UN RÉCIT À L'ENVERS DE L'ÉVIDENCE

Pierre Yves Saunier

► To cite this version:

Pierre Yves Saunier. DE L'HISTOIRE DE LYON À L'HISTOIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES : UN RÉCIT À L'ENVERS DE L'ÉVIDENCE. Histoire. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010. tel-00546557

HAL Id: tel-00546557

<https://theses.hal.science/tel-00546557>

Submitted on 14 Dec 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Pierre-Yves Saunier

TRAJECTOIRE DE RECHERCHE : DE L'HISTOIRE DE LYON À L'HISTOIRE DES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES : UN RÉCIT À L'ENVERS DE L'ÉVIDENCE



Source : Archives Municipales de Lyon

Membres du Jury:

Romain Bertrand, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques

Sebastian Conrad, professeur à l'Institut Universitaire Européen

Annie Fourcaut, professeur à l'Université de Paris Sorbonne-Panthéon

Nancy Green, directrice d'études à l'EHESS

Christian Topalov, directeur d'études à l'EHESS

Bénédicte Zimmermann, directrice d'études à l'EHESS

| | |
|--|------------------------------------|
| I. MEMOIRE DE SYNTHESE | ERREUR ! SIGNET NON DEFINI. |
| A. PROLOGUE: L'HISTOIRE URBAINE MÈNE À TOUT À CONDITION D'EN SORTIR..... | 6 |
| 1. Histoire de Lyon..... | 8 |
| 2. Histoire de l'urbanisme et du gouvernement municipal en France..... | 14 |
| 3. Joyeux tropisme : rythmes et lieux d'une socialisation disciplinaire hors de l'espace français..... | 23 |
| 4. Urbes Orbi : la piste transnationale commence à Lyon..... | 28 |
| B. LA PISTE TRANSNATIONALE. TERRAINS DE JEUX ET EXPÉRIENCES..... | 33 |
| 1. Bonheurs d'archives..... | 33 |
| 2. Tâtonnements individuels et confrontations collectives..... | 46 |
| C. NOUVEAUX MONDES..... | 69 |
| 1. Stabiliser un horizon historiographique..... | 72 |
| 2. Acquérir des connaissances, engager des conversations..... | 93 |
| 3. Autour du Palgrave Dictionary of Transnational History | 107 |
| D. REBONDS : ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MONDES INFIRMIERS | 128 |
| 1. Repères d'une histoire relationnelle des organisations internationales..... | 132 |
| 2. Les mondes infirmiers 1850-1950 | 163 |
| II. LISTE COMPLETE DES TRAVAUX PUBLIES..... | 182 |

On n'écrit pas deux fois un mémoire de synthèse pour un dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches. Si on ne peut échapper aux contraintes du genre, qui pose la nécessité de restituer une trajectoire et d'en rendre raison, il faut donc trouver une formule qui ne laisse pas de remords à son auteur, et pour cela essayer d'éviter les écueils majeurs dudit genre. D'un côté, le risque d'exagérer la cohérence de cette trajectoire en donnant la vision forcée d'une constance ou d'un basculement paradigmatiques, de l'autre une factice mise à distance et réflexivité. L'illusion serait coûteuse, et la lucidité ne me semble pas être possible dans le cadre d'un exercice qui s'inscrit dans une pratique d'agrégation à un milieu. Entre la peste de l'illusion et le choléra de la lucidité, je choisis donc ici d'être raisonnablement malade, et en conséquence de faire naviguer à vue lecteurs et lectrices. Il s'agira donc de resituer des publications et des résultats (essentiellement ceux des travaux du dossier de publications) dans une trajectoire de recherche, en soulignant les glissements, les aléas, les chevauchements qui ont scandé celle-ci; de raconter l'histoire intellectuelle et institutionnelle des conditions de leur production, sans omettre les conséquences d'une conduite passionnelle dans le choix des sujets et des terrains ; de présenter des ensembles archivistiques marquants en faisant la part des hasards et des inventions ; de situer la démarche dans les continents historiographiques parcourus en essayant d'inscrire le parcours personnel dans des lignes de force qui ont présidé aux orientations de nombre de chercheurs en histoire ou en sciences humaines et sociales durant ces dernières années ; d'exposer, enfin, de façon synthétique les résultats principaux aussi bien que les refus d'obstacle. Le tout en tentant de ne pas confondre mes idiosyncrasies avec des principes d'intelligibilité.

Ces garde-fous étant posés, il y a néanmoins ici une tentation supplémentaire qui pèse sur les choix d'écriture : celle qui consisterait à présenter ma trajectoire de chercheur comme une illumination progressive. Celle-ci m'aurait fait passer d'une recherche inscrite dans un territoire borné (ma thèse de doctorat) à une recherche qui suit son objet là où il la mène, galopant désormais avec les infirmières de l'ère contemporaine de l'Asie à l'Europe ou d'une Amérique à l'autre. D'un petit sujet simple à un grand sujet complexe, pour reprendre ces chaînes qui lient notre perception des objets de savoir à des échelles spatiales. Nul besoin d'une d'imagination très développée pour anticiper les bénéfices d'une telle posture : une fois le tout placé sous l'invocation protectrice de « l'impérieuse nécessité de la réinvention périodique à laquelle tout historien devrait se livrer », la trajectoire prendrait les couleurs de l'élargissement, de la progression, de la révélation et de la montée en généralité. Rien de plus aisé. Je pourrais ainsi jouer d'une série d'oppositions modulées en unités (périphérie/centre, province/capitale, petit sujet/grand sujet...) ou en binômes (local/global et particulier/général, fermeture/ouverture et archaïsme/modernité...) et démontrer à peu de frais la montée en puissance de mes capacités historiennes sous l'égide d'une lucidité de bon aloi et d'un « élargissement » de mes perspectives. De surcroît, il semble que le moment soit propice à l'ostentation sur ce registre puisque que publications, séminaires, rencontres et prises de positions individuelles et institutionnelles se multiplient en France sur le créneau de « l'histoire globale »¹. L'appel d'air est bien marqué, et il

¹ Un ouvrage récemment paru, auquel participent divers collègues en sciences humaines et sociales, ne s'affirme-t-il pas comme le « livre qui ouvre des fenêtres »? Voir Laurent Testot (dir.), *Histoire globale ; un autre regard sur le monde*, Paris : Editions Sciences Humaines, 2008. Philippe Minard qui a contribué à ce volume utilisait le même registre dans l'introduction rédigée avec Caroline Douki à un numéro spécial de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* présenté comme une contribution à « déprovincialiser l'historiographie française, ouvrir les fenêtres au vaste monde » et « un appel à ouvrir grand les fenêtres, à voir et penser large », (« Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5,

suffirait de prendre la vague, voire d'endosser les habits du pionnier ignoré dans son cagibi provincial. C'est donc à un récit à rebours de cette fausse évidence que je vais me livrer pour retracer un parcours de recherche en m'appuyant sur les publications qui constituent le dossier de travaux de ce dossier d'habilitation. Récit mené sur des rythmes différents : le prologue en est narratif et rapide puisqu'il concerne des terrains désormais clos, puis le texte prend un tour plus détaillé et précis au fur et à mesure que l'on aborde des épisodes les plus récents.

54, 2007, p. 16 et 21). Les discussions autour de l'ouvrage dirigé par Patrick Boucheron, *Histoire du Monde au 15^{ème} siècle* (Paris : Fayard, 2009) ont donné lieu à semblable positionnement, notamment durant les diverses émissions de la Nouvelle Fabrique de l'Histoire sur les ondes de France Culture (14-17 décembre 2009). Il semble donc bien qu'il y ait une « ruée sur le global », pour reprendre les termes employés par Emmanuelle Loyer dans son compte rendu du numéro que la revue *Le Débat* a consacré à « Ecrire l'histoire du monde » en avril 2009, numéro 154 (http://www.nonfiction.fr/article-2594-p1-la_ruee_vers_le_global.htm), mis en ligne le 10 juin 2009, consulté le 4 janvier 2010). Et que cette ruée se fasse selon les tropes du « retard », de la « frontière », de « l'ouverture » et de leurs « pionniers ».

A. PROLOGUE: L'HISTOIRE URBAINE MÈNE À TOUT À CONDITION D'EN SORTIR

Ma thèse de doctorat élaborée entre 1986 et 1992, a été la base de mon activité de recherche pendant mes premières années au CNRS², et cela à divers titres. L'entreprise, dont on peut trouver une vision d'ensemble dans la pièce numéro 1 du dossier de travaux³, avait progressivement pris la forme d'une « histoire de l'espace », en s'attachant à cerner trois dimensions de celle-ci dans une ville française du long 19^{ème} siècle : pratiques spatiales, représentations de l'espace et espaces de représentation.

Cet usage, pour l'essentiel heuristique, de la trilogie proposée par Henri Lefebvre dans *La production de l'espace*⁴, illustre un aspect de ce travail de doctorat qui devait formater mes travaux ultérieurs. En effet, passer par ce genre de grille pour écrire l'histoire d'une ville française m'invitait à convoquer un large ensemble de travaux pour tenter de donner sens aux matériaux que j'utilisais. Pour répondre aux questions qui étaient les miennes sur le sens et le marquage des lieux, sur les conceptions de l'espace des différents pouvoirs urbains ou sur les formes des identités territoriales, les outils n'étaient pour l'essentiel pas fournis par les historiens qui en France suivaient les pistes de l'histoire urbaine. Sans doute aiguillonné par le programme éclectique de ce qui était alors la licence d'études urbaines de l'Université Lyon 2, que j'avais suivi parallèlement à une licence d'histoire⁵, je ne me posais pas la question du rangement disciplinaire à l'heure de constituer ma boîte à outils

² *Lyon au 19^{ème} siècle : les espaces d'une cité*, thèse de doctorat en histoire de l'Université Lumière Lyon 2, 1992, direction Yves Lequin.

³ « Plaidoyer pour la mort de l'espace-prétexte en histoire », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'Histoire Économique et Sociale*, 1, 1994, p. 12-27.

⁴ *La production de l'espace*, Paris : Anthropos, 1974.

⁵ Cette licence d'études urbaines incluait des cours de sociologie, économie, droit, géographie et histoire urbaine.

bibliographique. Les travaux de l'urbaniste Kevin Lynch sur les perceptions visuelles, ceux des psychosociologues Denise Jodelet ou Alain Moscovici sur les représentations sociales, les analyses à la manière des *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* sur les fondements des discours territoriaux⁶, les travaux des sociologues de l'urbain comme Raymond Ledrut, les enquêtes de géographie de la perception d'Alain Metton, je les ai alors saisis avec un égal enthousiasme, au même titre que les grandes thèses d'Etat en histoire qui avaient dans les années 1970 érigé l'histoire urbaine en terrain de spécialisation possible pour les historiens (Jean-Pierre Bardet, Jeanne Gaillard, Maurice Garden, Jean-Claude Perrot). Mes livres de chevet, ceux d'André Vant sur Saint-Étienne⁷, Marcel Roncayolo⁸ ou Bernard Lepetit⁹, avaient sans doute à mon insu contribué à cette propension à parcourir le spectre des sciences humaines et sociales. Le premier, géographe dont j'avais suivi les cours, m'encourageait par l'exemple (et par la conversation) à ne pas me cantonner à une discipline. Les deux autres, par leurs écrits, leur inscription institutionnelle ou leur capacité à s'appropriier des notions venues de disciplines voisines, me faisaient entrevoir la richesse des entre-deux. De manière peu sophistiquée, et sans prétendre en rien à la pluri/multi/inter disciplinarité –aucun de ces termes n'apparaît d'ailleurs dans la thèse- je me contentais de suivre les pistes bibliographiques là où elles me menaient. Rien à voir, avec la résolution des chercheurs qui se revendiquent de l'interdisciplinarité et l'établissent en principe conscient et réflexif dès le

⁶ A partir notamment du numéro 35 de 1980 qui contenait, entre autres, les articles de Roger Chartier, "Science sociale et découpage régional. Notes sur deux débats 1820-1920", et celui de Pierre Bourdieu, "Le Nord et le Midi, contribution à une analyse de l'effet Montesquieu".

⁷ André Vant, *Imagerie et urbanisation, recherches sur l'exemple stéphanois*, Saint-Étienne : Centre d'Études Foréziennes, 1981.

⁸ Marcel Roncayolo, *Croissance et division sociale de l'espace urbain*, thèse d'état, Université Paris I, 1981.

⁹ Bernard Lepetit, *Les villes dans la France moderne 1740-1840*, Paris : Albin Michel, 1988.

début de leur recherche doctorale¹⁰. Cette disponibilité et cette curiosité allaient jusqu'à la candeur, puisque l'un de mes premiers articles, publié dans *Genèses* en 1994, le fut sans même être capable de mesurer ou de pondérer ce que le projet d'une revue rassemblant politistes, sociologues, anthropologues et géographes pouvait avoir d'exotique ou d'osé dans le paysage de la recherche. Quoiqu'il en soit de cette absence de conscience des enjeux méthodologiques et institutionnels, c'est bien ce moment du doctorat qui m'a fait incorporer des pratiques de lecture, de publication et de conversation à travers et entre les disciplines, renforçant en cela quelques dispositions acquises lors de ma formation initiale d'historien et de géographe.

1. Histoire de Lyon

La thèse, et les publications qui en furent tirées, plaçaient mon activité de recherche sous le signe de l'histoire des villes. J'ai inclus trois de ces publications dans le dossier de travaux, pour rendre visible ce que j'entendais alors par une « histoire de l'espace ».

La pièce 2, par exemple, est représentative d'un filon de publications qui ont traité systématiquement de la question du sens des lieux, en particulier de la manière dont celui-ci est travaillé par des procédures matérielles et symboliques¹¹. Contrairement à d'autres éléments de ce filon qui insistent

¹⁰ Voir les contributions rassemblées dans Michel Offerlé et Henry Rousso (dir.), *La Fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008.

¹¹ « Haut lieu et lieu haut : la construction du sens des lieux. Lyon et Fourvière au 19^{ème} siècle », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 40, 2, 1993, p. 202-227. Parmi les publications de cette veine, « Tempêtes dans une petite plaque d'email bleu, les noms de rues à Lyon au 19^{ème} siècle », *Cahiers d'histoire*, octobre 1990, p.133-154 ; « Le guide touristique, un outil pour une possible histoire de l'espace: autour des guides de Lyon 1800-1914 », *Géographie et cultures*, 13, 1994, p. 35-54 ; « Représentations sociales de l'espace et histoire urbaine », *Histoire sociale/Social history*, XXIX, 57, 1996 , p. 23-52 ; « Du fauteuil à la poche. Les guides de Lyon au 19^{ème} siècle », *Revue d'Histoire du Livre*, 92-93, 1996, p.

plus sur les perceptions et les usages différenciés selon les groupes sociaux et les individus, cet article est consacré à une analyse des actions conscientes visant à élaborer, fixer et prescrire le sens des lieux. Lieu de contemplation profane (panorama) et sacrée (église dédiée à la Vierge Marie), la colline de Fourvière est dans le Lyon du 19^{ème} siècle un lieu disputé par de véritables stratégies des corps et des affects. Cette dispute gravite autour des fonctions prêtées au lieu : pratiques de découverte touristique ou de pèlerinage, regard touristique ou spirituel. En équipant le lieu haut selon ces objectifs, divers groupes religieux ou civils travaillent à l'ériger en haut lieu, et suggèrent des manières de le fréquenter (guides de pèlerinage et guides touristiques y pourvoient). Les enjeux sont multiples : prééminence sur les autres sites de la dévotion catholique à Lyon, prédominance du religieux ou du profane sur le site, signification du lieu haut et du haut-lieu dans le discours sur l'identité locale. L'intensité de ces affrontements est scandée par les secousses de l'affrontement politique et religieux au 19^{ème} siècle. C'est cette conflictualité, propose l'article, qui a fondé la capacité actuelle de la colline de Fourvière à être aujourd'hui un de ces lieux autour desquels les Lyonnais « célèbrent leurs affinités ». J'ai une affection particulière pour cet article car, tout en étant résolument historien dans l'affichage de ses références et de ses orientations, il propose l'application d'une problématique issue des recherches en géographie, en sociologie, autour des perceptions et des usages de l'espace et des lieux. On retrouve semblable orientation dans les réflexions, aujourd'hui plus visibles, d'historiens de l'urbain autour de la question du sens des lieux dans le contexte général du « tournant spatial »

287-312 ; « Un espace toujours à part : La Croix-Rousse à Lyon », in Annie Fourcaut (dir.), *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question France 18^{ème}-20^{ème} siècle*, Paris : Créaphis, 1996, p.175-191 ; « De la pioche des démolisseurs au patrimoine lyonnais : le Vieux Lyon au 19^{ème} siècle », *Le monde alpin et rhodanien*, 1er trimestre 1997, p. 69-83.

diagnostiqué par certains d'entre eux¹², ou autour de thèmes plus précis comme celui des « icônes urbaines »¹³.

La pièce 3 participe de la grappe de publications dérivées de l'axe « représentations de l'espace » de la thèse¹⁴. L'enquête y porte sur deux concepts importants pour la mise en ordre de la ville par les entreprises d'aménagement, ceux de « centre » et de « centralité »¹⁵. Il prend le pari d'étudier simultanément la définition et la mise en œuvre de ces notions, à travers les pratiques des pouvoirs publics préfectoraux et municipaux lyonnais lorsqu'ils se préoccupent de remodeler la forme et la vocation de ce qu'ils appellent le cœur de la ville, mais aussi à travers les écrits des acteurs et commentateurs de la vie économique, immobilière et municipale lyonnaise entre les années 1830 et 1914. L'article proposait ainsi de faire deux pas de côté par rapport à l'historiographie de l'aménagement urbain et de l'urbanisme : en matière de posture, par rapport à une histoire intellectuelle des notions et de leurs fondateurs (typifiée, dans deux registres différents par les travaux de Michel Ragon et Françoise Choay), et en matière de terrain au regard des études sur la genèse et la mise en œuvre des concepts de percée souvent centrées sur Paris. Un dernier écart, chronologique celui-ci, consistait à ne pas se focaliser sur la période du Second Empire, ce moment

¹² Simon Gunn, « The spatial turn: changing histories of space and place » in S. Gunn and R.J. Morris (eds), *Identities in Space: Contested Terrains in the Western City Since 1850*, London: Ashgate, 2001, p. 1-14.

¹³ Voir le numéro spécial de la revue *Urban History*, « Urban icons » (33,1,2006), dirigé par Philip Ethington. Et son partenaire multimedia : http://journals.cambridge.org/fulltext_content/supplementary/urban_icons_companion/index.htm

¹⁴ « Center and centrality: urban concepts under the trial of locality », *Journal of Urban History*, 24, 4, 1998, p. 435-467.

¹⁵ En parallèle, une série d'articles revenait sur la genèse des circonscriptions administratives comme outils de contrôle et de contrainte : « Logiques de l'aggrégation, naissance de l'agglomération lyonnaise au 19^{ème} siècle », *Bulletin du Centre Pierre Léon*, 1, 1992, p. 27-39 ; « L'Église et l'espace de la grande ville: Lyon au 19^{ème} siècle », *Revue historique*, CCLXXXVIII, 2, 1993, p. 322-348 ; « Maintien de l'ordre et contrôle de l'espace urbain au 19^{ème} siècle: le cas de Lyon », *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, 17, 1994, p. 77-85 ; « Variations autour d'un mauvais sujet : histoire des découpages administratifs à Lyon », *Revue de Géographie de Lyon*, 3, 1997, p. 167-171.

fondateur de l'histoire de la modernité urbaine et de remise en ordre urbaine. J'y voyais l'opportunité d'une mise en œuvre de l'interrogation lefevrienne sur la construction historique des catégories spatiales et la spatialisation de la pensée. Cette pièce fait particulièrement sens dans ce dossier de travaux dans la mesure où, plus récemment, mes réflexions autour de la perspective transnationale m'ont ramené vers ce questionnement au sujet des catégories spatiales de l'entendement historique (voir pièce 12).

Le troisième élément de la structure tripartite de la thèse consistait en une enquête sur la production de l'identité territoriale dans le Lyon du 19^{ème} siècle. Ce volet a fait l'objet d'un ouvrage¹⁶. Celui-ci étant épuisé (certainement pas par suite de son succès, je rassure le lecteur), il ne peut être joint au dossier mais la pièce 4 permet d'en présenter les thèses principales, qui furent précisées par ailleurs dans de nombreuses publications¹⁷. Dans la pièce 4¹⁸, comme dans les autres contributions sur ce thème, mon propos était de prendre au sérieux le discours sur « l'esprit lyonnais » et « l'âme lyonnaise », en évitant le double écueil de la

¹⁶ L'esprit lyonnais 19^{ème}-20^{ème} siècle. Genèse d'une représentation sociale, Paris : Éditions du CNRS, 1995.

¹⁷ « De la poupée de bois à l'emblème patrimonial: Guignol de Lyon », *Le monde alpin et rhodanien*, 3-4, 1993, p. 57-88 ; « Le Siège de Lyon et le culte du territoire », *Cahiers d'histoire*, XXXVIII, 3-4, 1993, p. 351-354 ; avec Philippe Dujardin (dir.), *Lyon L'âme d'une ville (1850-1914)*, Lyon : Editions Lyonnaises d'art et d'histoire, 1997 ; « Le syndrome d'Aladin ou le génie des lieux comme objet pour les sciences sociales » in Daniel Grange et Dominique Poulot (dir.), *Le patrimoine et les aventures de la modernité*, Paris : L'Harmattan, 1998, p. 185-199 ; « Les entrepreneurs du local. Actions érudites à Lyon sous la III^{ème} République », in Bruno Dumons et Gilles Pollet (dir.), *Élites et pouvoirs locaux. La France du Sud-Est sous la Troisième République*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 1999, p. 277-300 ; avec Philippe Dujardin, *Lumières sur le Huit. Une lecture historique de la fête du huit décembre à Lyon*, Lyon: Ville de Lyon, 2002 ; « Der Kult des Lokalen. Die Institutionalisierung lokaler Identität in Lyon im 19. Jahrhundert », in Thomas Höpel und Steffen Sammler (hrsg.), *Kulturpolitik und Stadtkultur in Leipzig und Lyon (18.-20. Jahrhundert)*, Leipzig : Leipziger Universitätsverlag, 2003, p. 231-252.

¹⁸ « Que faire du localisme ? L'institutionnalisation d'une identité locale, Lyon au 19^{ème} siècle », in Vincent Dubois et Philippe Poirrier (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle XIX^e-XX^e siècles*, Paris : Comité d'histoire du ministère de la Culture/Fondation Maison des Sciences de l'Homme/La Documentation Française, 1998, p. 29-52.

dénonciation du « stéréotype » et de l'enregistrement pur et simple du propos identitaire au nom de son authenticité. Cette navigation était motivée par un souci de situer l'entreprise de particularisation lyonnaise dans sa relation avec l'apprentissage du fait national, un questionnement poursuivi simultanément par Jean François Chanet¹⁹, Anne Marie Thiesse²⁰ ou Stéphane Gerson²¹ sans que j'en sois le moins du monde conscient. Le propos était donc de suivre la définition, la généralisation et la célébration de cet ensemble de valeurs, normes, et attitudes. « L'esprit lyonnais » se cristallise au 19^{ème} siècle, et aujourd'hui encore sert de support pour la conduite des affaires publiques et privées²². Il s'agissait donc d'en étudier les ressorts pratiques et rhétoriques, les ressources, les vecteurs et les acteurs, les symboles et les institutions en insistant sur les usages différenciés et contestés de la thématique de l'esprit lyonnais et sur la grammaire commune qu'elle fournit pour penser, voir et agir à Lyon et sur Lyon. Cela impliquait notamment de reprendre les symboles (la marionnette Guignol) ou les formules (« colline qui prie, colline qui travaille ») de cette « âme lyonnaise » pour les soumettre à la question. Au terme de l'étude, j'ai pu inscrire la mise en place et la solidification, par le moyen du discours identitaire, de la définition d'un groupe territorial lyonnais au cours du 19^{ème} siècle. Cette mise en place et cette solidification, qui se déroulent en parallèle à la définition des formes de l'état et de la nation, se situent au confluent de plusieurs usages. Elles s'inscrivent dans des stratégies sociales ou intellectuelles qui ont toutes en commun la

¹⁹ Jean François Chanet, *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Paris : Aubier, 1996.

²⁰ Anne-marie Thiesse, *Ils apprenaient la France - L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997.

²¹ Stéphane Gerson, *The Pride of Place, Local Memories and Political Culture in Nineteenth-Century France*, Ithaca and London: Cornell University Press, 2003.

²² Par exemple à travers la thématique de la « ville humaniste » qu'on retrouve aujourd'hui comme ingrédient de la rhétorique municipale, notamment dans les exposés de motif des politiques d'internationalisation de la municipalité de Lyon et de la communauté urbaine du Grand Lyon. Le collectif *Lyon, L'Humaniste. Depuis Toujours, Ville De Foi Et De Revoltes* (Paris : Autrement, 2004), ouvrage de commande initié par le Grand Lyon, témoigne du redéploiement et des métamorphoses de « l'esprit lyonnais ».

préoccupation de chercher une réponse à des situations en mouvement, de comprendre le monde en créant ou en ajustant des catégories de classification de celui-ci. A chaque fois, qu'il s'agisse de penser l'avenir de la société urbaine ou la place de la cité dans l'échafaudage culturel ou économique national, le discours du territoire est une tentative de fixer un réel fluctuant. Par son insistance à vouloir ramasser la diversité changeante d'une société autour d'une essence, d'une vérité liée au milieu et à l'histoire, il traduit une inquiétude qui touche pour l'essentiel les élites sociales, politiques et économiques lyonnaises du 19^{ème} siècle face à des modifications qui s'inscrivent jusque dans les pierres de leur cité. Leur inquiétude est finalement liée à l'élargissement de leur monde, dans un élan qui les touche aussi bien que ces paysans dont Eugen Weber nous a conté les aventures dans *La fin des terroirs*. En ces moments où la crainte de l'effacement est omniprésente, le discours du territoire marque le passage d'une « lyonnaiseté de mémoire », évidente, indicible et pratiquée quotidiennement, à une « lyonnaiseté d'histoire » apprise, signalée et organisée autour de nombreux vecteurs (beaux livres, marionnettes, monuments, quartiers, travaux d'histoire ou listes d'illustres, revues, musées ou célébrations. Identité inquiète, malgré la sûreté de ton qui caractérise pour l'essentiel l'exaltation de « l'esprit lyonnais ». En ce sens, travailler autour du « localisme » s'avère une nécessité pour ceux qui veulent s'attacher à l'analyse des faits culturels locaux. A le négliger, on se retrouve pris dans les catégories des agents que l'on pense objectiver, ou au contraire éloigné de leurs préoccupations et catégories. Dans les deux cas, on se condamne à une certaine cécité au regard même de ce qu'on cherche à saisir. Fondée ou infondée, la sensation d'avoir poussé aussi loin que possible la recherche sur cette question de « l'esprit lyonnais » s'est ajoutée à des opportunités éditoriales pour me faire préférer la publication d'un ouvrage sur cette question, plutôt que de tenter

l'élaboration d'une synthèse sur l'histoire de Lyon au 19^{ème} vue au travers du prisme spatial.

2. Histoire de l'urbanisme et du gouvernement municipal en France

La thèse achevée, mon activité de recherche se poursuivait sur deux sujets « de rebond », qui élargissaient ou approfondissaient des thèmes abordés durant le travail de doctorat.

D'une part, je commençais de travailler sur un projet d'histoire sociale de l'aménagement des villes en France²³ qui proposait de traiter cette question sous divers aspects : l'incarnation de l'entreprise de contrôle et d'encadrement du développement des villes dans des réglementations, des administrations, des budgets ; l'élaboration de discours et de théories pour penser et diriger ce développement, jusqu'aux tentatives de mise en discipline de « l'urbanisme » à travers manuels, congrès et revues ; et enfin les activités foisonnantes de ceux qui prennent la parole publiquement pour orienter ce développement, notamment au sein de ce groupe émergent de spécialistes qui revendiquent la détention d'un savoir spécifique, d'une science des villes capable de fonder une expertise et une profession. Ce dernier point, celui du développement de la tentation urbaniste, au cœur des conflits de définition qui mettent aux prises architectes, médecins hygiénistes, ingénieurs sanitaires et géomètres, m'intéressait tout particulièrement parce que j'y voyais une possibilité de dialoguer avec des travaux qui m'avaient intéressés en tant que lecteur, ceux de Luc Boltanski sur les cadres et de Claude Dubard

²³ Je n'avais alors, bien que sa présence à mon jury de thèse m'ait paru une évidence et que ses travaux m'eussent procuré un horizon tout au long de mon travail de doctorat, aucune idée que c'eût été là le titre du séminaire que Marcel Roncayolo avait donné dans le DEA conjoint École Normale Supérieure-École des hautes Études en Sciences Sociales à la fin des années 1980.

sur les identités professionnelles. Ce projet fut celui que je présentai aux concours de recrutement du CNRS entre 1992 et 1994, et sur lequel je fus finalement recruté en 1994 comme chargé de recherches par la section 39 (Espaces, Territoires et Sociétés) et affecté au Laboratoire de Géographie Rhodanienne, une formation où se retrouvaient géographes des Universités Lyon 2 et Lyon 3. Adapté en article, on le retrouve ici comme pièce 5 du dossier de travaux²⁴. Je commençai alors l'enquête à proprement parler, en travaillant à la fois sur les matériaux issus d'archives municipales de villes de la Région Rhône-Alpes, des fonds du CARAN et du Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau, des archives de la Direction Départementale de l'Équipement du Rhône ou des périodiques et publications diverses des années 1920-1930, le tout complété par une campagne d'entretiens avec des architectes, ingénieurs ou urbanistes ayant œuvré à différents niveaux administratifs. Ces explorations étaient étayées par une campagne de lecture des historiographies britanniques et italiennes autour de l'histoire de l'aménagement des villes à l'époque contemporaine, ainsi que par une conversation directe ou indirecte avec les architectes, historiens, politologues ou sociologues français qui avaient travaillé ces questions (Rémi Baudouï, Viviane Claude, Danièle Voldmann, Jean Pierre Gaudin, Christian Topalov, Susanna Magri).

Du fait qu'il était plus facile de travailler sur les archives municipales lyonnaises et voisines que de se livrer à des plongées prolongées dans les documents qui auraient permis l'élaboration d'une histoire sociale de l'urbanisme au niveau national, les publications qui se rattachent à ce projet de recherche s'inscrivent pour l'essentiel dans l'horizon municipal²⁵, à

²⁴ « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p. 33-46.

²⁵ « La Ville et la ville : Les hommes et les organismes de l'aménagement urbain 19^{ème}-20^{ème} siècle, portraits des services municipaux de six villes de la région Rhône-Alpes », *Recherches contemporaines*, 3, 1995-1996, p. 121-138. ; « Au Service du plan : hommes et structures

l'exception de l'article rédigé avec Viviane Claude pour le numéro spécial de la revue *Vingtième Siècle* "Villes en crise ?" en 1999²⁶. Cet article, qui fait partie du dossier de travaux en tant que pièce numéro 6, était une tentative de synthèse exploratoire, qui incorporait le résultat de nos recherches mutuelles sur l'histoire de l'urbanisme comme discipline, politique publique et profession. Il examine le passage de l'Urbanisme comme cause majuscule à l'urbanisme comme science et ensemble de règles, passage qui se produit dans les premières décennies du 20^{ème} siècle. Pour ce faire, nous avons choisi d'insister sur les pratiques professionnelles dans leur aspect quotidien et ordinaire (par exemple en mettant l'accent sur les incarnations « locales » du marché de l'aménagement urbain ouvert par les premières lois d'urbanisme), et de considérer l'ensemble des participants aux débats et activités en matière d'aménagement urbain qui se faisait jour autour de la notion de « plan d'urbanisme » (associations, amateurs, services municipaux ou étatiques, réseaux sociaux). En nous dégageant des niveaux ou des supports privilégiés par une approche de l'urbanisme en termes d'histoire des idées, d'histoire des sciences sociales ou d'histoire des politiques publiques, l'intention était de montrer que l'histoire de l'urbanisme avait un intérêt pour les historiens du 20^{ème} siècle en général, en tant qu'elle participe de notre compréhension de grands basculements : urbanisation, mise en administration, professionnalisation. Cette approche de l'urbanisme en termes d'espace social où convergent compétences, projets sociaux et politiques et ambitions savantes était loin d'être aboutie. L'article pointait, en particulier, le profit à attendre d'une mise en résonance de la recherche sur le cas français avec les travaux sur d'autres pays de l'espace Nord Atlantique qui partagent, avec des

de l'urbanisme municipal à Lyon au 20^{ème} siècle », in Archives Municipales de Lyon, *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon du 15^{ème} au 20^{ème} siècle*, Lyon : Archives Municipales de Lyon, 1997, p. 135-144.

²⁶ « L'urbanisme au début du siècle : de la réforme urbaine à la compétence technique », *Vingtième Siècle*, 64, 1999, p. 25-40.

rythmes et des modalités différents, cette histoire de professionnalisation et de mise en administration de sociétés en voie d'urbanisation. L'article avait aussi un autre agenda, inscrit dans la trajectoire incertaine de l'histoire de l'urbanisme en France: revenir sur le plan d'urbanisme autrement que par l'analyse de ses formes, chercher dans son histoire les aspects quotidiens du travail d'urbanisme, insister sur les traces du développement d'un système professionnel, c'est contribuer à l'inscription de l'urbanisme et des urbanistes dans les processus de l'histoire sociale, de l'histoire politique ou de l'histoire des savoirs. Longtemps objet laissé aux urbanistes eux-mêmes, outil de la dispute entre métiers et individus dans leur tentative de se poser en maîtres de l'urbain (et en détenteurs des parts d'un « marché de l'urbain », comme l'avait pointé Viviane Claude dans ses travaux), l'histoire des métiers, des savoirs et des politiques de l'urbain nous semblait justiciable des sciences sociales et de l'histoire. A ce titre, il s'agissait de continuer l'entreprise commencée dans les années 1970-1980 (et notamment par Marcel Roncayolo) pour que cette histoire mobilise géographes, historiens, sociologues, politologues au coeur de leurs disciplines et pas seulement dans leurs périphéries. Même si j'ai le sentiment d'avoir abandonné ce programme, partagé par des collègues comme Danièle Voldman qui le porte aujourd'hui au Centre d'Histoire du 20^{ème} siècle de l'Université Paris 1, cette contribution à mi chemin entre la synthèse, le bilan de recherches de première main et la note programmatique me semble devoir figurer dans ce dossier comme marque de mon activité aux lendemains du doctorat, alors que la thématique « histoire de l'aménagement urbain » semblait devoir m'occuper pour longtemps.

En parallèle à ce projet d'histoire sociale de l'urbanisme prenait forme une enquête sur l'histoire des services et employés municipaux. Avec Bruno Dumons et Gilles Pollet, et grâce à un financement du Programme Pluriannuel

en Sciences Sociales de la Région Rhône-Alpes, nous avons procédé à une analyse de la situation dans six villes de la région Rhône-Alpes entre le début du 19^{ème} siècle et 1940, avec une attention plus particulière à la période de la III^e République pour y tester le canon de la « centralisation républicaine ». Les outils de cette analyse ont été le suivi de l'organisation administrative des municipalités d'une part, et d'autre part une prosopographie des élites administratives à partir d'une sélection de services municipaux (administration générale, hygiène, voirie, assistance, finances, bibliothèques, musées, archives). Ce travail a participé du mouvement de déplacement du regard vers les gouvernements urbains comme lieux de définition de politiques publiques, d'organisation bureaucratique, dans une relation avec le pouvoir d'Etat qui ne soit pas celle de la ventriloquie ou du pouvoir périphérique. À la question « Qui gouverne ? », qui avait suscité en science politique et en histoire moderne des réponses centrées sur les élites politiques ou économiques, il répondait par le moyen d'une approche centrée sur les élites administratives des gouvernements urbains et les modalités historiques du développement de ceux-ci. Il était en cela proche des travaux de Dominique Lorrain, Jean Claude Thoenig, Jean-Yves Nevers ou Catherine Lecomte sur le gouvernement municipal et certaines de ses politiques sectorielles, et s'inscrivait dans la droite ligne des travaux personnels de Gilles Pollet²⁷. Dans ce contexte, notre contribution faisait le choix d'un travail historique de première main, basé sur un échantillon de villes de taille, coloration politique et profil socio-économique varié, afin de tester les hypothèses formulées par d'autres chercheurs (sur l'organisation du pouvoir municipal) et de fournir des contributions originales (notamment sur les modes de recrutement des fonctionnaires municipaux, leur trajectoire professionnelle ou leur insertion dans la société urbaine). Le résultat de cette enquête, à travers les

²⁷ Gilles Pollet, « La construction de l'Etat social à la française: Entre local et national XIX^e et XX^e siècles », *Lien social et politique-RIAC*, 33, 1995, p. 115-131.

nombreuses publications qui déclinèrent le fond et parfois la forme de l'ouvrage joint au dossier de publications²⁸, mit en évidence le potentiel d'invention des municipalités dans le domaine des politiques publiques, autant que dans la logistique de leur mise en oeuvre (organisation administrative, personnel). Le développement de politiques publiques du patrimoine, de la culture, de la santé, de l'assistance, se fait sous la III^e République par le truchement d'un « État local », la municipalité : la mise en administration de la société française, sinon son étatisation, furent, pour partie, un phénomène décentralisé. Ce jusqu'au cœur de leurs instruments humains, puisque l'ouvrage suggère, avec d'autres, que les phénomènes de rationalisation et de spécialisation caractéristiques de la bureaucratie et de la forme « légale rationnelle » du pouvoir furent initiés par les gouvernements municipaux eux-mêmes, avec une capacité d'initiative particulièrement forte jusque dans les années 1920. Par la suite, la nationalisation et l'étatisation croissante des politiques sectorielles, mais aussi du statut ou de la formation des personnels municipaux, semblent amoindrir considérablement l'emprise des élus locaux sur les employés (avec ce paradoxe que pour un temps ceux-ci bénéficient d'une marge de manœuvre plus conséquente, notamment par le fait des compétences spécifiques qu'ils mobilisent à travers des réseaux professionnels), et sur les politiques publiques. Mais les origines municipales

²⁸ Bruno Dumons et Gilles Pollet, « De l'administration des villes au gouvernement des 'hommes de la Ville' sous la Troisième République », *Genèses*, 28, 1997, p. 52-75 ; « Élités administratives et expertise municipale. Les directeurs du bureau d'hygiène de Lyon sous la Troisième République », in Martine Kaluszynski et Sophie Wahnich (dir.), *L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation*, Paris : L'Harmattan, 1998, p. 37-54 ; « Les 'professionnels' du patrimoine sous la Troisième République. Etude prosopographique d'un personnel municipal en charge de la conservation dans six villes de la France du Sud-Est », in Daniel Grange et Dominique Poulot (dir.), *L'esprit des lieux. Le patrimoine et la cité*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1997, p. 161-179 ; Bruno Dumons et Gilles Pollet, « Espaces politiques et gouvernements municipaux dans la France de la III^e République. Eclairage sur la sociogenèse de l'Etat contemporain », *Politix*, 14, 53, 2001, p. 15-32 ; Bruno Dumons, « Entrer au service du gouvernement de la cité. Élités administratives et fonctions municipales dans des villes de la France du Sud-Est (1880-1940) », in Bruno Dumons et Olivier Zeller (dir.), *Gouverner la ville en Europe du Moyen-Age au XX^e siècle*, Paris : L'Harmattan, 2006.

de l'État républicain en action n'en sont pas moins patentes dans un certain nombre de secteurs. Le rapport de recherche, rendu en 1996 fut transformé en ouvrage et publié en 1998²⁹. Sa publication était contemporaine de tout un courant d'études de science politique ou de socio-histoire du politique, qui par son interrogation sur l'établissement et les recompositions de l'État ont questionné la vision a-historique des capacités de gestion des pouvoirs locaux³⁰ et contribué à la connaissance de la formation des routines et règles bureaucratiques dans des contextes gouvernementaux non étatiques. Le lecteur le trouvera joint au dossier de publications, dans le format « poche » sous lequel les Editions du CNRS l'ont réédité en 2002³¹.

Cette recherche me fournit l'occasion de découvrir les travaux menés par les collègues italiens, britanniques, états-uniens ou allemands sur l'histoire des employés et des services municipaux. Mais cette découverte trop fragmentaire ne fut pas l'occasion d'une véritable confrontation avec ces travaux, ni de leur appropriation éventuelle pour la recherche sur les municipalités rhonalpines. Aussi, lorsque je rencontrai une collègue canadienne ayant travaillé sur la municipalité montréalaise et qui s'intéressait avec une curiosité égale à la mienne au monde gris de l'organisation des services et aux trajectoires professionnelles des employés, l'occasion était-elle belle de pousser le bouchon un peu plus loin. En 1998, Michèle Dagenais et moi-même organisâmes donc un atelier du Congrès annuel de l'European Association of Urban Historians. L'atelier rassembla un groupe de chercheurs

²⁹ Bruno Dumons, Gilles Pollet et Pierre-Yves Saunier, *Les élites municipales sous la Troisième République. Des villes du Sud-Est de la France*, Paris : Editions du CNRS, 1998 (deuxième édition 2002).

³⁰ Pour un bilan de cette entreprise qui se développait au même moment, et qui au delà du courant « socio-historique » incluait aussi des travaux comme ceux d'Oliver Borraz ou de Patrick Le Galès, voir le numéro spécial de *Pôle Sud*, « Qui gouverne les villes ? », 13, 2000.

³¹ La rédaction des quatre chapitres de l'ouvrage a été effectuée dans le cadre d'une division du travail par chapitres ou sous-chapitres. J'ai rédigé la seconde moitié du chapitre 1 « Les systèmes municipaux : organisations et organigrammes », ainsi que celle du chapitre 2 « Un processus de bureaucratisation inachevée », le chapitre 3 dans son ensemble et la conclusion générale.

de diverses provenances disciplinaires, problématiques, générationnelles et nationales, et nous permet de traiter des situations municipales italiennes, françaises, brésiliennes, états-uniennes, britanniques ou allemandes. Il fit par la suite l'objet d'un ouvrage, paru en 2003 et pour lequel Irene Maver s'ajouta à l'équipe éditoriale³². La table des matières en est donnée dans l'annexe 8 du CV complet joint à ce dossier, et l'introduction est présentée en pièce 7 du dossier de travaux³³. Cette dernière est un point historiographique sur l'histoire sociale des employés et des services municipaux, et approfondit l'interrogation sur le gouvernement urbain et la contribution des municipalités à la mise en forme des sociétés, des espaces urbains et des politiques publiques dans plusieurs pays. L'état des lieux, qui insistait aussi bien sur la richesse des historiographies allemandes et italiennes en matière d'histoire des services et des employés municipaux que sur les carences des historiographies françaises ou britanniques ou les impasses états-uniennes, revenait sur les différences des appareils légaux et des systèmes de régulation qui président aux activités des gouvernements municipaux et aux statuts des employés dans les différents contextes nationaux. Mais la confrontation des historiographies permet aussi d'interroger les raccourcis des « traditions nationales », quand elles uniformisent des statuts municipaux très variés sous le label national (comme en Allemagne, en Italie ou aux Etats-Unis), ou quand elles opposent de manière rudimentaire des « modèles » en grossissant certains traits (ainsi du contraste classique entre la France et l'Angleterre en matière de centralisation/décentralisation ou de conceptions de la municipalité). Sur cette base, et en croisant histoire administrative, histoire sociale des professions et histoire des politiques publiques,

³² Irene Maver, Michele Dagenais and Pierre-Yves Saunier (eds), *Municipal services and employees in the modern city*, Aldershot: Ashgate Publishers, 2003

³³ Michèle Dagenais and Pierre-Yves Saunier, « Tales of the periphery: an outline survey of municipal employees and services in the 19th and 20th century city », in Irene Maver, Michele Dagenais and Pierre-Yves Saunier (eds), *Municipal services and employees in the modern city*, Aldershot: Ashgate Publishers, 2003, p. 1-30.

l'introduction de l'ouvrage revenait sur les raisons pour lesquelles il nous semblait important de mieux connaître les hommes et l'organisation du travail dans les municipalités. Plus que les gouvernements nationaux, en tout cas durant tout le 19^{ème} siècle et une large part du 20^{ème} siècle, l'activité des municipalités se déroulait sur la frontière du marché et du bien public, sur les marches où se définissaient les notions d'expertise et de profession, dans les territoires où s'inventait le service public et en cette région incertaine et disputée du « domaine social », quelque part entre la famille, le marché et l'Etat. « Instituteurs du social » à travers des politiques de logement, de transport, d'emploi, d'éducation, les municipalités et leurs employés pouvaient aussi, avec les intérêts privés, présider à la production de l'espace urbain autour du foncier, de l'assainissement, de l'équipement des cités dans les contextes étudiés par l'ouvrage. Enfin, à l'image de certaines grandes villes, l'importance numérique des employés municipaux en faisait un groupe important dans le paysage électoral et les luttes sociales. Autant de raisons pour se mettre au travail sur le gouvernement local non seulement dans son rapport au gouvernement national, dont d'ailleurs les modalités ne se réduisent pas à des alternances de phases centralisatrices et décentralisatrices, mais aussi pour lui-même.

La publication de cet ouvrage, et la tenue de l'atelier qui lui tint lieu de fondations, ne furent pas la résultante d'un élargissement naturel de ma recherche pour les services et employés municipaux, du niveau national vers l'international. Il me semble qu'ils découlèrent bien davantage du développement volontaire de mes activités d'historien en dehors de l'espace français, et qu'en cela l'ouvrage témoignait d'un projet de développer conversations et communautés dans un autre contexte que celui de l'espace français de la recherche.

3. Joyeux tropisme : rythmes et lieux d'une socialisation disciplinaire hors de l'espace français

Ce développement dérivait certainement de la situation périphérique dans laquelle je me trouvais au sein de l'espace universitaire français. Historien sans agrégation, recruté dans une section pluri-disciplinaire et affecté à un laboratoire de géographie, de surcroît en section 39, je ne me sentais pourtant pas victime d'une force centrifuge qui m'aurait éloigné des foyers de reconnaissance que constituent revues, associations, colloques ou séminaires des centres de recherche qui font l'actualité de la recherche française en histoire. D'abord parce que je n'avais pas une dilection particulière pour les modes de fonctionnement du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur en France³⁴. Mais surtout parce que la situation périphérique évoquée plus haut ne me semblait pas une contrainte, un poids ou une entrave, mais le gage d'une liberté sans condition. En effet, elle me procurait les marges de manoeuvre qui me libéraient du respect des canons disciplinaires, de l'acquisition ou le maintien de positions symboliques dans un

³⁴ D'autant plus que certaines expériences préalables m'avaient fait découvrir des manières de mener la formation des étudiants et la discussion de la recherche qui correspondaient mieux à mes espérances. Deux petits séjours à l'Université de Manchester durant mon doctorat, une année passée à l'Institut Universitaire Européen de Florence en 1993-1994 comme Jean Monnet Fellow avaient été particulièrement édifiantes de ce point de vue. A Manchester, à l'occasion d'échanges autour du projet de recherche que menaient les professeurs John Breuilly, Patrick Joyce et Iorwerth Prothero sur la « culture libérale » à Hambourg, Lyon et Manchester au 19^{ème} siècle, j'avais deviné des formes de relations, entre collègues aussi bien qu'entre doctorants et professeurs, qui correspondaient mieux à mes attentes que celles qui réglaient le fonctionnement du centre de recherche où j'effectuais mon doctorat. À l'Institut Universitaire Européen, le Forum européen « Les identités nationales en Europe » me donna la possibilité de pratiquer l'échange sur une base quasi quotidienne avec des chercheurs appartenant à d'autres disciplines, inscrits dans d'autres univers de référence et de méthodologie, ou tout simplement parties prenantes d'une autre tradition nationale. Cette année fut un élément essentiel de la cristallisation de la manière selon laquelle je voulais pratiquer la recherche et la vie savante, mais aussi l'enseignement et la formation à la recherche.

appareil institutionnel, et de l'engagement dans les collaborations mornes et subies que fait parfois naître la proximité. En conséquence, c'est cœur léger et joyeux que je m'abandonnais à mon tropisme et que je développais progressivement mes activités d'échange, de recherche et de publication en dehors du contexte français :

* Activité éditoriale: l'Institut Universitaire Européen, à partir du début des années 1990, s'était efforcé de mettre à disposition de ses pensionnaires les ressources que commençait de générer l'internet (le bon vieux temps des e-mails en blanc sur fond noir avec le logiciel Elm, les premiers réservoirs en sources historiques regroupées dans des sites *gopher*...). L'absence d'infrastructures en la matière ne m'avait pas permis de continuer cet apprentissage et cet usage une fois revenu en France. En août 1995, un entrefilet dans la revue anglaise *Urban History*, à laquelle je m'étais abonné à la fin 1994, ravivait cet intérêt. La note présentait aux lecteurs de la revue, sous le titre « Urban history at distance », la liste électronique de discussion H-Urban, qui existait depuis 1993 et fournissait à quelques 900 abonnés des informations (comptes rendus, annonces de bourses, plans de cours, appel à communications...) en même temps qu'un forum pour discuter de leurs travaux ou de problèmes liés aux études urbaines. A l'automne, j'achetais un pack d'accès internet et je m'inscrivais sur cette liste où je commençais à poster au printemps 1996. L'année suivante, je me portais volontaire pour participer à l'animation de la liste, comme *book review editor* pour l'Europe³⁵. A peu près en même temps, un des éditeurs de la revue *Contemporary European History*, Jonathan Morris³⁶, me proposa de travailler comme *book review editor* pour cette revue spécialisée dans l'histoire du vingtième siècle européen en prenant en charge les ouvrages d'histoire sociale, économique et

³⁵ Voir l'annexe 6 du CV détaillé pour un bilan de cette activité qui s'acheva en 2001.

³⁶ Le lien avec l'Institut Universitaire Européen était là aussi patent, puisque c'est à Florence que j'avais rencontré J. Morris, *lecturer* à University College London.

culturelle. Opportunité formidable d'étendre mes lectures bien au delà du secteur de l'histoire des villes, et d'explorer une autre facette de l'organisation des comptes-rendus, puisque *Contemporary European History* ne publiait que des *review essays* regroupant plusieurs ouvrages à la discrétion du *book review editor* en accord avec le *reviewer*. Le plaisir de la construction n'en était que plus grand : il s'agissait non pas seulement de marier un livre et un recenseur, mais de construire un corpus d'ouvrages selon un angle, un thème, une question. L'exercice me passionna et m'occupa jusqu'à 2003 à raison d'un à deux *review essays* à publier par trimestre³⁷. J'en ai gardé l'habitude de lire régulièrement les catalogues et les lettres d'information des éditeurs qui se soucient de fournir ces services, ce qui me permet de me tenir au courant des publications en cours ou à venir à la fois en histoire mais aussi dans divers secteurs des sciences sociales.

* activité d'échanges : en 1995, un collègue anglais, ancien professeur associé à la faculté d'histoire de l'université de Lyon 2, me proposa d'élaborer avec lui une proposition d'atelier pour la conférence de l'European Association of Urban Historians européenne d'histoire urbaine qui devait se tenir à Budapest en 1996. L'expérience de l'atelier « The neighborhood myth and reality 16th-20th centuries » fut formatrice, parce que Geoffrey Crossick était soucieux de créer les conditions les plus favorables à l'échange de vue, et non pas de procéder à un assemblage de noms et d'institutions qu'il ne s'agirait que de mettre en scène pour arriver à une publication. C'est lors de cette conférence de Budapest que j'eus l'occasion de rencontrer Michèle Dagenais, avec laquelle nous ourdîmes la proposition d'atelier sur les employés et les services municipaux que j'ai évoquée plus haut.

* Activité de recherche enfin : les chantiers français d'histoire de l'urbanisme et d'histoire du gouvernement municipal, mis en place au

³⁷ voir CV, annexe 7 pour la liste de ceux ci.

lendemain de la thèse ont été progressivement abandonnés entre 1996 et 1999, dans un mouvement de glissement plutôt que de faille. Le ver était en fait dans le fruit depuis mon séjour florentin. Là j'avais goûté au travail sur d'autres sources que les sources françaises, par le biais d'un travail de comparaison des discours et pratiques identitaires à Florence, Lyon et Manchester qui m'amena à fréquenter les bibliothèques et surtout les archives italiennes³⁸. Dans le même temps, la fréquentation d'une bibliothèque riche en ouvrages d'histoire urbaine en anglais et en italien donnait de nouvelles perspectives à mes projets en matière d'histoire du gouvernement municipal ou d'histoire de l'aménagement des villes. Dans le panorama bibliographique de l'histoire urbaine auquel je m'étais livré durant mon séjour à l'Institut Universitaire Européen, j'avais été frappé par les pistes que suggéraient l'ouvrage d'Anthony Sutcliffe³⁹. Bien que de facture assez classique en ce qui concerne le « récit de fondation » qu'il véhicule au sujet du *city planning*, l'ouvrage rompait avec la tradition des monographies nationales célébrant les triomphes de la rationalité planificatrice dans chaque pays. Par un travail de synthèse basé sur des sources imprimées, Sutcliffe y balayait l'histoire de l'aménagement des villes dans quatre pays (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande Bretagne) sur un long 19^{ème} siècle. Chacun de ces pays était traité dans un chapitre séparé, mais la présentation des développements nationaux des législations et des savoirs en matière d'aménagement urbain était régulièrement saupoudrée d'interventions qui soulignaient les échanges intellectuels entre espaces nationaux. Enfin, un chapitre final analysait le « mouvement international », en commençant par

³⁸ Les résultats de cette recherche exploratoire furent publiés dans « La ville comme antidote ? Ou à la rencontre du troisième type (d'identité territoriale) », in Heinz-Gerhard Haupt, Michael G. Müller and Stuart Woolf (eds.), *Regional and national identities in Europe in the XIXth and XXth century. Les identités régionales et nationales en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, The Hague: Kluwer Law International, 1998, p. 125-164.

³⁹ Anthony Sutcliffe, *Towards the planned city. Germany, Britain, the United States and France 1780-1914*, London: Basil Blackwell, 1981.

une présentation des lieux qui abritèrent ces échanges ou furent créés pour les systématiser (congrès, conférences, expositions), des acteurs (municipalités, réformateurs multiscartes, professionnels de l'urbain) pour se prolonger par une réflexion sur les impacts de ces échanges (reproduction des tracés et des formes, appropriation des expériences techniques et institutionnelles, usage des références foraines pour fournir des alternatives à une situation domestique). Ce chapitre se terminait par une évaluation de l'ouverture à « l'exemple étranger » dans chacun des quatre pays traités.

Cet ouvrage attira mon attention pour deux raisons. D'abord parce que l'hypothèse qu'il suggérait, à savoir l'importance des échanges dans la formulation et le succès des efforts nationaux de planification urbaine, permettait de regrouper et donner sens à un certain nombre de notes et remarques périphériques qui avaient attiré mon attention dans les travaux sur l'histoire de l'urbanisme en France, en Italie ou ailleurs. Ensuite parce qu'il faisait la part belle aux gouvernements municipaux dans l'animation et l'utilisation de ces échanges, et prêtait même à la famille municipale lyonnaise un statut « pionnier » en la matière. Tous ces points, sur lesquels j'avais un début de prise du fait de certains aspects de mes recherches en cours, m'invitaient à partager, discuter ou prolonger les résultats et hypothèses du livre. La dernière mouture de mon projet de recherche sur l'histoire sociale de l'aménagement des villes mentionnait d'ailleurs, en passant, le monde des associations, congrès et expositions internationales comme une des plate formes sur lesquelles les amateurs, spécialistes et administrateurs de l'aménagement urbain construisaient leurs sociabilités, leur professionnalisme ou leurs outils intellectuels. D'incise, cette préoccupation allait progressivement devenir centrale.

4. Urbes Orbi : la piste transnationale commence à Lyon

Tout en continuant ma campagne de lecture sur l'histoire de l'aménagement des villes dans le cadre de mon projet CNRS, je commençai donc à prêter une attention particulière aux travaux qui permettaient de saisir les flux de personnes, de plans et de notions entre protagonistes de l'aménagement des villes, mettant à profit des séjours en Italie (1995, 1996) pour écumer les bibliothèques des écoles d'architecture ou d'urbanisme à Rome et à Venise. Cette campagne mit en évidence le rôle de l'exposition comme moment où ces flux étaient mobilisés afin de captiver et convaincre des publics et des pouvoirs. C'est ce que soulignaient en particulier les travaux de Donatella Calabi et Mario Folini sur les expositions montées par Werner Hegemann des deux côtés de l'Atlantique ou encore ceux d'Helen Meller sur les expositions britanniques, au premier rang desquelles celle du Royal Institute of British Architecture en 1910 et l'itinérante Cities and Town Planning Exhibition de Patrick Geddes⁴⁰. En conséquence, alors que je peignais systématiquement les inventaires tous neufs des Archives Municipales de Lyon, alors en plein renouveau, j'étais particulièrement attentif à y repérer tout ce qui concernait échanges et contacts avec des réalisations étrangères autour des questions d'aménagement des villes. En écho avec mes lectures italiennes, je conçus alors l'idée de travailler sur l'Exposition Internationale de la Cité Moderne organisée à Lyon en 1914, qui était déjà apparue sur le radar au cours de mes travaux de doctorat. Au fur et à mesure du dépouillement systématique des fonds des Archives Municipales de Lyon, la tenue et l'organisation de cette exposition me renvoyaient avec insistance à un ensemble plus large de voyages d'études, de congrès, d'organisation ou de participation à d'autres expositions, d'appartenance à des associations internationales de techniciens

⁴⁰ Donatella Calabi e Mario Folini, *Werner Heggeman. Catalogo delle esposizioni internazionali di urbanistica, Berlin 1910, Düsseldorf 1911-12*, Milano : Saggiatore, 1975 ; Helen Meller, « Philanthropy and public enterprise : international exhibitions and the modern town planning movement 1889-1913 », *Planning perspectives*, 10, 1995, p. 295-310.

et de municipalités. Je décidai donc de déplacer le centre de gravité de l'enquête au delà de l'Exposition de 1914, et de documenter systématiquement ces processus d'information, d'inspiration et d'émulation que révélait la scène lyonnaise entre les dernières décennies du 19^{ème} siècle et le début de la Seconde Guerre mondiale. Cela devint une direction prioritaire de mon travail individuel de recherche à partir de l'été 1996.

C'est ce matériau qui fut mis en ordre dans un article soumis en avril 1997 à la revue *Planning Perspectives*, dont le responsable éditorial était Anthony Sutcliffe.⁴¹ Publié en 1999, et inséré en pièce 10 au dossier de travaux, cet article revenait sur la manière dont la municipalité lyonnaise avait travaillé à recueillir et utiliser les expériences étrangères dans les domaines couverts ou explorés par la compétence municipale (hygiène, voirie, assistance,...), mais aussi sur l'effort consenti par cette municipalité pour faire connaître et reconnaître ses propres réalisations. Plusieurs éléments ressortaient de cette étude de cas, qui commençait par établir la chronologie et la cartographie des pratiques entre les années 1870 et 1940, et à en décliner les vecteurs et modalités. Le plus significatif de ces éléments est peut être le contraste entre l'efficacité et l'impact de ces pratiques, attestés par l'intensité de l'usage pratique et rhétorique des expériences étrangères pour mettre en œuvre ou rejeter des solutions techniques, des principes d'action ou des projets, et leur fragilité institutionnelle. Il y a bien une continuité formelle et chronologique dans la pratique de mise en circulation de savoir faire, de techniques, de solutions et de manière de penser la question urbaine. Mais elle ne s'incarne ni ne se traduit par une continuité des usages ou une institutionnalisation. À aucun moment la municipalité lyonnaise ne possède un système international d'information sur les politiques municipales, analogue à celui que mettent en place certaines municipalités

⁴¹ « Changing the city: urban international information and the Lyon municipality, 1900-1940 » *Planning perspectives*, 1, 14, 1999, p. 19-48.

scandinaves, et elle n'en considère jamais l'établissement. Il existe des maillages lâches (les villes contactées par courrier), des procédures ponctuelles (voyages, visites). Mais tout ce qui ressemble à une formalisation, par l'utilisation de réseaux existants (les incarnations locales de la « nébuleuse réformatrice », les associations, les partis, les syndicats) ou la constitution de réseaux propres (par le truchement des responsables des services municipaux et des élus, ou bien encore par la mise en place de structures dédiées à la collecte d'informations), est soigneusement évité. Les contacts internationaux naissent souvent de circonstances extérieures aux questions urbaines, comme avec la visite en Grande-Bretagne de 1906 qui surgit des limbes de l'Entente Cordiale, et se poursuivent sous le règne de l'opportunité. Ce culte du lien faible est en soi remarquable, et suggère que ce n'est pas dans la mise en place d'institutions ou d'organisations spécialisées qu'il faut chercher les traces de ces pratiques d'information et de prélèvement au sujet des expériences municipales étrangères, ni la mesure de leur succès, échec ou impact. Par ailleurs, l'article a repéré une rythmique chronologique du rapport à l'étranger, dans laquelle se distinguent les années d'avant et d'après 1920. Au-delà de ce moment, on identifie une conception clairement formaliste de l'information internationale urbaine, bien différente des enquêtes ad hoc des années 1906-1920. Avec l'indéniable et progressive familiarisation des services et des élus municipaux lyonnais aux questions liées à l'organisation de la ville moderne, s'est installée une certaine suffisance qui dévalorise la recherche de l'information étrangère. Celle-ci, qui n'avait acquis un statut légitime que sous l'effet de circonstances annexes ou hasardeuses, en particulier à la faveur de l'accession au pouvoir d'un jeune maire totalement inexpérimenté, ressort désormais du gimmick, du passage obligé plus que d'une volonté politique ou technique. Redoublés par les conséquences du jeu économique et diplomatique international dans les années 1920-1930, ces effets ne tardent pas à limiter la recherche d'informations internationales à un

jeu d'image autour du thème de la modernité. Cependant, et peut-être plus encore, il me semble qu'il y a dans ces limites la traduction d'une attitude fondamentale du maire Edouard Herriot à l'égard de la question urbaine. Cette attitude est importante car le maire est, en France le pivot de l'action municipale. Elle l'est d'autant plus à Lyon, où Herriot restera en fonction jusqu'en 1957, à l'exclusion de l'intermède 1940-1945. Herriot et avec lui l'administration municipale, semblerait ainsi concevoir la question urbaine par accident et par extension. Par accident, comme semblent le signifier les « conversions-révélation » qu'opèrent successivement chez le maire le voyage aux municipalités britanniques en 1906, autour du thème de la municipalité comme acteur de politiques publiques, et celui à l'Exposition de Dresde en 1911 autour des questions d'organisation des villes. Par extension aussi, tant il semble que la question urbaine ne préoccupe le maire que comme point de passage vers la résolution de questions de politique générale qui gravitent autour de l'alliance avec les socialistes (et donc de l'engagement dans la thématique de la réforme sociale et de son versant urbain)⁴².

Le test empirique validait donc les pistes trouvées dans Sutcliffe, augmentées de celles mises en lumière par mes campagnes bibliographiques⁴³. A partir du point de vue fourni par la recherche qui avait donné lieu à l'article de *Planning Perspectives* apparaissait donc un territoire nouveau pour moi, au croisement de mes intérêts pour l'histoire de l'urbanisme et pour l'histoire du gouvernement municipal : l'histoire des activités inter-municipales, celles qui ont pour objet et pour acteurs le

⁴² Sur ce point, il faut noter l'évolution de la stature personnelle d'Herriot, qui prend une envergure nationale pendant la Première Guerre Mondiale.

⁴³ Les notes de l'article témoignent des biais de ma connaissance bibliographique. Les ouvrages qui me servaient alors d'aiguillon étaient historiques, mais pas forcément écrits par des historiens, et je n'avais alors aucune connaissance ni idée des travaux des politistes sur l'internationalisation des villes, ni des enquêtes sur les *global cities*, ni de la littérature économique ou anthropologique sur la globalisation/mondialisation.

gouvernement des villes, avec une attention particulière sur le secteur de leur aménagement. S'ouvrait aussi, implicitement, la possibilité d'une histoire « à partir de Lyon » qui ne soit pas une « histoire de Lyon ». Ceci pointait une opportunité logistique, dans la mesure où je pouvais commencer d'opérer sur une base financière réduite en travaillant dans des archives et bibliothèques situées à portée de bicyclette. Mais aussi et surtout une opportunité méthodologique, puisque la connaissance fine que j'avais des usages lyonnais de l'inter-municipalité pouvait servir de base à un travail sur l'histoire de ces activités inter-municipales, dans leurs diverses incarnations géographiques et chronologiques, bien au delà du cadre lyonnais. Les questions qui étaient susceptibles d'ordonner cette extension de ma curiosité portaient sur la qualité de ce milieu international (intensité de l'interaction, existence d'un vocabulaire technique et de codes professionnels commun, degré de cohérence, rituels d'agrégation) ; sur l'inscription historique des échanges inter-municipaux (contextualisation au regard des flux économiques ou migratoires, des rapports de force entre pays, des affiliations à des familles idéologiques) ; sur les formes de l'échange (diffusion, imposition, traduction, transfert, emprunt, co-production) ; sur les institutions de ce milieu (congrès, conférences, associations, publications, réseaux personnels de correspondance et de lecture, expositions), et enfin sur l'impact des notions (et éventuellement normes) définies, certifiées et mises en mouvement par ce milieu. Pour répondre à ces questions, il fallait chercher des ressources nouvelles : inventer des archives, brasser une bibliographie renouvelée, ouvrir la discussion avec de nouveaux collègues, le tout dans des directions géographiquement ou thématiquement éloignées de celles qui m'étaient jusque là familières. C'est ce mouvement de déplacement qui me mit sur ce qu'a posteriori je nomme, la « piste transnationale », et dont le tracé se dessinait comme bien distinct de mes intérêts précédents.

B. LA PISTE TRANSNATIONALE. TERRAINS DE JEUX ET EXPÉRIENCES

1. Bonheurs d'archives

Les indices qui s'accumulaient au cours du travail d'enquête sur le terrain lyonnais pointaient plusieurs possibles manières de faire. Travailler à reconstituer la consistance, les formes et les impacts du milieu international pouvait se faire en suivant les trajectoires intellectuelles, sociales et géographiques de certains grands urbanistes, et en étendant cette enquête aux figures secondaires, à la manière de Christine Crasemann Collins⁴⁴. On pouvait aussi parier sur une étude des réalisations et dispositifs adoptés par des gouvernements locaux ou nationaux. D'une certaine manière, cela aurait conduit à reprendre les chemins empruntés par Tony Sutcliffe en substituant une piste municipale à son cadrage national, et en basculant la méthode en direction d'un travail en archives et non pas, comme Sutcliffe, à partir d'imprimés pris comme « sources » sans être replacés systématiquement dans les logiques d'action des acteurs. Une autre solution était celle proposée par Jean Louis Cohen au travers des travaux qu'il avait coordonnés sous l'égide de l'étude de l'américanisation : la tactique était alors de saisir un ensemble de circulations polarisées sur un espace national et de le

⁴⁴ Celle-ci a récemment concrétisé son projet Hegemann avec la publication de *Werner Hegemann and the Search for Universal Urbanism*, New York: W.W. Norton & Company, 2005. À lire en compagnie de Caroline Flick, *Werner Hegemann (1881-1936). Stadtplanung, Architektur, Politik - ein Arbeitsleben in Europa und den USA*, München: K.G. Saur 2006, comme l'a fait Martin Kohlrausch dans sa recension pour H-Soz-u-Kult (<http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/id=8973&count=1&recno=1&type=rezbuecher&sort=datum&order=down&search=crasemann>, consulté le 5 novembre 2008).

disséquer⁴⁵. A ces pistes s'ajoutait une option qui consistait à localiser des plates-formes d'observation qui auraient permis d'appréhender sinon l'ensemble, du moins une large part des circulations de savoirs, de personnes, d'idées, de projets, de dessins.

Il pouvait alors être efficace d'enquêter sur les organisations qui tentaient de systématiser la circulation des savoirs et des savoir-faire en matière de gouvernement et d'aménagement des villes sur une trame internationale. A partir du début du 20^{ème} siècle, un certain nombre d'associations prenaient en effet ce pari, sur une base européenne ou intercontinentale. La trace en était nette dans les archives lyonnaises, malgré la distance que la municipalité lyonnaise avait maintenu à leur égard : malgré cette réticence, l'Union Internationale des Villes et la Fédération Internationale du Logement et de l'Urbanisme avaient toutes deux constamment approvisionné l'administration municipale lyonnaise en informations sur leur travaux. Une recherche comme celle de Viviane Claude autour de l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens Municipaux suggérait par ailleurs la richesse du travail sur les associations, leurs congrès, leurs périodiques, leur organisation et leur activité, et Helen Meller avait mis en évidence le lien entre la tenue d'une des premières expositions d'urbanisme et la fondation de l'Union Internationale des Villes⁴⁶. Par ailleurs, les Congrès Internationaux d'Architecture Moderne et leurs réunions fournissaient à l'histoire de l'architecture les jalons identifiant la montée en puissance d'un style international moderne, et de l'urbanisme fonctionnaliste. Quelques indices suggéraient même des matériaux possibles pour explorer plus avant les associations internationales de l'urbain. Jean

⁴⁵ Jean-Louis COHEN, *Scenes of the World to Come: European Architecture and the American Challenge 1893-1960*, Montréal/Paris: Canadian Center for Architecture/Flammarion, 1995 ; Jean-Louis Cohen et Hubert Damisch (dir.), *Américanisme et modernité. L'idéal américain dans l'architecture*, Paris : EHESS-Flammarion, 2003.

⁴⁶ « Sanitary engineering as a path to town planning: the singular role of the Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux in France and the french-speaking countries 1900-1920 », *Planning Perspectives*, 4, 2, 1989, p. 153-166.

Pierre Gaudin indiquait la présence, dans le fonds du Cabinet Albert Thomas au Bureau International du Travail, de quelques chemises consacrées à l'Union Internationale des Villes⁴⁷, et des échanges sur la liste H-Net durant le premier semestre 1996 avaient pointé la richesse des archives personnelles d'un *planner* américain du nom de John Nolen. Celui-ci avait voyagé en Europe, envoyé ses étudiants parcourir le continent, et participé à l'activité de la Fédération Internationale du Logement et de l'Urbanisme de 1920 à 1936. Enfin, les deux associations dont j'avais trouvé trace dans les archives municipales lyonnaises, l'Union Internationale des Villes et la Fédération Internationale du Logement et de l'Urbanisme, étaient toujours actives à la fin du 20^{ème} siècle. Sous la dénomination d'International Union of Local Authorities qu'elle adopta dans les années 1920, l'Union Internationale des Villes avait son siège à La Haye. De même que l'International Federation for Housing and Planning, dont la série d'entretiens avec l'architecte urbaniste lyonnais Charles Delfante, menée dans le cadre de l'enquête sur l'histoire de l'urbanisme, m'avait permis de mieux appréhender le fonctionnement pour les années 1950-1970. Il y avait là une opportunité de pousser les feux pour passer de la reconstitution des liens et contacts entretenus par une municipalité, celle de Lyon, à l'appréhension d'un ensemble ordonné de circulations et de connections autour de la thématique urbaine. Les circonstances allaient me pousser définitivement dans cette dernière direction.

Comme je cherchais (vainement) les moyens de passer du temps dans une bonne bibliothèque européenne afin d'y compléter le dépouillement de la bibliographie sur le thème des échanges dans l'histoire de l'urbanisme et y mener à bien un travail sur les périodiques municipaux de la fin du 19^{ème} et du

⁴⁷ *L'avenir en plan : technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*, Seyssel : Champvallon, 1985.

début du 20^{ème} siècle, un ami me suggéra de candidater pour une bourse Fulbright pour utiliser les ressources des bibliothèques universitaires aux Etats-Unis. Renseignements pris, il s'avéra que les bourses Fulbright étaient accordées pour des projets de recherche impliquant la collecte de sources, et qu'une campagne de lecture en bibliothèques ne pouvait en soi constituer la base d'un dossier de candidature. Je me mis donc au travail à l'automne 1996 pour creuser la piste John Nolen, à partir des indices mentionnés ci-dessus. Mon dossier fut déposé en décembre 1996, et consistait en une demande de séjour de deux mois à Cornell University durant l'année universitaire 1997-1998, auprès du Department of City and Regional Planning. Ce rattachement était le résultat d'une correspondance avec le professeur John Reps, commencée sur la foi d'indices recueillis auprès de Richard Harris (Macmaster University) et Kevan Frazier (University of West Virginia) grâce à une série de messages sur H-Urban. Le professeur Reps, dont je découvris plus tard qu'il était couramment présenté comme un des « *founding fathers* » de l'histoire du *city planning* aux Etats-Unis, m'avait mis en contact avec l'archiviste de la Kroch Library qui s'occupait des papiers John Nolen. Celle-ci m'avait confirmé la présence dans ces papiers de correspondances suivies avec les *city planners* canadiens, mexicains et européens (continentaux et britanniques), de documents liés aux voyages de Nolen (Scandinavie, Allemagne, Mexique, URSS, Grande Bretagne) et de nombreux éléments concernant l'implication de Nolen dans les congrès et l'activité associative de l'Union Internationale des Villes et de la Fédération Internationale du Logement et de l'Urbanisme. Le tout des années 1900 jusqu'à son décès en 1937.

Parallèlement au montage de cette candidature, je commençais au printemps 1997 à fréquenter les archives du Bureau International du Travail à Genève. On peut difficilement imaginer outil de recherche plus immédiatement rentable que les index noms et sujets du Registry, l'outil de classification des dossiers du Bureau International du Travail. Issu des

pratiques du civil service anglais, ce système a fourni l'armature administrative du Bureau lorsque celui-ci a pris forme à Londres, avant de déménager à Genève. Une de ses caractéristiques est l'indexage systématique des courriers entrants et sortants, et la mise sur fiche de ces entrées d'index dans des grandes séries (lieux, sujets, noms). En conséquence, le chercheur contemporain peut rapidement tester certains noms de personnes ou d'organisations, ou de thèmes, et vérifier si les dossiers du Bureau International du Travail contiennent ou non des renseignements à leur sujet. Bien d'autres outils et croisements sont ensuite nécessaires pour affiner ces premiers résultats, mais les index du Registry apportent encouragements et indices vitaux dès le premier contact. En ce qui me concerne, ces visites au Bureau International du Travail, très vite complétées par des séances dans les archives voisines de la Société des Nations, pointèrent immédiatement deux éléments nouveaux. Les dossiers du Bureau International du Travail et de la Société des Nations témoignaient des relations entre les associations qui m'intéressaient et les organisations intergouvernementales nées du Traité de Versailles d'une part, et entre les associations elles-mêmes d'autre part. Ces interactions prenaient les formes de la coopération, de la compétition ou de l'instrumentalisation, sans se laisser capturer dans une formule simple. Les associations n'étaient pas détachées des instances gouvernementales (une association de municipalités est une association de gouvernements, fussent-ils locaux), et les organisations intergouvernementales recherchaient le contact ou la coopération des associations, l'interface entre les deux formes organisationnelles étant souvent fournie par des réseaux thématiques ou idéologiques (pacifisme, socialisme, internationalisme). Ces premières visites enrichirent aussi mon paysage, puisque les organisations intergouvernementales de Versailles se révélèrent être des aimants attirant la correspondance, les annonces de congrès ou les publications des associations internationales du monde entier et sur les terrains les plus variés. La plongée

dans leurs archives et dans leur bibliothèque donnait ainsi accès à d'autres groupements nationaux ou régionaux actifs entre 1920 et 1940 et qui traitèrent de l'urbain avec plus ou moins de succès (Association Internationale du Logement, Association internationale des cités linéaires, Ligue Mondiale des Villes...), et permet de se faire une idée de la gamme des intervenants jusque dans ses aspects les plus marginaux, comme dans le cas de Georges Benoit Lévy, Charles White, Paul Otlet ou Victor Deznay, polygraphes de la réforme et des solutions aux problèmes mondiaux de tous ordres. Bref, le paysage du milieu international de l'urbain se densifiait, et ses éléments prenaient de la consistance.

Quelques mois plus tard, le détour américain amenait des éléments qui s'imbriquaient dans ce tableau. Entre la fin du mois de février et la mi-avril 1998, mes travaux à Cornell me permirent de progresser sur deux fronts. D'une part en termes bibliographiques : une fois les archives fermées vers 16 heures 30 et jusqu'à l'extinction des feux au milieu de la nuit, les étagères des bibliothèques de Cornell firent mon éducation en matière d'historiographie du gouvernement municipal et de l'aménagement des villes dans plusieurs pays (Grande Bretagne, Allemagne, Etats-Unis, Canada, France, Italie). J'accumulais les éléments au sujet des circulations de personnes, de plans, de réglementations, de notions, de manière de poser les questions et d'y répondre, de solutions techniques entre et à travers ces espaces nationaux. En effet, il apparaissait clairement que ces questions n'avaient pas été ignorées par l'historiographie. Au contraire, ils abondaient dans les travaux traitant de l'histoire de l'urbanisme et des urbanistes dans des cadres nationaux, dans les travaux sur le gouvernement local ou dans les monographies de villes. Mais ils se trouvaient toujours en périphérie de ces travaux, sur le fond et sur la forme. Notes de bas de page, mentions entre parenthèses, ils demeuraient à l'écart de l'analyse centrale, et apparaissaient sous l'invocation pâle et incertaine de « l'influence » rapportée à des

coordonnées nationales (l'influence de l'aménagement des villes français à l'étranger, l'influence des pratiques allemandes sur la formulation du débat en Grande Bretagne, l'influence du *city planning* britannique au Canada et aux Etats-Unis, etc). Après une campagne bibliographique plus intensive, il semblait donc que les travaux qui, comme ceux qui avaient déclenché mon intérêt, plaçaient le milieu international de l'urbanisme et de ses circulations au cœur de leur problématique étaient effectivement rares, mais que de nombreux chercheurs avaient abordé ces aspects par la bande. En dehors de ces entreprises nocturnes, le travail dans les papiers Nolen s'avérait passionnant.

Ce *landscape architect* de Cambridge, Massachussetts, offrait une fenêtre formidable sur le *city planning* américain et le milieu international de l'urbain des premières décennies du 20^{ème} siècle. Deux enseignements principaux découlèrent de mes explorations dans la correspondance, les dossiers et les fichiers minutieusement archivés par Nolen et sa secrétaire. L'un concernait la manière dont on pouvait penser le milieu international de l'urbain. A travers le parcours de Nolen se lisait non pas le « passage » ou la « progression » d'une pratique nationale à une pratique internationale, mais une présence continue des formes et des pratiques urbaines étrangères dans l'éducation, la pratique professionnelle et l'activité civique de Nolen. Présence rendue manifeste par l'assistance à des cours, des lectures, des correspondances, des collections d'images, des sociabilités ou des voyages. D'autre part, les papiers Nolen contenaient un nombre important de documents qui permettaient de suivre les travaux et la vie interne de l'International Garden Cities and Town Planning Federation⁴⁸, à laquelle Nolen adhéra en 1923. Il en intégra rapidement les organes directeurs, et en devint le premier président non-britannique entre

⁴⁸ Ce groupement portera plusieurs noms au cours du 20^{ème} siècle. Il y sera fait allusion dans la suite de ce texte sous l'appellation « International Federation of Housing and Town Planning », abrégée en « Federation ».

1931 et 1936. Mon travail dans les papiers Nolen se concentra sur ces deux aspects, à travers le dépouillement des fichiers d'adresses, la lecture systématique des correspondances avec ses confrères européens, des notes et documents de voyage, des échanges avec le secrétariat de la Federation à Londres. Cela me permettrait de rentrer dans le fonctionnement de la Federation, de comprendre les règles, les clivages et les enjeux de l'organisation aussi bien que de saisir son activité comme communauté intellectuelle faisant le choix de privilégier tel ou tel aspect du *planning*. Mais la moisson ne s'arrêtait pas là⁴⁹.

⁴⁹ Fouiller dans les papiers Nolen fut également aussi une curieuse expérience de « je est un autre ». Cette posture peut être travaillée et recherchée par les écrivains, et elle est partagée par de nombreux auteurs et chercheurs dans le domaine des humanités et des sciences sociales, où elle est sans doute au fondement de nombreux sujets de recherche (qu'il s'agisse de cas où le « je » du chercheur se retrouve dans ceux qu'il étudie, ou de cas où il cherche à s'identifier à ces derniers par empathie). Ici, la traversée du miroir touchait moins à l'intime et à la destinée sociale qu'aux manières de faire. Les efforts de Nolen pour assimiler dans son domaine la littérature étrangère et se tenir au courant des dernières réalisations en Europe, ses démarches pour créer et entretenir des relations avec ses collègues dans d'autres pays, son utilisation de ces connaissances dans son espace professionnel domestique, sa curiosité pour les mœurs professionnelles d'outre atlantique, tout cela avait un air de famille avec mes propres démarches et conduites. A tel point que certaines des pratiques de Nolen me sont devenues une habitude. Par exemple celle de mener une correspondance ponctuelle et régulière, de demander les publications des collègues et de leur envoyer les miennes, ou encore d'envoyer une petite note de remerciement et de souvenir aux collègues rencontrés au fil des voyages et visites. Ce diable de Nolen était particulièrement calé en la matière : à peine avait-il noué des liens avec des collègues lors des nombreux voyages d'étude organisés dans le cadre des congrès auxquels il participait en Europe, qu'il câblait déjà à sa secrétaire pour qu'elle envoie à ses nouvelles connaissances un petit mot amical qu'ils trouveraient en revenant à leur domicile, accompagné bien sûr de la dernière brochure ou article de leur nouvel ami américain. Je n'eus pas à forcer un naturel à la fois organisé et civil, mais c'est véritablement à ce moment que je compris qu'il y avait un véritable travail à mener pour créer et maintenir des liens par lesquels peuvent transiter à longue distance l'estime, l'amitié aussi bien que l'information ou la reconnaissance. Dans la forme et dans le fond, mon style de correspondance doit je crois beaucoup à celui de John Nolen. D'autre part, la proximité de nos situations était troublante, et fructueuse parce que troublante, pour d'autres raisons. Elle invitait à être attentif aux pratiques et usages du « détour par l'étranger », chez Nolen comme de ce côté-ci du miroir. Les bénéfices réflexifs étaient nombreux : distance vis à vis de la fatuité du voyageur savant « de retour d'Amérique » ; perception plus aigüe des enjeux et des possibilités offerts par la proximité à l'étranger quand on se trouve dans des situations de marginal, d'outsider ou de prétendant au sein de l'espace domestique ; estimation de la difficulté à se mouvoir entre et à travers différents ensembles de valeurs, de visions et de pratiques ; et enfin mise en garde quant à la

En fait, par une série de rebonds dont l'origine était la curiosité et la boulimie d'archives plutôt que l'intuition et la raison, les pistes explorées à Lyon, au Bureau International du Travail, à la Société des Nations et dans les papiers Nolen allaient converger brutalement et donner une consistance imprévue à mon intérêt pour le milieu international de l'urbain. Le Department of Manuscript and University Archives de la Kroch Library à Cornell dispose d'une imposante collection de fonds personnels de *planners* et architectes états-uniens, complétée par une non moins imposante collection d'archives d'associations professionnelles⁵⁰. Il était donc facile de faire des navettes entre les papiers Nolen et d'autres collections afin d'y suivre des correspondances avec certains de ses étudiants et collègues au sujet de voyages européens, ou pour reconstituer des échanges entre Américains au sujet de la participation aux conférences et associations internationales. Un de ces allers-retours m'emmena vers le fonds de l'American Society of Planning Officials, qui naquit en 1934 de la fusion de la National Conference of City Planning et de l'American Planning Institute. Nolen joua un rôle important dans cette fusion, du fait de sa stature professionnelle, de son affiliation démocrate et de ses responsabilités dans les deux organisations ainsi fusionnées. Il s'agissait, avec la création de cette association, de réunir les responsables et protagonistes des agences de *planning* qui se multipliaient alors au niveau fédéral, provincial et local, afin de les doter de principes et de savoirs communs (professionnalisation) et de fournir un interlocuteur expert au développement de l'appareil de planning du New Deal (représentation). La nouvelle American Society of Planning Officials devait s'installer dans un

propension à chercher dans les trajectoires et manières de faire des acteurs étudiés une justification aux tropismes du chercheur.

⁵⁰ C'est d'ailleurs cette spécialisation thématique qui explique la présence du fonds Nolen, *city planner* bostonien, dans une université du nord de l'État de New York.

complexe d'associations établi sur le campus de University of Chicago. Ce regroupement thématique voué à la *public administration* rassemblait depuis 1929 diverses composantes. Y voisinaient les associations d'administrateurs et de spécialistes dans les domaines de l'assistance, du logement, de la fiscalité, de la gestion du personnel, du budget et de la comptabilité aussi bien que les administrateurs élus tels que maires, gouverneurs et législateurs d'Etat.

Comme l'inventaire des papiers de l'American Society of Planning Officials mentionnait des documents sur l'adhésion de cette société à l'International Federation for Housing and Town Planning, je commençais à ouvrir quelques cartons afin d'en savoir plus. Très vite, cette première exploration me permit d'identifier le support logistique intellectuel et financier de la nouvelle association : le Spelman Fund of New York, qui finança l'American Society of Planning Officials pendant une dizaine d'années et accompagna sa croissance. Ce Spelman Fund of New York ne soutenait d'ailleurs pas la seule American Society of Planning Officials, mais l'ensemble d'organisations spécialisées dans la *public administration* installées dans le quartier de Hyde Park au 850 East 60th Street, ainsi que les organisations communes de service et de conseil qui avaient été établies à partir de 1931 pour démultiplier l'activité des associations spécialisées (Public Administration Clearing House, Public Administration Services). En remontant la piste, il s'avéra que le Spelman Fund faisait partie des nombreux organismes créés par le magnat du pétrole John D. Rockefeller Senior, et que ses papiers étaient conservés au Rockefeller Archive Center, à quelques kilomètres au nord de New York City, sur les bords de l'Hudson River. Go East, young man ! Une rapide visite d'une journée me permit de prendre une première mesure, approximative, de l'activité de cette petite fondation créée en 1929 pour travailler « à l'amélioration de l'administration publique ». Au soir de cette expédition éclair, je pouvais formuler l'hypothèse que l'implication de l'American Society

of Planning Officials dans le fonctionnement de l'International Federation of Housing and Town Planning n'était qu'un des aspects de la manière dont les différents groupes du « 850 » s'étaient appliqués à organiser les circulations et connexions autour des questions de gouvernement urbain et de politiques urbaines entre 1930 et jusqu'aux années 1970. Et ce à la fois à l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique mais aussi entre Amérique du Nord et Europe, entre Amérique du Sud et Amérique du Nord, et finalement dans une perspective ouvertement planétaire au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. La mise en oeuvre de ce projet semblait avoir impliqué, à des degrés divers, plusieurs organismes que j'avais déjà croisés : l'Union Internationale des Villes, le Bureau International du Travail, la Société des Nations. Après la Deuxième Guerre Mondiale, l'ONU et l'UNESCO entraient aussi dans la ronde. Ce dernier aspect était documenté par un autre fond repéré depuis Cornell, celui des papiers Charles Ascher. Ascher avait été un des agents de liaison entre l'American Society of Planning Officials et l'International Federation of Housing and Planning après la Seconde Guerre Mondiale. Une recherche autour de son nom dans les portails archivistiques comme Rlin ou Archives USA localisait une collection de papiers personnels à la Butler Library (Columbia University). Seules quelques stations du réseau ferré de la Hudson Line séparent Tarrytown, où sont sises les archives Rockefeller, de la station de la 125^{ème} rue à New York d'où on peut rejoindre facilement Columbia⁵¹. La matière des papiers Ascher était abondante et d'une grande diversité (photos, agendas, correspondance...). Leur lecture cursive prolongeait de manière limpide les indices relevés au Rockefeller Archive Center. Ascher, un jeune juriste qui participe aux activités des milieux réformateurs new-yorkais dans le domaine du logement, rejoint le complexe du 850 dans les années 1930 (le « 850 » est alors devenu « 1313 » après déménagement dans le

⁵¹ Ligne que Ascher lui-même emprunta régulièrement dans les années 1950 puisqu'il habitait au Nord de New York et travaillait à Manhattan.

bâtiment construit grâce aux dons du Spelman Fund of New York) et occupe des responsabilités dans plusieurs des associations d'administrateurs qui y figurent. Après la Seconde Guerre Mondiale et un passage dans les agences fédérales, Ascher prend en charge l'activité de liaison que le 1313 met en place entre l'Organisation des Nations Unies et les associations internationales actives sur le terrain de l'urbain, grâce à une bourse de la Fondation Ford. C'est ce qui l'amène à être associé de près aux activités et à la direction de l'Union Internationale des Villes, de l'Institut International des Sciences Administratives ou de l'International Federation of Housing and Town Planning.

Bref, ce Spelman Fund Of New York s'avérait être le lieu d'une activité systématique qui liait un certain nombre de fils que j'avais jusque là saisis de manière éparse. En quittant New York en avril 1998, mon idée de l'Internationale Urbaine s'était considérablement modifiée. L'hypothèse de son fonctionnement en système structuré prenait du poids, avec ses corollaires : la mise en place d'un tel système semblait recherchée activement par certains des participants à ses activités, dans des acceptions différentes et éventuellement conflictuelles, avec comme horizon la définition de contenus et de pratiques destinés à être appliqués et reconnus en dehors des contingences de lieu et de temps.

Ce cheminement vers une réorientation de mes activités en termes de terrain, de problématique et d'outils se paracheva peu de temps après. En 1998, la lecture des catalogues d'éditeur, une de mes activités récurrentes depuis que je m'occupais de recensions d'ouvrages, m'avait appris la parution imminente d'un ouvrage. *Atlantic crossings. Social politics in a progressive age*, était annoncé par Harvard University Press, sous la plume d'un historien de Princeton University, Daniel Rodgers. La présentation du livre en décrivait ainsi l'intention : rendre compte de la manière dont différentes composantes

du *progressive movement* états-unien avaient mené un commerce intellectuel avec l'Europe pour fonder ou renforcer leurs conceptions et revendications en matière de gouvernement municipal, de *city planning*, de logement, d'assurances sociales, de coopératives rurales et autres. Impossible de passer à côté de cela. Prétextant une recension à venir, j'en demandais immédiatement et sans vergogne une copie de presse⁵². La copie arriva sur mon bureau à l'automne 1998. Je ne reviendrai pas ici sur mon appréciation du contenu de l'ouvrage⁵³, mais c'est bien de sa fréquentation que date ma capacité à situer ma recherche au sein d'une communauté de chercheurs partageant des interrogations, des méthodes ou des intérêts similaires, mais bien au-delà des terrains municipaux et urbains qui me préoccupaient. L'introduction d'*Atlantic Crossings* me permit de commencer à remonter la piste des connexions et des circulations, en identifiant peu à peu les ressources historiographiques disponibles pour travailler mon terrain à la lumière de travaux sinon analogues du moins germains, même si l'urbain n'était pas leur préoccupation majeure. J'y reviendrai. Une des conséquences immédiates de cette lecture fut de trouver le mot pour le dire. J'avais jusque là utilisé le terme « international » pour désigner à la fois le champ d'expériences et de pratiques que je considérais, et la démarche que j'adoptais. Cette solution n'était pas totalement satisfaisante, notamment parce que le terme « international », pour l'historien, évoque avant tout les relations entre gouvernements au sujet de la paix, de la guerre et de l'ordre du monde. C'est à dire les préoccupations de secteur de l'histoire des relations internationales, avec lesquelles je ne me sentais pas d'affinité

⁵² Cette forfaiture originelle fut rachetée par le fait que je devais effectivement recenser et faire recenser le livre plus tard.

⁵³ Voir ma participation au symposium organisé par les listes du réseau H-Net, « A tale of pendular times. On board the Spirit of Saint Louis with Daniel T. Rodgers », electronic symposium of H-net lists around Daniel Rodgers, *Atlantic crossings* (Harvard UP, 1998), October 1999, <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=3499>, consulté le 20 juin 2009.

particulière. L'introduction de l'ouvrage de Rodgers mentionnait l'usage, introduit par l'historien australien Ian Tyrrell en 1991, de l'expression « *transnational history* » pour désigner un intérêt à l'histoire des objets, personnes, organisations qui circulent ou agissent par delà et au travers des espaces nationaux. La note de bas de page qui accompagnait cette citation suggérait un univers de lectures à faire, de traductions à opérer, d'appropriations à mener pour tenter de mettre un nom plus adéquat sur ma démarche. Je reviendrai sur cette entreprise d'éducation dans le chapitre suivant. Mais il faut d'abord présenter les terrains de jeux et d'expériences sur lesquels, individuellement ou avec quelques complices, je pouvais mettre à l'épreuve les outils fournis par ces lectures dans lesquelles je m'engageais résolument, en même temps que s'élargissait l'enquête archivistique autour des indices accumulés en 1997-1998.

2. Tâtonnements individuels et confrontations collectives

a) Une mise en ordre par l'Amérique

Au retour des Etats-Unis, il s'agissait de reposer les lignes qui avaient été déplacées par ces quelques semaines de travail. Un court article sur John Nolen me permettait à la fin de 1998 de lier cette figure aux perspectives évoquées par Rodgers, tout en l'insérant dans une perspective plus large que celle de l'import-export réformateur entre les deux rives de l'Atlantique⁵⁴. Nolen était bien un '*Atlantic Crosser*', un membre de cette mouvance progressiste états-unienne qui alimentait sa rhétorique et sa pratique avec des matériaux pris en Europe. Soit. Mais cet usage du forain dans et pour le

⁵⁴ « Atlantic crosser. John Nolen and the Urban Internationale », *Planning History*, 21, 1, 1999, p. 23-31.

domestique était consubstantiel à un investissement dans des directions et causes professionnelles et politiques qui dépassaient les horizons et les cadres nationaux. Chez Nolen en témoignaient le ton général de la correspondance, l'adhésion au projet de Cité Internationale d'Hendersen, ou encore le soutien à la Société des Nations. Ce constat n'était pas simplement soluble dans les inclinations de l'internationalisme libéral d'après guerre. Dans ses activités au sein de l'International Federation for Housing and Town Planning (fonctions de direction, participations aux congrès et conférences comme conférencier ou rapporteur, travail sur un glossaire quadrilingue des termes du *city-planning*, réflexion sur une normalisation des codes graphiques), ou au travers de ses correspondances professionnelles avec des *city-planners* étrangers, Nolen participait explicitement à la mise en place d'une conversation orientée vers la définition de principes et de pratiques communs aux professionnels du *city planning*.

Cette analyse autour de Nolen se juxtaposait, en les complétant, aux explorations des autres facettes de l'Internationale Urbaine. Cette abondance de matériaux me mettait dans un état proche de celui d'un enfant faisant l'inventaire d'une malle à jouets sans fond, et j'oscillais entre jubilation et confusion. D'abord, la multiplicité des flux : idées, dessins, règlements, personnes voyageaient, transitaient, s'échouaient, en des mouvements quasi browniens dont la direction ne semblait pas inscrite dans les grands balancements des dominations géopolitiques ou symboliques. À ce titre, les disputes et les conversations de l'espace transatlantique ne relevaient pas de la rythmique des grands courants océaniques, qui portent navires et épaves dans un sens ou dans l'autre selon les lieux et les saisons, oscillations marégraphiques, mais plutôt de la métaphore de la route, sur laquelle se croisent les voyageurs et les produits allant dans les deux sens. À lire Rodgers aux côtés d'autres travaux, des Européens pouvaient exprimer leur

fascination pour l'architecture américaine pendant que des Américains venaient observer les ensembles de logements sociaux en Allemagne ou aux Pays-Bas. La Suède et le Danemark pouvaient être la Mecque des réformateurs agricoles et coopérateurs américains d'outre Atlantique alors que même que la Tennessee Valley Authority attirait le regard des partisans européens d'une grande politique d'investissement public. Et cela n'était pas seulement vrai des flux entre Europe et Amérique du Nord : Glasgow se posait comme la Mecque des croyants de la régie municipale, mais ses conseillers et techniciens observaient les réalisations des municipalités britanniques. Les affiliations idéologiques des acteurs n'étaient pas moins multiples et contradictoires : pacifistes, espérantistes et nationalistes conservateurs adulaient la cité jardin, les socialistes de la Seconde Internationale se battaient pour organiser un Congrès de l'Union Internationale des Villes dans la capitale du Reich national-socialiste en 1936, et la philanthropie rockefellerienne soutenait la professionnalisation de la présence gouvernementale dans les secteurs du logement et de la politique sociale, tout en finançant des enquêtes sur la planification soviétique. Les stratégies des acteurs n'étaient pas plus tranchées. À Lyon, la municipalité d'Edouard Herriot puisait dans les références étrangères dans une phase où elle construisait sa rhétorique de modernisation municipale, puis se contentait d'exhiber les signes de la modernité de ses politiques dans les expositions à l'étranger, tout en se tenant à l'écart de toute implication réelle dans les organisations qui visaient à systématiser la collecte et la diffusion des informations et pratiques en matière de logement, d'équipement urbain ou de politiques municipales. Dans d'autres municipalités françaises, européennes, nord américaines, se multipliaient au tournant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles les initiatives visant à acquérir, mobiliser et utiliser les expériences étrangères. Le travail dans les archives Nolen et l'exploration des papiers Ascher et de ceux du Spelman Fund avait mis à jour une autre contradiction apparente :

l'importance des organisations, qui semblaient de manière croissante donner le rythme et la chanson des conversations sur les questions urbaines dans l'entre deux guerres, mais aussi leur fragilité financière et sociale, particulièrement claire grâce aux éléments apportés par la correspondance entretenue par Nolen. Enfin, la présence sur le terrain urbain des organisations inter-gouvernementales (Bureau International du Travail, Société des Nations) et de la Fondation Rockefeller, faisait monter encore d'un cran le fouillis, d'autant que le fil se continuait pendant la Deuxième Guerre Mondiale sur le terrain sud et latino-américain, et après la guerre sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de la Fondation Ford : que diable venaient-ils tous faire dans cette galère ?

Néanmoins, le travail autour de Nolen permettait aussi de formuler ou d'affiner quelques hypothèses : la participation et la mobilisation, simultanée et non simplement successive, des acteurs individuels ou collectifs dans ce que nous avons l'habitude de concevoir comme des « niveaux » séparés et hiérarchisés (le national, l'international,...); l'importance du travail d'accumulation et d'entretien des contacts dans le maintien d'un réseau à distance ; l'attrait de la formule associations internationales pour des acteurs soucieux à la fois de diversifier leurs informations et de travailler à la constitution d'un horizon commun. Mais cela s'ajoutait à une liste de questions, sans vraiment l'ordonner. C'est dans cette atmosphère de confusion qu'il fallait trouver un chemin pour essayer de tenir ensemble ces hypothèses et le fouillis dont elles émergeaient.

Il y avait pourtant un endroit où les différents fils semblaient se rencontrer. Peut être était ce là que gisait l'ordre perdu ? Les documents du Fonds Nolen, de l'American Society of Planning Officials, la brève exploration des papiers Ascher, la rapide plongée dans les dossiers du Spelman Fund of New York avaient livré des indices importants en ce sens, en pointant le projet de

systematisation des échanges atlantiques développé sous l'égide des groupes associatifs d'administrateurs états-uniens. En conjonction avec l'exploration plus poussée des pistes ouvertes en Europe (Bureau International du Travail, Société des Nations, archives d'associations nationales de municipalités, fonds des associations internationales elles-mêmes), il me semblait dès lors qu'une reconstruction détaillée de l'action organisatrice de ces protagonistes d'outre Atlantique était susceptible non seulement l'occasion de retracer cette action, mais aussi de saisir des projets convergents ou concurrents quant à l'organisation de la circulation des savoirs sur l'urbain. Je basculai donc sur ce versant américain, au travers d'une série de séjours rapprochés : en 1999 une plongée rapide dans les archives de la Fondation Ford, renouvelée en 2000 lors d'un séjour de 5 semaines au Rockefeller Archive Center conclu par une semaine dans les manuscrits de University of Virginia (Papiers Guy Moffett, *executive secretary* du Spelman Fund of New York, d'Herbert Emmerich directeur du 1313 dans les années 1950, de Rowland Egger envoyé spécial du Spelman Fund en Europe dans les années 1930). Enfin, une candidature à l'issue heureuse à l'échange entre le CNRS et University of Chicago me permit de passer 6 mois dans cette université comme professeur invité, de janvier à juin 2001. Cette opportunité bienvenue de renouer avec l'enseignement fut l'occasion d'un travail de fond sur la genèse et l'activité du groupe du 1313, grâce aux collections conservées à la Regenstein Library (Beardsley Ruml Papers, Charles Merriam Public Administration Center papers, Leonard White papers, Swift papers, Presidents' papers, Charles Merriam papers,...). Un dernier séjour à l'été 2003 à University of Virginia permit de compléter le bornage des activités domestiques et étrangères du complexe associatif de Chicago depuis les années 1920 jusqu'aux années 1960, et de préciser sa liaison organique avec les grandes fondations philanthropiques.

Le pari américain était ainsi, une tactique destinée à répondre au foisonnement croissant des matériaux et des pistes. Mais, il ne suffisait pas à établir une grille d'interprétation. Paradoxalement, le foisonnement des matériaux et des pistes laissait clairement entrevoir l'impossibilité matérielle pour un chercheur de suivre les thèmes, les acteurs, les œuvres, les organisations avec une égale intensité. De même, ce foisonnement mettait en évidence la fragilité des hypothèses, et la nécessité de les confronter aux travaux et points de vue d'autres chercheurs dans un échange régulier. Bref, il fallait inventer des communautés d'information et de discussion pour pouvoir avancer sur la piste transnationale.

b) Une mise en ordre par la communauté

Il n'y avait pas dans mon environnement immédiat de partenaires ou d'interlocuteurs pour réagir aux hypothèses et aux problèmes que la réorientation de mes terrains et problématiques de recherche me faisaient rencontrer. Personne dans mon laboratoire de rattachement n'était sensible à ces interrogations. Et il ne semblait pas que les collègues historiens français de la ville prissent un intérêt sérieux à cette question. Bien certainement, des chercheurs partageaient ailleurs des interrogations similaires. A l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, par exemple, les séminaires de Serge Gruzinski et de Sanjay Subrahmanyam, ou les activités alors jointes de Michel Espagne et Michael Werner auraient certainement été des ports d'attache dont les infrastructures m'auraient permis d'arrimer plus sûrement mon chargement, et d'approvisionner plus efficacement mes machines. Mais je n'avais aucune connaissance de ces développements. De même, lors de mon séjour à Chicago, je n'étais pas rentré en contact avec Michael Geyer, que j'identifiais comme un historien de l'Allemagne, alors que plusieurs années auparavant il avait écrit avec Charles Bright un article que je découvrirais plus

tard avec bonheur⁵⁵. Je n'ai simplement pas su regrouper et recouper l'information : la situation en périphérie a aussi des coûts. C'est donc d'abord par une série de conversations inter-individuelles et de présentations occasionnelles que pouvait s'opérer le travail de confrontation qui permet à un projet individuel de prendre de la consistance. Parmi ces conversations, celle engagée avec Renaud Payre allait s'avérer particulièrement importante et durable, parce qu'il prenait des directions de recherche qui l'amenaient sur des terrains très proches des miens⁵⁶. Commencée en 1997 alors qu'il réalisait son mémoire de fin d'études à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, elle me fut particulièrement précieuse. Cependant, si nous avançâmes donc de concert, l'effectif de la colonne était réduit. En ce qui concerne les opportunités de confrontation, les premières hypothèses de ce travail furent présentées à plusieurs reprises : au séminaire de doctorat du Politecnico de Turin (Italie), au séminaire du département d'histoire de Case Western University (Cleveland, Etats-Unis d'Amérique), au Pointer Center of the University of Indiana (Bloomington, Etats-Unis d'Amérique), à la conférence « The role of American Foundations in Europe » du réseau coordonné à Giuliana Gemelli (Università di Bologna, Italie), à la conférence « Philanthropy and the City » organisée par le Center on Philanthropy (City University of New York, Etats-Unis d'Amérique), au Chicago Groupe on Modern France (University of Chicago, Etats-Unis d'Amérique)⁵⁷. Toutes ces

⁵⁵ Michael Geyer and Charles Bright, « World History in a Global Age », *American Historical Review*, 100, 1995, p. 1034-1060.

⁵⁶ Voir Renaud Payre, *Ordre politique et gouvernement urbain*, Mémoire d'habilitation à diriger les recherches, Université Lumière Lyon 2, 2008.

⁵⁷ Je souligne au passage qu'entre 1996 et 2003, soit au moment où s'opérait la ré-orientation de mes centres d'intérêt et problématiques, je ne les présentai que trois fois en France. Au colloque « La Formation des sciences de gouvernement » à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, dans une séance organisée par Renaud Payre et Rachel Vanneuville, à une séance du séminaire « Histoire des grandes villes américaines » coordonné par Nicolas Bareyre à l'ENS-Ulm, et à la journée d'études « Les transferts internationaux de savoirs et savoir-faire » tenue à Lille 2 à l'initiative de Cécile Robert et Rachel Vanneuville. Ce qui

occasions furent utiles, mais la discussion manquait forcément de continuité. D'autre part, si elles permettaient d'affiner mes connaissances et hypothèses autour de thématiques spécifiques (l'histoire des fondations philanthropiques états-uniennes notamment), et de clarifier la problématique générale, ces présentations ne créaient pas de valeur ajoutée spécifique, faute d'interlocuteurs ayant une connaissance détaillée des protagonistes et des contenus de l'Internationale Urbaine, ou des outils et méthodes d'une approche centrée sur les connexions et les circulations. S'il n'y avait pas de communautés adéquates, ou plutôt si je ne savais comment les repérer et m'y agréger, alors peut-être valait-il la peine d'en créer une.

C'est la procédure Aide à Projets Nouveaux du CNRS qui me fournit les moyens de cette ambition. Au prix, il est vrai, d'un léger détournement. Le programme était assez explicitement destiné à « faire émerger les nouveaux *leaders* » en finançant à l'intérieur de laboratoires existants des « jeunes chercheurs » ainsi conviés à faire leurs preuves quant à leur capacité à devenir plus tard eux-mêmes des gestionnaires d'unités et d'équipes. Pas plus hier qu'aujourd'hui je n'ourdissais de tels desseins, mais l'occasion fait le larron. Et elle semblait belle : un budget réduit mais sans contraintes d'utilisation, suffisant pour rassembler quelques chercheurs européens (et plus) qui partageraient un intérêt commun pour les formes de circulation et de connexion développées autour de l'urbain. Le terrain proposé pour ce rassemblement : ce que j'appelais en raccourci le « mouvement municipal international », un objet peu identifié situé au croisement des travaux portant sur le lien entre gouvernement municipal et réforme sociale, histoire des rapports entre pouvoirs locaux et pouvoirs des gouvernements nationaux, et histoire des associations internationales. Par « mouvement municipal »,

souligne mon ignorance des cercles et lieux où elles eussent pu recevoir encore plus de commentaires avisés.

j'entendais ces assemblages d'administrateurs, d'élus, de techniciens, d'amateurs et de savants qui à partir de la fin du 19^{ème} siècle se regroupèrent sous divers avatars formes (échanges interindividuels, groupes de réflexion, associations, revues, courants à l'intérieur des partis politiques), pour travailler à connaître et faire reconnaître l'importance des gouvernement municipaux urbains comme lieux-clés des changements sociaux, économiques et politiques dans des sociétés nationales urbanisées ou en phase d'urbanisation rapide (essentiellement, mais pas uniquement : l'Europe et les « néo-Europe » des Amériques et de l'hémisphère Sud).

Le projet partait d'un constat : aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, les agglomérations tendent à ces sociétés le miroir de leur changement rapide, et deviennent alors le lieu-clé des interrogations sur leur devenir. L'urbanisation se généralise et s'accélère dans les pays industrialisés, et est perçue comme une mutation fondamentale (notamment à travers les études statistiques qui se multiplient à la fin du 19^{ème} siècle). Entre rejet et espoir, craintes et confiances, les réformateurs et penseurs se pressent au chevet des grandes villes de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France, des Etats-Unis, de Hollande, de Russie, du Japon ou d'Italie avec le souci de comprendre, de maîtriser et d'orienter les mécanismes de leur croissance, de leur gouvernement, de leur vie sociale. Question urbaine et question sociale se recouvrent alors étroitement, et les solutions proposées pour « soigner » les maux urbains sont destinées à soigner la société dans son ensemble, en réponse aux feux croisés -ou du moins perçus comme tels- de l'industrialisation et de l'urbanisation. Il s'agit bien d'interrogations sur ce qui fait la nature du lien social, la cohésion des sociétés, formulées à la lumière incertaine de nouveaux modes de vie marqués par l'urbain. Parmi les ensembles qui se définissent pour formuler ces questions et y répondre, le mouvement municipal est formé par les savants, administrateurs, élus et

techniciens qui font de la municipalité urbaine l'élément clé du traitement de ces mutations.

La proposition participait d'un intérêt porté par de nombreux chercheurs aux formes de techniques, d'actions, de compromis, de luttes couramment englobés sous l'appellation de « réforme », dont une des caractéristiques majeures est de se développer dans et à cheval sur les champs du social, du savant et du politique. Notre dette à l'égard des autres chercheurs travaillant sur les « laboratoires de la réforme » était certaine, mais notre point de vue différent, puisque nous ne partions ni n'aboutissions aux espaces nationaux. En effet, c'est souvent à travers l'action d'élites nationales d'une part, et la mise en place de politiques d'Etat d'autre part, que le moment réformateur est abordé, avec comme horizon d'élargissement la mise en place de recherches « comparatives » entre divers espaces nationaux. La proposition faite dans le cadre de l'appel d'offres Aide à Projets Nouveaux proposait un double déplacement. D'abord vers ce qui se passait entre et à travers les pays, car les travaux existants et notamment ceux des membres du groupe suggéraient l'importance des phénomènes de circulation et d'organisation de hommes et des idées à l'échelle du monde industrialisé, ainsi que leur impact. Sur ce point, nous partions de l'hypothèse que ce monde international de la réforme urbaine et sociale ne se réduisait à ordonner une convergence « percolative » des principes et acteurs des réformes nationales, sorte de plus petit dénominateur commun consensuel, mais que les pratiques et les concepts qui s'y développaient et s'y donnaient à voir contribuaient aussi à fixer les cadres des entreprises nationales de réforme, et à fournir aux réformateurs de tous poils des matériaux qu'ils vernacularisaient -ou pas- par traduction, appropriation, dilution, rejet et autres modalités. Le deuxième déplacement se faisait vers le municipal, et vers ces villes qui furent souvent le terrain et le sujet des interrogations réformistes. Le point de départ en était que, y compris dans les pays dits centralisés, les gouvernements

municipaux furent des lieux importants voire primordiaux d'innovation, de recherche de confrontation et de définition de « problèmes », et que pour apprécier l'importance de leur contribution il faut s'écarter de la phlogistique convenue du centre et de la périphérie (contrôle de l'un, résistance de l'autre) et voir ce qui se passe dans et entre les lieux du « pouvoir local ».

Le projet proposait de croiser ces deux dépaysements pour arpenter les structures informelles (réseaux de correspondances, revues, voyages) et les organisations spécifiques (associations, congrès, expositions) du mouvement municipal international, et par là-même en tester l'existence, la cohérence et la plastique. Pour cela, il convenait de rassembler des chercheurs qui auraient travaillé sur les mouvements municipaux dans un cadre national, sur les politiques municipales, voire sur le mouvement international à proprement parler. Initialement, ceci me semblait une nécessité pour cartographier ce qui se passait entre différents « niveaux » et saisir les phénomènes de diffusion, de rayonnement, de réappropriation qui troublaient les emboîtements du local, du national et de l'international, et une condition de la capacité à se situer précisément dans leur contexte les hommes, les idées, les réalisations qui circulent dans le monde de « l'Internationale municipale ». C'est ainsi qu'ensemble nous pourrions contribuer à une connaissance intégrée (international, national, local étant convoqués) du mouvement municipal dans ses structures, ses projets et ses actions, grâce à la connaissance des hommes et des idées qui y voisinent. Cette contribution concernait au premier chef l'histoire des villes et des gouvernements locaux. Mais, s'il s'agissait bien de donner à voir l'histoire du mouvement municipal comme formation originale, vouée à la défense et à la modernisation du gouvernement communal, l'entreprise semblait aussi susceptible de contribuer à mieux cerner l'histoire de l'essor du « domaine social » dans le monde industrialisé, par le recours au niveau méprisé du « local ». Notre

horizon d'attente était aussi celui d'une contribution à l'histoire des sociétés modernes de *welfare*. D'autre part, les protagonistes du mouvement municipal international ont, au cours de son existence, porté et proposé des versions de l'ordre social et politique, par exemple l'idée d'un « ordre mondial » ou européen basé sur les communes (notamment dans les années 1950). Travailler sur le mouvement municipal international, outre que de contribuer à l'histoire locale ou à l'histoire du local, fournir un éclairage sur des activités périphériques et marginales, c'était aussi l'étude d'une alternative, non advenue, à l'organisation sociale et politique des sociétés occidentales : le municipalisme comme « utopie mineure », en quelque sorte⁵⁸. C'était en tout cas la motivation qui sous-tendait la présentation du projet et sa volonté de restituer les horizons, inflexions chronologiques, modes de fonctionnement, clivages, réalisations du mouvement municipal.

A ce programme donnèrent leur assentiment plusieurs chercheurs français, italiens et néerlandais. A l'université de Groningue (Pays-Bas), Nico Randeraad et Dirk Jan Wolfram avaient travaillé sur l'institut International de Statistique et repéré les contributions des protagonistes municipaux néerlandais, élus et employés. Patrizia Dogliani, de l'Université de Bologne (Italie) avait dans les années 1980 été l'une des premières à suivre les liens des socialistes français avec leurs homologues belges, allemands ou italiens en matière de gouvernement des villes. Oscar Gaspari, un historien de formation qui travaillait à l'ANCI (Association nationale des communes italiennes) avait pour sa part disséqué l'histoire des associations et revues municipales italiennes, et s'était intéressé à l'Union Internationale des Villes. En France, Viviane Claude (Université Lyon 2) avait suivi le fil associatif international à travers sa

⁵⁸ On peut en effet considérer que la liste ébauchée par Jay Winter n'est qu'indicative et qu'il est possible d'y ajouter de nombreux items (Jay Winter, *Dreams of Peace and Freedom: Utopian Moments in the Twentieth Century*, New Haven: Yale University Press, 2006).

recherche sur l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens municipaux dans le cadre de ses travaux sur l'histoire des métiers de l'urbain et de l'urbanisme. Le dispositif était complété sur le versant français par quatre doctorants ou jeunes docteurs en science politique. Antoine Vion, à Rennes, s'intéressait aux politiques d'internationalisation des villes depuis la Seconde Guerre Mondiale, en partant des politiques de jumelage. Patrick Le Lidec, à Paris, étudiait l'histoire de l'Association des Maires de France. Jean Joana, à Montpellier, se proposait de restituer les logiques de formation des espaces politiques locaux en France sous la III^e République. Enfin, Renaud Payre, à Grenoble, commençait son travail sur les mondes de la réforme municipale en France dans les premières décennies du 20^{ème} siècle. Ce furent ces chercheurs qui se retrouvèrent une demi douzaine de fois entre décembre 1999 et juin 2001 pour des sessions de travail de deux ou trois jours à chaque rencontre. Les contacts pris avec les collègues britanniques, allemands ou espagnols n'avaient pas alors permis d'identifier des personnes qui auraient pu partager ces objectifs, et les fonds disponibles ne permettaient pas d'agréger au groupe les collègues nord et sud américains qui s'étaient déclarés intéressés par les problématiques du groupe.

L'idée n'était pas de faire un ou deux colloques et puis s'en vont. De fait, les rencontres qui eurent lieu autour du projet furent portées par des membres du groupe qui en utilisèrent la dynamique et les ressources humaines, mais ces activités elles n'étaient ni programmées ni envisagées au départ des opérations⁵⁹.

Le registre du colloque ou du congrès était d'ailleurs familier aux acteurs que nous voulions étudier, mais les modalités de nos rencontres se plaçaient franchement sous leur égide par un autre aspect. Il s'agissait pour nous aussi

⁵⁹ Voir la liste de ces activités dans l'annexe 5 du curriculum vitae détaillé.

de mettre en commun, de confronter nos approches, notamment nos différentes traditions nationales et disciplinaires quant à l'histoire du « gouvernement local », afin de nous mettre à parler une langue problématique non pas identique mais commune. J'aimais alors beaucoup citer le discours d'accueil fait aux conférenciers du Premier Congrès International des Villes en 1913, comme aiguillon heuristique autant que comme mise en garde réflexive :

« Vous venez de France, d'Allemagne, de Grande Bretagne, de Hollande ; vous êtes arrivés de plus loin : d'Italie, d'Espagne, de Russie, de Scandinavie ; de plus loin encore : de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, du Japon et de la Chine, d'Egypte et de l'Afrique australe. Tous, dans les cités, grandes, moyennes ou petites qui vous ont confié l'exercice de la magistrature communale, vous remplissez des fonctions similaires, celles dont les citoyens vivant dans la communauté des centres urbains vous ont chargé : veiller à leur sécurité et à leur santé, à la prospérité de leurs affaires, à l'éducation de leurs enfants, au charme de leurs loisirs. Vous êtes venus pour délibérer en commun pendant quelques jours sur les grands problèmes que l'universalité des conditions de l'existence contemporaine ont fait surgir, à peu près les mêmes partout »⁶⁰

Il nous fallait, en effet, à la fois rendre raison de l'universalité que percevaient ou affirmaient les participants de ce congrès et d'autres activités liées au mouvement municipal international, et la prendre en compte comme un moteur de leur activité. Il nous fallait aussi réfléchir à leurs pratiques en pensant à ce que nous tentions de faire, et vice versa : les entreprises des uns, leurs difficultés et leurs réalisations, pouvaient éclairer, désenchanter, relativiser celles des autres.

⁶⁰ *Premier Congrès International et exposition comparée des villes*, Bruxelles : Union Internationale des Villes, 1913, III, p.1.

Une série de séminaires fermés, doublée de rencontres ouvertes avec des collègues extérieurs au groupe, nous permit dans un premier temps de réunir nos ressources problématiques et archivistiques, puis de donner à nos recherches isolées des sources et un élan nouveau. Le premier exercice consista en trois réunions de « mise à plat » des travaux des membres du groupe et de l'état de la question. Ces séances furent organisées sur le système du « rapport décalé », à savoir la présentation par un participant d'une synthèse des travaux et problématiques d'un autre membre du groupe (dans la mesure du possible en croisant pays et disciplines). La procédure s'est avérée efficace pour susciter l'engagement avec les travaux des tiers, créer des proximités et des débats entre les individus, faire surgir les questions, effacer les obstacles de compréhension, expliciter certains éléments implicites, aller directement aux convergences et divergences. C'est aussi selon moi le moyen d'éviter la routine des « récits de soi » et les grandes et petites envolées égocentrées, sans compter les effets induits sur la fabrication du groupe du fait de l'effort d'empathie intellectuelle que requiert l'exercice lorsque les règles en sont acceptées. Ces séances furent couplées avec trois journées ou demi journées en archives qui visaient à la présentation par un des membres du groupe de sources qui lui étaient familières, toujours dans l'idée de fournir à chacun des participants des moyens supplémentaires pour rentrer dans les problématiques et les matériaux d'autrui, mais aussi des sources nouvelles pour sa propre recherche (soit directement, soit par analogie). Les Archives Municipales de Lyon, les Archives de la Société des Nations à Genève, les Archives Communales de Forlì reçurent ainsi notre visite pour des séances de travail qui exploraient différentes formes des échanges entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains (initiatives d'une municipalité, rapport entre associations internationales et organisations intergouvernementales, échanges

interindividuels et activités éditoriales, ces dernières étant documentées par le fond Alessandro Schiavi aux Archives de Forlì).

A ces séminaires fermés s'ajoutèrent des séminaires ouverts : à Bologne avec des historiens italiens du socialisme et du gouvernement municipal ; en Suisse avec des historiens de l'urbanisme et de l'architecture ; à Groningue avec des collègues européens, australiens ou sud et nord américains intéressés à l'étude des relations inter-municipales dans la longue durée des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Trois journées d'études/colloques furent également organisées sur un format plus classique, avec des financements extérieurs : à Groningue suite à une aide du NWO, organisme de financement de la recherche néerlandais ; à La Haye au siège de la VNG, l'association des communes néerlandaises ; à Florence à l'occasion du centenaire de l'Associazione Nazionale Comuni Italiani –ANCI. Nous fûmes rejoints en ces occasions par des collègues allemands, australiens, italiens et britanniques.

Outre un nombre important de publications et initiatives individuelles, trois publications collectives découlèrent de ces deux ans de mise en commun. Un numéro spécial de la revue *Contemporary European History* en 2002, « Municipal connections : co-operation, links and transfers among European cities in the twentieth century » (dont l'introduction est incluse en pièce 9 au dossier de travaux) ; l'édition 2003 du numéro du *Yearbook of European Administrative History* « Formation and transfer of municipal administrative knowledge » sous la direction de Nico Randeraad ; et un ouvrage patronné par l'Associazione nazionale dei comuni italiani, *L'Europa dei comuni dalla fine dell'Ottocento al secondo dopoguerra* édité par Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari. Le détail des sommaires et des programmes est donné dans l'annexe 5 du curriculum détaillé. De surcroît, un certain nombre de thèses et de

recherches ont été lancées en liaison directe avec les thèmes du groupe de recherche⁶¹.

D'un point de vue personnel, le résultat fut conforme à mes attentes. En termes de contenant d'abord, car ce fut l'occasion de créer les cadres et les règles pour des formes de discussion dont je me languissais. En termes de contenu ensuite, puisque les activités du groupe furent le lieu où se formalisa la réflexion que j'avais entamée en 1996. L'élaboration du projet, la production de papiers de travail, les discussions lors des séances furent l'aiguillon d'une mise en ordre générale de mes références, de mes outils et de mes questions, qui se développa plus amplement par la suite et se traduisit dans des publications liées à ces terrains de recherche personnels et ces entreprises collectives⁶². C'est à la lumière des travaux, des références, des problématiques et des sources utilisées par les membres du groupe que j'ai pu esquisser une mise en ordre des éléments jusque là rassemblés. Parmi

⁶¹ En Italie avec le doctorat de Carlo de Maria sur la figure d'Alessandro Schiavi, aux Pays-Bas avec les thèses de Stefan Couperus sur l'administration municipale d'Amsterdam et de Michel Geertse sur l'International Federation of Housing and Planning. La recherche actuellement développée par Renaud Payre dans le cadre d'un des clusters de recherche la région Rhône-Alpes et en collaboration avec Sarah Russeil et Aisling Healy (« L'internationalisation des villes. Enquête sur le réseau Eurocités »), me semble aussi une suite de sa participation à l'entreprise Aide à Projets Nouveaux, même s'il appartiendrait à l'intéressé de confirmer ou d'infirmer cette filiation.

⁶² « Les voyages municipaux américains en Europe 1900-1940. Une piste d'histoire transnationale », in Nico Randeraad (hrsg.), « Formation and transfer of municipal administrative knowledge », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, 15, 2003, p. 267-288 ; « La ridefinizione dell'Internazionale urbana: le fondazioni nordamericane e l'organizzazione internazionale del governo comunale, della pianificazione urbana e delle abitazioni tra gli anni '20 e '60 » in Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari (a cura di), *L'Europa dei comuni. Origini e sviluppo del movimento comunale europeo dalla fine dell'Ottocento all'Unione europea*, Roma : Donzelli, 2003, p. 221-249 ; « Ulysses of Chicago: American Foundations and public administration 1900-1960 », in Giuliana Gemelli and Roy McLeod (eds), *American Foundations in Europe. Grant-giving policies, cultural diplomacy and transatlantic relations 1920-1980*, Bruxelles: Peter Lang, 2003, p. 115-128. Et, avec Renaud Payre, « L'internazionale municipalista : L'Union Internationale des Villes fra 1913 e 1940 », *Amministrare*, XXX, 1, 2000, p. 217-239, ainsi que « A City in the World of Cities: Lyons, France. Municipal Associations as Political Resources in the 20th century » in Shane Ewen and Pierre-Yves Saunier (eds), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, New York: Palgrave, 2008, p. 69-85.

les publications qui figurent au dossier de travaux, outre la pièce 9 mentionnée plus haut, ce sont les pièces 10 et 11 (quoique publiée tardivement, cette dernière fut pour l'essentiel rédigée en 2000) qui montrent le plus clairement les bénéfices que j'ai tirés de ce moment collectif.

Reprenons ici les principaux aspects de cette mise en ordre. Le 20^{ème} siècle débutant apparaît comme le moment où s'organise une conversation spécialisée sur l'urbain dont la particularité est de se développer à travers les pays. Cette autonomisation du thème urbain prend place dans le contexte des défis et des promesses de la « société en voie d'urbanisation » qu'on cerne alors ici et là de manière statistique, en une saisie qui se veut objective et révélatrice. Non pas que jusqu'ici les voyages, les rencontres n'eussent pas fait circuler les hommes et les livres, les idées et les dessins qui se préoccupaient de penser et faire la ville, de dessiner les sociétés urbaines. Mais, ce qui est spécifique aux premières années du 20^{ème} siècle, c'est la multiplication des occasions vouées à l'étude du phénomène urbain, et leur propension à faire organisation. C'est dans la foulée de cette floraison, au début des années 1910, que prend forme la sphère internationale de l'urbain. L'itinéraire international de l'amateur de questions urbaines commence alors à ne plus être réglé par les réseaux personnels ou par les expositions et conférences organisées par des nations ou des villes (rappelons la séquence allemande de 1903-1912 entre Dresde, Leipzig ou Düsseldorf, la séquence belge qui passe par Bruxelles, Liège et Gand de 1905-1913). De plus en plus, son agenda gravite autour de rendez-vous réguliers, mis en place par des structures spécialisées. Celles-ci s'organisent progressivement comme associations pérennes. Elles installent des périodicités et des formats pour leurs conférences, publient des revues, créent des bureaux d'information et des services de documentation, installent des secrétariats. Cette tendance à l'organisation, qui va de pair avec une spécialisation autour de « sous-

questions » comme le logement, l'aménagement des villes et l'administration municipale, est en apparence brisée par l'éclatement de la Première Guerre Mondiale. Mais, celle-ci renforce en fait la tendance à l'organisation. En effet, comme dans les espaces nationaux, la Première Guerre Mondiale crée les conditions d'une réflexion à vocation universaliste sur l'organisation et la rationalisation du travail et de l'espace, l'efficacité de la production et du gouvernement, la stabilisation de la paix entre les classes sociales et de la paix entre les nations. Par les institutions politiques qu'il fait surgir, au premier plan desquelles la Société Des Nations ou le Bureau International du Travail, le conflit engendre aussi des structures qui vont donner un écho officiel, légitime, politique et bureaucratique aux soucis jusque là affichés dans les cénacles des philanthropes, des savants, des techniciens ou des élus : mettre en résonance les expériences, isoler les meilleures d'entre elles, coordonner les initiatives, rechercher standards et normes. Ce mouvement s'intensifie dans l'entre-deux guerres, avec le soutien des grandes fondations philanthropiques états-uniennes, et s'accélère avec le second conflit mondial dont l'issue marque une redéfinition de l'ordre mondial, tant sur les plans économique que politique, avec le renforcement des organisations internationales dans le cadre de la nouvelle Organisation des Nations Unies.

Cette modification structurelle ne me semble pas une simple conséquence de l'élargissement de l'espace des voyages ou de l'information sous l'égide des grandes lignes transatlantiques, du télégraphe ou du téléphone, ni une « réponse » automatique à l'urbanisation commune aux espaces de l'économie Nord Atlantique. Dans l'effusion internationale du début de siècle se lit le résultat de l'activité incessante d'acteurs qui ont choisi la ville comme objet et terrain de leur cause dans leurs pays respectifs et sur l'horizon de l'universel. Les belges Paul Otlet et Emile Vinck, l'écossais Patrick Geddes, les *town-planners* anglais Raymond Unwin et Patrick Abercrombie, les socialistes français Albert Thomas ou Henri Sellier, les

maîtres allemands du *Städtebau* comme Joseph Stübben sont impliqués dans la structuration initiale de ce qu'on peut appeler la sphère internationale de l'urbain. Par la suite, leurs projets spécifiques, initialement marqués d'un sceau politique ou corporatiste sont portés, et dépassés, par un mouvement général dans le monde occidental et industrialisé : recherche difficile mais consciente d'un ordre mondial économique et politique, accroissement de la division sociale et géographique du travail, poussée des logiques de rationalisation et de professionnalisation, tout un ensemble de phénomènes dont la ville semble à la fois la cause et la manifestation. Le projet de confrontation des expériences perd sa charge initiale (qui était très marquée par le socialisme) en se donnant un horizon universel.

C'est dans ce contexte que se met progressivement en place une sphère internationale de l'urbain, une Internationale Urbaine. C'est-à-dire un milieu où se définissent les formes de jugement, d'appréhension et d'action sur la ville, où se bâtissent des légitimités professionnelles et des situations d'expertise, où se construisent des savoirs et des disciplines, où s'infléchissent les profils attendus des « conducteurs de ville », à savoir les élus ou les administrateurs qui dirigent les politiques urbaines. Cette Internationale a plusieurs particularités, liées à l'objet urbain dont elle se préoccupe. Elle est d'abord fragmentée dans ses thèmes et ses structures, les questions liées à l'urbain étant de frontières incertaines : les organisations et occasions dont il est question ici se préoccupent aussi bien des loisirs que du travail, de l'évolution du tissu urbain que de l'organisation administrative, des formes de la démocratie que du logement des ouvriers. En conséquence, elle réunit des individus et des structures de divers mondes et cultures : hommes de pouvoir, bureaucrates et élus (municipaux, nationaux, régionaux) ; hommes de science, juristes et protagonistes des sciences sociales naissantes ; réformateurs et réformatrices, riches amateurs, infatigables philanthropes

ordinaires ou employés à plein temps des laboratoires de la réforme ; ou encore des ingénieurs, architectes ou géomètres protagonistes de l'urbanisme, du *Städtebau* ou du *town-planning*. La ville est à tous, car tous s'y confrontent et veulent y lire le futur des sociétés humaines. Ce qui signifie qu'elle est aussi un enjeu pour tous, et donc que le contrôle des institutions qui s'en préoccupent est lui-même un enjeu important. Par ailleurs, l'Internationale Urbaine est un lieu de lutte pour définir ce que sont les objets, les méthodes, les outils et les personnes compétentes pour la réflexion et l'action sur la ville. Cette « lutte de définition » est rendue ici particulièrement complexe du fait de la nature internationale du milieu. Ce ne sont pas seulement, comme dans les sphères nationales de l'urbain, des professions, des intérêts et des individus qui se heurtent ou s'accordent, mais un ensemble de manières de voir et d'organiser le monde solidifiées en ce qu'on appelle les « traditions nationales ». Celles-ci sont à la base d'évidences, de malentendus, d'oppositions ou d'accord implicites qui ne sont pas forcément visibles ou tangibles pour ceux qui les éprouvent ou les mettent en œuvre. La langue est à la fois l'expression et le fondement de ces formes et traditions nationales. On comprend donc l'importance des phénomènes de traduction ou d'équivalence au sein de l'Internationale Urbaine, parce qu'ils engagent, au delà de la langue elle-même, tout ce qu'elle porte en termes de définitions techniques ou professionnelles, de manières de poser les problèmes et d'orientations fondamentales. Non pas tant d'ailleurs que l'on se trouve en face de « traditions nationale » constituées dont les porteurs batailleraient, bien alignés sous les drapeaux, pour la suprématie. C'est précisément dans la conversation et les confrontations au sein des congrès, des revues, des contrats et expériences à l'étranger que sont critiquées, magnifiées ou tout simplement solidifiées ces « traditions nationales », qui d'ailleurs résultent souvent de l'incorporation de matériaux forains retravaillés voire partagés. Enfin, cette Internationale Urbaine est un milieu en expansion géographique,

et donc instable, qui autour de noyaux européens voit s'agréger des cercles nord, puis sud-américains dans les années 1920-30, et enfin asiatiques et africains dans l'après Deuxième Guerre Mondiale. Ceci multiplie les enjeux de la question du langage, d'une part, mais aussi permet d'aborder de manière contextualisée les questions de l'influence, de la circulation des modèles, de la formation des élites de l'urbain, et enfin de l'imposition culturelle de manières particulières de voir et traiter les « problèmes urbains ». Le monde de l'Internationale Urbaine n'est pas plat, les positions n'y sont pas égales, et c'est là que s'affrontent diverses conceptions et définitions de la ville et de son gouvernement, avec pour enjeu la possibilité et le contenu de les poser comme universels.

Cet affrontement se déroulait au barycentre d'un triangle de forces. Trois pôles me semblaient en effet ordonner l'Internationale Urbaine, au sens où leurs relations et leurs positions respectives semblent orienter l'ensemble. Il s'agissait, en premier lieu, des associations internationales créées autour de certains segments des « problèmes urbains », en second lieu des organisations inter-gouvernementales qui vont s'y intéresser en tout ou partie, et enfin des grandes fondations philanthropiques nord-américaines qui jouent un rôle capital dans la fixation des règles du jeu en soutenant ou initiant certaines évolutions des associations internationales, et en favorisant l'interaction entre associations et organisations inter-gouvernementales. Bien sûr, aucun de ces pôles n'est ni monolithique ni homogène, et chacun d'eux est traversé de lignes de clivages qui ne se recoupent pas forcément (nationaux, culturels, organisationnels...). Mais ils font système ensemble, triangle de forces et d'initiatives capable d'orienter, infléchir ou susciter les réflexions et les actions autour du gouvernement de l'urbain.

Bref, le détour par le collectif avait permis de commencer à mettre de l'ordre dans ma recherche individuelle. Couplé avec les conséquences des

explorations archivistiques réalisées aux Etats-Unis, et avec des d'activités d'enseignements plus régulières⁶³, il m'amenait à poser autrement les questions « urbaines » en les adossant à des blocs problématiques et des filons historiographiques que je n'avais que peu ou pas pratiqués. J'arrivais dans des mondes nouveaux où j'avais tout à apprendre.

⁶³ La préparation d'un *graduate colloquium* au département d'histoire de University of Chicago (2001) puis une charge de conférence complémentaire à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (2002-2004) furent des moments importants de l'opération de mise en ordre.

C. NOUVEAUX MONDES

Les hésitations et les problèmes liées à cette entrée dans de nouveaux mondes se lit de manière assez transparente dans les articles ou chapitres d'ouvrage écrits entre 1999 et 2007. Appuyée en grande partie sur le stock de questions, matériaux et pistes recueillis entre 1996 et 1999, cette activité de publication se développa sur deux lignes principales.

D'un côté, un ensemble de textes qui considéraient le phénomène des relations inter-municipales sous des entrées différentes⁶⁴ : approches analytiques par le truchement de l'histoire des associations internationales de municipalités, par les pratiques (le voyage d'étude), ou par les acteurs (les

⁶⁴ « *L'internazionale municipalista : L'Union Internationale des Villes fra 1913 e 1940* », *Amministrare*, XXX, 2000, p. 217-239 (avec Renaud Payre); « Sketches from the Urban Internationale. Voluntary societies, international organizations and US Foundations at the city's bedside 1900-1960 », *International Journal for Urban and Regional Research*, 25, 2, 2001, p. 380-403; « *Selling the idea of cooperation. The US Foundations and the European components of the Urban Internationale (1920s-1960s)* », in Giuliana Gemelli (ed.), *American Foundations and large scale research: construction and transfer of knowledge*, Bologna : Clueb, 2001, p. 219-246; « Taking up the bet on connections : a municipal contribution », in *Municipal connections: co-operation, links and transfers among European cities in the twentieth century*, *Contemporary European History*, 11, 4, 2002, p. 507-527 ; « Les voyages municipaux américains en Europe 1900-1940. une piste d'histoire transnationale », in Nico Randeraad (hrsg.), « Formation and transfer of municipal administrative knowledge », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, 15, 2003, p. 267-288; « La ridefinizione dell'Internazionale urbana: le fondazioni nordamericane e l'organizzazione internazionale del governo comunale, della pianificazione urbana e delle abitazioni tra gli anni '20 e '60 » in Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari (a cura di), *L'Europa dei comuni. Origini e sviluppo del movimento comunale europeo dalla fine dell'Ottocento all'Unione europea*, Roma : Donzelli, 2003, p.221-249; « Epilogue : à l'assaut de l'espace transnational de l'urbain, ou la piste des mobilités », *Géocarrefour*, 80, 3, 2005, p. 249-253 ; « La toile municipale aux XIX^e et XX^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe », *Urban History Review/Revue d'Histoire Urbaine*, XXXIV, 2, 2006, p. 163-176 ; « Transatlantic connections and circulations in the 20th century : the urban variable », *Informationen zur modernen Stadgeschichte*, 1, 2007, p.11-24 ; « Introduction: Global City, Take 2: A View from Urban History » in Shane Ewen and Pierre-Yves Saunier (eds.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, New York: Palgrave, 2008, p. 1-18 ; « A City in the World of Cities: Lyons, France. Municipal Associations as Political Resources in the Twentieth Century » (avec Renaud Payre) in Shane Ewen and Pierre-Yves Saunier (eds.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, New York: Palgrave, 2008, p. 69-85.

fondations philanthropiques états-uniennes, les savants, les municipalités) ; approches synthétiques sur le fonctionnement d'ensemble de la sphère de l'internationale urbaine ou sur les incarnations nord atlantique des échanges entre municipalités ou au sujet du gouvernement et des politiques municipales. De l'autre, un groupe plus réduit qu'on peut rattacher à l'histoire des « savoirs de gouvernement » au vingtième siècle, une thématique alors en plein développement en France⁶⁵. Cette piste dérivée, centrée sur l'histoire de la *public administration* aux Etats-Unis et ses projections vers le reste du monde, avait pris naissance au cours de mes recherches dans les papiers du Spelman Fund of New York. En effet, c'était dans une logique plus large de systématisation de la *public administration* comme activité et comme savoir que les entrepreneurs en circulation états-uniens avaient développé leur soutien aux échanges inter-municipaux, autour du complexe du « 1313 ». J'avais par la suite remonté un peu cette piste grâce aux matériaux exploités à Chicago ou dans les collections spéciales de University of Virginia⁶⁶. Ces deux groupes de publications partageaient un faisceau de problèmes communs, et amenaient leur pierre à l'élaboration de ma réponse à ces problèmes. Autre point de convergence, chacune participait de mon effort d'acculturation à un nouvel horizon.

⁶⁵ Sur cette « mise en forme savante de savoirs et savoir faire destinés au perfectionnement et à la rationalisation de l'action politico-administrative », voir les numéros spéciaux « Les savants et le politique », *Politix*, 48, 1999, « Sciences du politique », *Genèses*, 37, 1999, « Science de l'État », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 133, 2000, et « Sur la formation des sciences de gouvernement », *Revue Française de Science Politique*, 2, 53, 2003.

⁶⁶ « Ulysses of Chicago: American Foundations and public administration 1900-1960 », in Giuliana Gemelli and Roy McLeod (eds.), *American Foundations in Europe. Grant-giving policies, cultural diplomacy and trans atlantic relations 1920-1980*, Bruxelles : Peter Lang, 2003, p. 115-128 ; « Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques et la *public administration* aux Etats-Unis », *Revue Française de Science Politique*, 53, 2, 2003, p. 237-255 ; « Tel Mickey Mouse jouant au tennis... Note de recherche : Charles S. Ascher et l'internationalisation de la public administration », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, « Sociologie de la mondialisation », 151-152, 2004, p. 49-56 ; « *Little Wise Men : Three Friends and the Public Administration World They Made* : Le système circulatoire des savoirs de gouvernement aux lendemains de la seconde guerre mondiale » <http://www.transatlantica.org/document1391.html> , *Transatlantica*, 1, 2007.

En effet, une des premières questions qui se posaient, au moment où je commençai d'ordonner ma réflexion et mes matériaux, était celle des travaux qui pouvaient m'aider à penser. En basculant par delà les espaces nationaux, du côté de l'étude des circulations et connexions, je me retrouvais en effet fort dépourvu. Je débouchais dans un monde factuel, problématique et notionnel inconnu. Rien dans mes études ou dans mon travail doctoral ne m'avait familiarisé avec les acteurs et les horizons que j'avais à appréhender désormais. Et peu de choses dans mes lectures. Ils agissait donc d'opérer une transition vers un nouveau système de références, un autre univers de lectures, ce qui se traduisit matériellement par le renouvellement des étagères de ma bibliothèque de travail (imprimée et digitale), et « spirituellement » par une conversation avec des travaux dont j'avais totalement ignoré l'existence jusqu'à présent. Ces derniers avaient pour point commun de se déployer entre et à travers ces catégories habituelles de l'entendement historien que sont villes, pays, continents ou civilisations : histoire des transferts culturels, *world history* et autres aspects d'une histoire relationnelle constituaient les constellations d'un ciel que je regardais pour la première fois. Cependant, les chantiers ouverts sur l'histoire des relations inter-municipales et les savoirs de gouvernement ne nécessitaient pas seulement un élargissement de mes zones de captage historiographiques. Il me fallait aussi intégrer les conclusions des études portant sur les terrains, thèmes et acteurs avec lesquels je me colletais désormais. Mes efforts pour m'approprier les hypothèses et les résultats d'une nouvelle strate de littérature de recherche portèrent sur cinq fronts principaux⁶⁷. Les travaux sur l'histoire des « réformateurs » en tant que porteurs du projet de

⁶⁷ À ceux-ci il conviendrait pour être exact d'ajouter des incursions en histoire des relations internationales (notamment du côté de l'histoire des relations culturelles) ou de l'histoire des sciences et de l'histoire.

conciliation et de pacification sociale formulé au tournant du 19^{ème} siècle ; les études sur l'histoire des fondations philanthropiques états-uniennes ; les recherches sur les phénomènes contemporains de « *global cities* » et d'internationalisation des villes ; et enfin la littérature sur la « globalisation ». Les résultats de ces conversations furent intégrées dans un certain nombre d'articles, et j'y reviendrai. Tous ces fils se nouèrent autour de l'entreprise du *Palgrave Dictionary of Transnational History*, amorcée en 2003. Là aussi se formalisèrent nombre de réflexions et formalisations, en parallèle à mes propres recherches. Véritable détournement des connaissances de plusieurs centaines de collègues, la mise en forme du projet puis le travail éditorial pour la fabrication du volume furent une étape importante de mon éducation d'historien. C'est sur l'ensemble de ce parcours initiatique que cette partie du mémoire de synthèse fait le point.

1. Stabiliser un horizon historiographique

Il me fallait d'abord opérer une conversion par rapport à la perspective monadique privilégiée dans ma formation et mes travaux antérieurs. Ceux-ci déterminaient une unité d'observation souvent territoriale (une ville, un pays,...) pour en explorer la consistance intérieure, alors que je me retrouvai désormais dans la situation où il fallait être particulièrement attentif à ce qui passait à travers les catégories territoriales, et que la distinction extérieur/intérieur ne suffisait plus à définir le cadre de la recherche. Pour cela, il était nécessaire de reprendre le fil des travaux historiques inscrits dans une perspective relationnelle, par opposition à la perspective monadique mentionnée ci-dessus. Certes, j'avais bien reçu un léger vernis comparatiste, mais c'était là un équipement de survie, rien de bien résistant. Ces rudiments,

esquissés dans ma formation universitaire (principalement au contact de professeurs invités comme Heinz Gerhard Haupt ou Geoffrey Crossick) puis faufilets autour des thèmes du nationalisme et du régionalisme lors de mon séjour florentin, me suggéraient d'ailleurs que la méthode comparative n'était pas l'outil que je recherchais. La démarche comparative orientait le regard de l'historien vers la recherche de causalités communes, ou de variations ou de convergences autour d'un ou plusieurs idéal-types. Même si Marc Bloch, dans le texte canon de l'histoire comparée⁶⁸, notait que l'étude comparée de sociétés qui avaient été en contact étaient potentiellement une piste très fructueuse, les modalités et formes de ce contact n'en furent pas pour autant placées au centre de la scène par les historiens qui s'attachèrent au travail de la comparaison.⁶⁹ Le contact fondait l'intérêt de l'historien, permettait la comparaison, mais l'étude de ce contact en tant que tel n'était ni un préalable ni un attribut consubstantiel de la démarche. Or, c'est plutôt vers ce cas de figure que je me dirigeais. Je voyais de déployer une pratique autochtone de la comparaison, telle que menée par les ingénieurs municipaux qui menaient des voyages d'étude à travers différentes villes, systématisée par les associations et centres de documentation qui recueillaient et publiaient côte à côte des statistiques sur les réalisations municipales dans différentes villes et différents pays, ou brandie par les réformateurs sociaux pour appuyer leurs campagnes sur l'invocation du « retard » par rapport aux

⁶⁸ Marc Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », in Marc Bloch, *Mélanges historiques*, Paris 1963, Vol. 1, 16-40. Les « sociétés » de Bloch sont ici essentiellement entendues comme des sociétés nationales. La démarche comparative s'est d'ailleurs essentiellement mise en place comme comparaison entre des cas nationaux, obtenus par gommage ou extrapolation des aspérités infra-nationales, et par omission des enchevêtrements entre ces cas nationaux. Les comparaisons « intermédiaires » dont les unités sont des régions, des villes, ou encore des secteurs d'activité et des groupes sociaux finement contextualisés et non rapportés à leur agrégation nationale ont longtemps été bien plus rares.

⁶⁹ Voir à ce sujet les différentes élaborations des réflexions de Heinz Gerhard Haupt et Jürgen Kocka sur le thème *Geschichte und Vergleich*, notamment « Comparative history : methods, aims, problems », in Deborah Cohen & Maureen O'Connor (eds.), *Comparison and History : Europe in cross-national perspective*, London : Routledge, 2004.

réalisations étrangères. Bref, la comparaison qui m'intéressait le plus était celle que mettaient en œuvre les acteurs que j'observais. Ma démarche n'avait que peu à voir avec les grandes fresques comparatives déployées par les historiens, sociologues ou politistes autour de la construction de l'État, des politiques sociales ou de l'histoire sociale⁷⁰. J'étais plus proche de l'attention que Viviane Claude portait aux « acteurs comparants » dont parlait Viviane Claude à propos de la situation des techniciens, employés et élus municipaux dans le Strasbourg des années 1920, lorsque le basculement dans le système administratif et réglementaire français les mit en posture d'éprouver quotidiennement le « travail de la différence »⁷¹. La comparaison m'était importante, mais comme pratique d'acteurs historiquement situés. Les sources sur lesquelles je travaillais étaient très souvent le résultat d'un travail conscient et explicite de comparaison mené par ces acteurs, mais mon outil d'historien n'était pas la comparaison. Ce vers quoi je me dirigeais ne relevait donc pas à proprement parler de la comparaison, même si mes travaux pouvaient dans un second temps impliquer un regard proprement comparatif pour, par exemple, apprécier les usages différents faits d'une même référence, notion ou solution technique dans des contextes différents.

⁷⁰ Je pense ici aux grandes entreprises impulsées par Jean-Philippe Genêt, Charles Tilly et Theda Skocpol, ou encore aux travaux du groupe franco-allemand d'histoire sociale comparée. Pour un bilan sur ce dernier terrain, Hartmut Kaelble, « La recherche européenne en histoire sociale comparative (19^{ème}-20^{ème} siècle) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, « Histoire sociale des sciences sociales », 106-107, 1995, p. 67-79.

⁷¹ Viviane Claude, « Le travail de la différence. Expériences comparatives dans le champ municipal à Strasbourg (1900-1930) », *Genèses*, 37, 1999, p. 114-134. Ce travail des acteurs comparants me semblait exposé très clairement par d'autres auteurs. Je pense notamment à la manière dont les protagonistes des *Atlantic Crossings* de Daniel Rodgers, ou les universitaires français de Christophe Charle cherchaient en Allemagne et ailleurs des outils rhétoriques et pratiques pour subvertir un état des lieux domestique (pour les travaux de Christophe Charle, mon point de départ était « L'élite universitaire française et le système universitaire allemand (1880-1900) », in Michel Espagne et Michael Werner (dir.) *Transferts: Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (18^{ème} et 20^{ème} siècle)*, *Travaux et mémoires de la Mission historique française en Allemagne*, Paris: Recherche sur les Civilisations, 1988, p. 345-358).

L'exemple de la comparaison montre à quel point il n'y avait pas dans mes bagages un acquis qui m'eût préparé à suivre les liens et les flux dans leur déploiement à travers des espaces discontinus ou non territorialisés, tels qu'ils semblaient se faire jour dans mon travail de recherche. C'est donc du côté d'autres approches que je me suis tourné pour composer ma boîte à outils, à travers un programme de lecture rythmé par le dépouillement de revues, les rencontres, les hasards des notes de bas de page, les opportunités de voyages et de séjours à l'étranger, l'obligeance de collègues qui voulurent bien me communiquer leurs travaux passés et en cours, le développement des sites internet de vente de livres d'occasion, et, plus récemment, les progrès considérables fait en France dans la réalisation ou la mise à disposition de ressources bibliographiques digitales (INIST-SHS et ses branchements sur JSTOR et Project MUSE ; les bases françaises CAIRN, Persée et Revues.org).

Ignorant des développements de ce côté-ci des Pyrénées, notamment des travaux menés par Michel Espagne et Michael Werner ou de ceux de Serge Gruzinski ou Sanjay Subrahmanyam à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, ou de ceux de l'autre côté du Rhin et des agissements du projet « Agora : Work-Knowledge-Bindung » qui commençait alors au Wissenschaftskolleg de Berlin⁷², je naviguais à vue. Mon premier mouvement fut de suivre les indices donnés par l'*Atlantic Crossings* de Daniel Rodgers. Je remontai alors la trace du projet d'internationalisation de l'histoire des Etats-Unis d'Amérique telle qu'elle était menée depuis la fin des années 1980 en opposition aux visions dites « exceptionnalistes », et dans lequel avait pris

⁷² Voir *infra*, et pour une présentation générale Wolf Lepenies « Foreword », in Wolf Lepenies (ed.), *Entangled Histories and Negotiated Universals. Centers and Peripheries in a Changing World*, Frankfurt : 2003, p. 7-13.

forme et fond l'expression de *transnational history*⁷³. Les étapes de ce projet permettaient d'identifier des terrains sur lesquels des projet empiriques s'étaient déployés pour tentant de replacer l'histoire des aux Etats-Unis dans ses enchevêtrements avec d'autres parties du monde (migrations, histoire de l'esclavage, extension des produits de la culture de masse américaine, ascension de la puissance américaine, histoire de l'environnement, histoire des mouvements féminins). Quoique mon propos ne partît pas d'un souci comparable, puisque je n'avais pas de terrain national privilégié comme point de départ, l'entreprise de *transnational history* « made in USA » recelait des enseignements directs et indirects pour mes travaux. D'un côté, elle me permettait de contextualiser tout ce qui mobilisait le terrain ou les acteurs états-uniens dans mes travaux sur les échanges inter-municipaux et sur les circulations en matière de *public administration*. De l'autre, j'y trouvais des signaux explicites qui appelaient à ne pas ré-inventer l'eau tiède, à travers des travaux qui repéraient soigneusement les occurrences antérieures d'une démarche historique soucieuse d'identifier et de suivre connections et des circulations au cœur de l'histoire contemporaine marquée par le poids des histoires nationales. Robin Kelley, par exemple, avait souligné ce qu'il y avait de forfaiture à faire des historiens professionnels des années 1990 les protagonistes d'une vision nouvelle de l'histoire, en revenant les historiens noirs américains de la fin du 19^{ème} et des débuts du 20^{ème} siècle et leur souci d'inscrire leurs travaux dans la perspective du rapport originel à l'Afrique, des liens politiques avec les Caraïbes, ou de l'intrication entre esclavage et capitalisme⁷⁴. Ian Tyrrell, pour sa part, montrait combien l'historiographie des

⁷³ Les principales bornes de cet itinéraire sont Ian Tyrrell, « American exceptionalism in an age of international history », *American Historical Review*, 96, 1991, p.1031-72 ; « The nation and beyond », numéro spécial du *The Journal of American History*, 86, 3, 1999 ; Thomas Bender (ed.), *Rethinking American History in a Global Age*, Berkeley : University of California Press, 2002.

⁷⁴ R. D. G. Kelley, « *But a Local Phase of a World Problem* : Black History's Global Vision 1883-1950 », *The Journal of American History*, 86, 3, 1999, p. 1045-1077. Ce souci était

Etats-Unis n'avait pas toujours pris les chemins du nationalisme méthodologique, en ramenant au jour les projets d'histoire « hémisphérique » d'Herbert Eugene Bolton et les débuts de l'histoire atlantique sous la houlette de Charles McLean Andrews, mais aussi en libérant du stigmate ceux qu'on avait coutume de lire comme les fondateurs de l'idéologie exceptionnaliste, à l'instar de Frederick Jackson Turner⁷⁵.

Au passage, j'ajoute que ces lectures m'incitèrent à faire de mon mieux pour éviter toute formulation en terme en terme de « tournant transnational »⁷⁶. En cela, elles confirmaient d'une prévention plus ancienne, forgée dans le contexte de ma thèse de doctorat et de ses suites, à un moment où l'invocation des « représentations » devenait suffisamment rituelle et obligée dans colloques et publications pour me dissuader de m'en faire un prosélyte ou un entrepreneur. Je m'en trouvais prémuni contre la propension à proclamer des « tournants », et délivré de ce que l'exercice comporte de travestissement de l'état antérieur d'une discipline ou d'une question. Or, il semble bien que cette forme du « tournant » et ses cousines (les postures qui postulent la rupture ou la crise et affichent dans leurs intitulés les intentions

patent aussi bien chez les conservateurs comme George Washington William ou pour les émancipateurs militants comme W.E.B Dubois ou C.L.R James.

⁷⁵ Ian Tyrrell, « Making nations/Making states : American historians in the context of Empire », *Journal of American History*, 86, 3, 1999, p. 1015-1044. Thomas Bender est revenu récemment sur ces horizons refoulés dans « The Revolt Against Enclosure: American History Opens Out to the World », in Organization of American Historians, Gary Reichard & Ted Dickson (eds), *America on the world stage. A Global Approach to U.S. History*, Urbana : University of Illinois Press, 2008, p.ii-xx.

⁷⁶ Une posture qui fut adoptée de manière tranchante dans le secteur des *American Studies* avec la Convention de 1998 de l'American Studies Association, dont témoigne le beau numéro de la revue *American Quarterly*, 50, 1998. Sur les controverses que généra cette inflexion, voir Robert A. Gross, « The Transnational Turn : Rediscovering American Studies in a Wider World », *Journal of American Studies*, 34, 3, 2000, p. 373-393, Shelley Fisher Fishkin « Crossroads of Cultures: The Transnational Turn in American Studies ». Presidential Address to the American Studies Association, November 12, 2004 », *American Quarterly*, 57, 1, 2005, p. 17-57. Shelley Fischer Fishkin est une des éditrices du *Journal of Transnational American Studies*, fondé en 2009 et qui marque l'inscription du tournant dans les formes éditoriales.

de nouveauté -« repenser »...) soit devenue la modalité la plus fréquente des renouvellements de problématiques et de notions. À ce titre on peut la considérer comme la manière « normale » de faire ou de re-faire science et discipline aujourd'hui. Soit. On peut même apprécier l'excitation générée par la recherche compétitive de visibilité par l'affirmation d'une originalité radicale en rupture avec les manières existantes. Certes. Mais on peut aussi être sensible aux arguments avancés par Winfried Fluck au sujet des *American studies*⁷⁷, par Gérard Noiriel sur la dynamique disciplinaire de l'histoire en France⁷⁸, aux analyses détaillées de certains « tournants »⁷⁹, ou tout simplement aux travaux sur l'histoire des sciences humaines, à commencer par ceux menés par Peter Schöttler et Bertrand Müller sur les historiens et les institutions liées aux *Annales*. À mes yeux, tous pointent la manière dont la course à la singularisation et à la « redéfinition » consume notre énergie à des fins contre-productives en termes intellectuels, sociaux et personnels. Aussi, lorsqu'on jouit d'une position périphérique soigneusement entretenue qui autorise une distance vis à vis des enjeux, peut-on aussi tenter de ne pas jouer ce jeu de la compétition entre chercheurs, disciplines et institutions. C'est au croisement de ces informations empiriques et de ces variables structurelles que se détermine ma répugnance passée et actuelle à me glisser dans le vocabulaire, l'état d'esprit et la posture du « tournant ». Répugnance que je mentionne ici pour ce qu'elle me sert aussi de grille d'interprétation, de comportement et d'écriture, et accompagne à ce titre la familiarisation à un nouvel horizon historiographique que j'évoque dans cette partie.

⁷⁷ Winfried Fluck, « The modernity of America and the practice of scholarship » in Thomas Bender (ed.), *Rethinking American History in a Global Age*, Berkeley : University of California Press, 2002, p. 343-366.

⁷⁸ Notamment ses remarques sur les « faux dépassements » dans Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris : Belin, 1996, chapitre 4.

⁷⁹ Geoff Eley, « De l'histoire sociale au "tournant linguistique" dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980 », *Genèses*, 7, 1992, p. 182-193.

Toujours sur les traces de Rodgers, je complétais aussi la piste des échanges en matière de projets réformateurs et politiques publiques (*policy transfers*), dont le défrichage avait été commencé lorsque je m'étais intéressé à la littérature sur les échanges autour de l'urbanisme ou du logement. Le terrain était particulièrement intéressant pour deux raisons. D'abord en raison du grand nombre de travaux qui s'attachaient à suivre la manière dont des référentiels, des pratiques, des législations avaient été observées, adaptées ou rejetées entre différents espaces nationaux, civilisationnels, linguistiques ou culturels. Sur le seul terrain des politiques sociales, d'utiles piqures de rappel permettaient encore une fois de ne pas célébrer la « nouveauté » radicale de l'intérêt pour ces questions : E.P. Hennock avait publié sa recherche sur les assurances sociales en 1987⁸⁰ et la thèse d'Almy Schlichter qui explorait les liens entre réformateurs européens et états-unien avait été soutenue en 1960⁸¹. D'autre part, la thématique du transfert des politiques publiques est particulièrement développée dans les recherches sur le monde contemporain, et les travaux de science politique en ont poussé la mise en œuvre et la typologie, fournissant ainsi une large palette chronologique de cas avec lesquels réfléchir à ces questions⁸². Le travail de Wade Jacoby me fut particulièrement utile sous cet angle⁸³. Il comparait deux moments où furent tentés des transferts de notions, d'institutions et de réglementations en matière de relations industrielles et de politiques éducatives : dans l'Allemagne de la zone occupée par l'armée américaine aux lendemains du second conflit mondial, et dans l'ancienne Allemagne de l'Est après la réunification des années 1990. Jacoby insistait tout spécialement sur les

⁸⁰ Ernest Peter Hennock, *British social reform and German precedents. The case of social insurance 1880-1914*, Oxford : Clarendon Press, 1987.

⁸¹ Gertrud Almy Schlichter, « European backgrounds of American reform 1880-1915 », Ph. D, University of Illinois, 1960.

⁸² Voir David Dolowitz et David Marsh « Learning from abroad : the role of policy transfer », *Governance*, 13, 1, 2000, p. 5-24.

⁸³ Wade Jacoby, *Imitation and Politics. Redesigning Modern Germany*, Ithaca: Cornell University Press, 2000.

formations sociales mobilisées par le transfert et sur la nécessité d'une analyse fine de toutes les composantes de celui-ci (points d'arrivée, de départ, modalités, moment, objectifs, fonctionnalités). L'auteur pointait aussi la vanité des tentatives de mesurer « le succès » ou « l'échec », notamment si l'on souhaite suivre des catégories, des cadres d'interprétation ou des principes, plutôt que de faire une chronologie de l'adoption de mesures législatives, de textes réglementaires ou de mise en place d'appareillages institutionnels.

Sur la route, je découvrais tardivement les travaux en matière de transferts culturels, en partant du recueil d'articles publié en 1999 par Michel Espagne⁸⁴. Bien que la réflexion en termes de transferts ne me satisfasse pas entièrement du fait de son bilatéralisme natif (dans le cas d'Espagne, le couple France-Allemagne)⁸⁵, j'y trouvais de nombreux points auxquels accrocher ma progression. Ce que je lisais dans l'ouvrage, c'était l'imbrication antagonique des cultures « nationales » françaises et allemandes par le truchement de regards et de relations croisées qui contribuent à la définition de ces cultures, dans leur capacité à signifier et faire exister la communautés nationales précisément au 19^{ème} siècle et au moment où ces communautés nationales s'identifient à un territoire et à un État. Belle manière de rappeler

⁸⁴ Michel Espagne, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris : Presses Universitaires de France, 1999.

⁸⁵ Partir d'un « couple » est néanmoins une bonne tactique, qui place le chercheur en posture à la fois de replacer « son » couple dans un tissu plus ample de relations (et donc d'autres « couples »), et de procéder à une dissection du couple pour discerner des liens et des circulations qui prennent place entre d'autres unités que les pays initialement ciblés (villes, régions, groupes, organisations). Peut-être cette entrée par couples est-elle d'ailleurs la plus facile dans certaines configurations disciplinaires nationales. Pour en rester à la France, on peut à ce titre mentionner le développement des travaux sur le couple France-Angleterre. Je renvoie ici aux travaux de l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine en général et à ceux de Christophe Charle, Blaise Wilfert-Portal et Julien Vincent en particulier, mais aussi aux enquêtes que les historiens modernistes et médiévistes ont récemment initiées (Renaud Morieux, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (17^{ème}-18^{ème} siècle)*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2008 ; Jean-Philippe Genêt et François-Joseph Ruggiu (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (10^{ème}-20^{ème} siècle)*, Paris : Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2007.

que travailler sur le pouvoir du national exige précisément de saisir les manières dont « l'étranger » participe à la mise en forme du « national », et indice de la présence récurrente du forain dans le domestique, jusque dans ces archétypes de la construction nationale que sont la France et l'Allemagne. Le deuxième chapitre, assez proche d'un article publié en 1994 dans la revue *Genèses*, listait de manière assez abrasive les apories de la démarche comparative, dans un souci très poussé de distinction vis à vis de celle ci⁸⁶. Voilà qui me permettait de mieux comprendre mon rapport à la comparaison. C'est à partir de cet ouvrage que je revins sur les travaux du groupe que Michel Espagne avait animé avec Michael Werner à partir du milieu des années 1980, jusque dans ses ramifications allemandes que j'explorais de manière rudimentaire (soit en liaison avec le noyau Espagne-Werner comme dans le cas de Matthias Middell ou Rolf Reichardt⁸⁷, soit sans rapport direct comme avec Johannes Paulmann)⁸⁸. Notons au passage qu'avec ce corpus de travaux sur les transferts franco-allemands, on retrouvait aussi les traces de travaux antérieurs sur les imbrications culturelles, notamment avec l'ouvrage de Roger Digeon *La crise allemande de la pensée française* (1959). Mais plus importante pour moi, dans ces travaux, était l'identification d'une relation de symbiose antagonique entre monde culturel allemand et monde culturel français de la fin du 18^{ème} au milieu du 20^{ème} siècle. Là était le point de départ qui incitait à suivre les « transferts culturels » pour identifier les points

⁸⁶ « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, 17, 1994, p. 112-121.

⁸⁷ Michel Espagne et Matthias Middell (hrsg.), *Von der Elbe bis an die Seine. Kulturtransfer zwischen Sachsen und Frankreich im 18. und 19. Jahrhundert*, Leipzig : Universitätsverlag, 1993 ; Rolf Reichardt, « Freymüthigkeit, doch kein Sans-Cûlotismus... Transfer und Transformation der Französischen Revolution in Verdeutschungen französischer Revolutionsschriften 1789-1799 », dans Michel Espagne et Michael Werner (dir), *Transferts: Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIIIe et XIXe siècle)*, Travaux et mémoires de la Mission historique française en Allemagne, Paris: Recherche sur les Civilisations, 1988, p. 273-326.

⁸⁸ Johannes Paulmann « Internationaler Vergleich und interkultureller Transfer. Zwei Forschungsätze zur europäischen Geschichte des 18. Bis 20. Jahrhunderts », *Historische Zeitschrift*, 267, 1998, p. 649-685.

communs qui rendaient le désaccord possible (avec leurs malentendus créatifs et acceptés), sans se contenter d'une indentification des « similitudes » et des « différences ». Cela recoupait des situations que je pouvais rencontrer dans mes propres recherches. Par ailleurs, l'ancrage philologique et littéraire d'une bonne partie des recherches initiales du groupe Espagne-Werner mettait l'accent sur les vecteurs matériels des transferts (correspondance, imprimés), confirmant notamment la nécessité de tenir ensemble les mécaniques de la réception, de la diffusion, et du « transport » des objets et des idées si l'on voulait se livrer à une contextualisation sociale et chronologique très fine de ces circulations.

A peine avais je commencé à assimiler les résultats de la machine Espagne-Werner que ses hoquets amenaient eux aussi leur lot de suggestions. En effet, l'article de Michael Werner et Bénédicte Zimmermann sur « l'histoire croisée », paru dans les *Annales* en 2003⁸⁹, était en partie lié à la séparation des deux chercheurs, séparation qui semble avoir acéré les pointes de la divergence méthodologique ou terminologique. Autant que les considérations épistémologiques que contenait cet article, c'est son incorporation d'une historiographie et de situations extra-atlantiques qui fut importante pour moi. Si je pouvais facilement me retrouver dans les considérations de Werner et Zimmermann sur les types de croisements que le chercheur peut mettre en œuvre (notamment ceux intrinsèques à l'objet ou les croisements d'échelle), je restais assez hermétique à leurs développements sur « l'induction pragmatique ». Par contre, leur suggestion quant à la proximité entre la démarche de l'histoire croisée et les thèmes poursuivis par les chercheurs travaillant sur les rapports entre mondes européens et mondes asiatiques ou latino américains suscita ma curiosité et m'ouvrit à une nouvelle strate de

⁸⁹ Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirisme et réflexivité », *Annales Histoire et Sciences Sociales*, 58, 1, 2003, p. 7-36.

littérature. L'article pointait notamment les travaux de Sanjay Subrahmanyam, et son souci de lier les histoires de l'Inde et du Portugal dans une histoire des connections eurasiatiques qui prenne place aux côtés des histoires comparées et de leur découpage en unités nationales ou régionales discrètes⁹⁰. Mais aussi les travaux de Serge Gruzinski sur les mondes mêlés de la monarchie ibérique, entre péninsule européenne, Amériques et Asie insulaire⁹¹. Je suivis ces indications, et d'autres, avec empressement. Ensemble, ces travaux me permettaient d'identifier, d'interpréter et de mettre en perspective des problèmes auxquels je me confrontais déjà. Le cadrage en termes d' « échelles » ou « niveaux » et de leur rapport (par exemple sous la forme de l'interaction entre le « local » et le « global ») s'avérait de moins en moins capable de rendre raison de ce que j'observais ; la nature composite des formes et des acteurs que l'habitude faisait rabattre sur des coordonnées « nationales » était de plus en plus évidente. Se faisait aussi plus intense la question des stratégies et desseins globaux de certains acteurs et leur inégale incarnation dans les communautés qu'ils visent ou qu'ils ignorent. Enfin, les mécanismes de l'appropriation, de la traduction, de l'imposition et autres modalités pratiques des flux et liens que j'observais dans ma recherche demandaient à être confrontés à d'autres situations, d'autres moments, d'autres modes d'organisation. Bref, le temps était venu de me frotter aux empires comme zones de contact, et d'en savoir un peu plus sur les multiples avatars de l'histoire impériale et coloniale.

⁹⁰ Sanjay Subrahmanyam, « Connected histories : notes toward a reconfiguration of early modern Eurasia », *Modern Asian Studies*, 31,3, 1997, p.735-762. Du même, en français et non sans recoupements importants en ce qui concerne une exploration thématique des connections eurasiatiques autour d'un horizon spécifique (les croyances millénaristes), voir « Du Tage au Gange au 16^{ème} siècle : une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique », *Annales Économies Sociétés Civilisations*, 56, 1, 2001, p. 51– 84.

⁹¹ Serge Gruzinski « Les mondes mêlés de la Monarchie catholique et autres *connected histories* », *Annales Économies Sociétés Civilisations*, 56, 1, 2001, p. 85 – 117. Les thèmes de l'article sont développés dans *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris : La Martinière, 2004.

Une telle injonction était d'ailleurs au fondement même de la réflexion de Bénédicte Zimmermann, qui imprima sa marque sur l'article des *Annales*. L'incorporation des travaux sur les moments impériaux des seizième et dix-septième siècles manifestait en effet un désir de décentrement du récit historique européen qui résultait en partie des conversations entretenues par Bénédicte Zimmermann au sein du groupe Agora⁹². Il s'agissait d'un groupe de chercheurs en résidence réuni par Wolf Lepenies et Jürgen Kocka au Wissenschaftskolleg de Berlin, entre 1998 et 2000. Les travaux du groupe portèrent l'empreinte de la thématique des « *entanglements* » (enchevêtrements), que portait avec fougue l'anthropologue Shalini Randeria. Celle-ci, depuis plusieurs années, défendait dans le milieu allemand et berlinois des sciences sociales le projet d'un décentrement de ces disciplines par rapport à leurs catégories européennes. Travailler à tenir ensemble ces histoires, dans la synthèse et dans la recherche de première main, s'inscrivait dans ce projet relationnel et poussait à chercher les moyens de relier les « histoires divisées » de l'Asie et de l'Europe au nom de « l'imbrication de leurs modernités »⁹³.

Enfin, l'article de Werner et Zimmermann donnait accès aux discussions des historiens allemands autour des possibilités ouvertes par la notion de *Transnationale Geschichte*. Le texte de Werner et Zimmermann s'inscrivait d'ailleurs dans cette veine, puisque l'origine de la collaboration des deux

⁹² Entretiens et correspondances de l'auteur avec Bénédicte Zimmermann, Jürgen Kocka, Shalini Randeria et Sebastian Conrad, 2008-2009.

⁹³ Shalini Randeria, « Geteilte Geschichte, Verwobene Moderne », in Jörn Rüsen et al (hrsg.) *Zukunftsentwürfe- Ideen für eine Kultur der Veränderung*, Frankfurt: Campus Verlag, 2000, p. 87-97. Plusieurs ouvrages furent publiés à partir des travaux du groupe Agora, le plus général étant Wolff Lepenies (ed), *Entangled histories and negotiated universals. Centers and peripheries in a changing world*, Frankfurt : Campus Verlag, 2003. Certains ouvrages publiés en commun illustrent l'impact de la rencontre entre Randeria et les historiens (Sebastian Conrad and Shalini Randeria (hrsgb), *Jenseits des Eurozentrismus: Postkoloniale Perspektiven in den Geschichts- und Kulturwissenschaften*, Frankfurt: Campus Verlag, 2002 ; Shalini Randeria and Andreas Eckert (hrsgb), *Vom Imperialismus zum Empire? Globalisierung aus postkoloniale Perspektiven*, Frankfurt: Suhrkamp Verlag, 2007.

auteurs provenait d'une commande de Jürgen Kocka, dont le résultat figura d'abord au sommaire de la revue *Geschichte und Gesellschaft* en 2001⁹⁴. Ce numéro, initié par Kocka, contenait plusieurs articles qui se proposaient tous de pousser « au delà de la comparaison », en prenant appui sur les travaux qui s'intéressaient soit aux circulations et connections entre espaces nationaux, culturels ou civilisations, soit aux grands mouvements d'intégration planétaire. Dans leur ensemble, ces textes posent la *Transnationale Geschichte* comme une alternative aux travaux d'histoire nationale, et suggèrent sa pertinence pour toutes les spécialités de l'histoire. D'autres publications, dans la même revue ou sur d'autres supports, creusèrent ce sillon allemand par la suite.⁹⁵ La fréquentation de ces travaux, quoique très limitée par ma faible maîtrise de la langue allemande, me permirent de diversifier mes branchements sur l'histoire transnationale, jusqu'alors limités aux historiens états-uniens. Il est d'ailleurs frappant que ce filon allemand soit fréquemment ignoré dans les discussions sur « le transnational », et que la perspective transnationale soit vue comme une « mode » en droite provenance des campus états-uniens⁹⁶.

Il est pourtant assez intéressant de rapprocher cet ensemble de publications en langue allemande du « moment transnational » dans l'historiographie des

⁹⁴ Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Vergleich, Transfer, Verflechtung. Der Ansatz der *Histoire croisée* und der Herausforderung des Transnationalen », *Geschichte und Gesellschaft*, 28, 2002, p. 607-636. Il faut noter qu'une troisième variation fut publiée en anglais, « Beyond comparison : Histoire croisée and the challenge of reflexivity », *History and Theory*, 45, 1, 2005, p. 30-50.

⁹⁵ Un des tout premiers articles était celui de Jürgen Osterhammel, « Transnationale Gesellschaftsgeschichte : Erweiterung oder Alternative ? », *Geschichte und Gesellschaft*, 27, 3, 2001, p. 464-479. Parmi les autres repères, Sebastian Conrad, « Doppelte Marginalisierung. Plädoyer für eine transnationale Perspektive auf die deutsche Geschichte », *Geschichte und Gesellschaft*, 28, 1, 2002, p. 145-169 ; Kiran Klaus Patel, « Nach der Nationalfixiertheit. Perspektiven einer transnationalen Geschichte », *Öffentliche Vorlesungen der Humboldt-Universität zu Berlin* 128, 2004; G. Budde, S. Conrad and O. Janz (hrsg), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.

⁹⁶ En a témoigné récemment l'intervention de Perrine Simon-Nahum « Histoire globale, histoire nationale. À propos de la journée d'études AHMOC du 2 juin 2009 » aux Journées du Centre de recherches historiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, « Pratiques du transnational : terrains, preuves, limites », Décembre 2009.

Etats-Unis⁹⁷. Les différences sont patentées entre ces deux univers, et d'abord du fait de leur relation asymétrique: en effet, si quelques travaux allemands citent ou mobilisent les études des historiens et des social scientists états-uniens, les historiens états-uniens ne sont d'abord pas du tout pas au fait des élaborations de leurs collègues allemands⁹⁸. Par ailleurs, si le propos états-unien gravite autour du projet d'internationalisation de l'histoire des Etats-Unis, nombre de protagonistes allemands ont un horizon plus vaste, qui n'est pas moins que le monde pour Jürgen Osterhammel⁹⁹. Autre différence majeure : les travaux allemands qui utilisent la notion d'histoire transnationale le font presque toujours sur l'arrière-fond d'un débat méthodologique avec d'autres approches relationnelles (histoire comparée, histoire des transferts culturels, histoire croisée). Cette conversation avec les sciences sociales n'a pas de véritable équivalent dans les travaux états-uniens. Certes, Thomas Bender reconnaît une dette terminologique vis à vis de l'anthropologue Roger Rouse et son étude des migrants mexicains « entre deux nations »,¹⁰⁰ et

⁹⁷ Pour une comparaison plus poussée, voir Kiran Klaus Patel, « *Transnations among transnations ? The debate on transnational history in the United States and Germany* », Center for European Studies Working Paper Series, 159, 2008, http://www.ces.fas.harvard.edu/publications/docs/pdfs/CES_159.pdf (accédé le 20 juin 2009).

⁹⁸ Le projet d'internationalisation de l'histoire des Etats-Unis porté par le « groupe de la Pietra » privilégie le dialogue avec les américanistes étrangers, mais ne prête pas ou peu d'attention à des évolutions en cours dans d'autres historiographies nationales. La conversation s'engage plus franchement au milieu des années 2000, notamment à la faveur de la publication d'ouvrages en anglais (comme celui de Jürgen Osterhammel et Niels Peterson, *Globalization: A Short History*, Princeton: Princeton University Press, 2005) et de la présence croissante de jeunes historiens allemands dans les universités américaines en tant qu'étudiants ou enseignants (Dominic Sachsenmeier, Stefan Ludwig-Hoffmann).

⁹⁹ Jürgen Osterhammel, « Transnationale Gesellschaftsgeschichte. Erweiterung oder Alternative? », *Geschichte & Gesellschaft* 27,3, 2001, p. 464-479. La même année, il publie *Geschichtswissenschaft jenseits des Nationalstaats. Studien zu Beziehungsgeschichte und Zivilisationsvergleich*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2001.

¹⁰⁰ Conversation et correspondances avec Thomas Bender, 2007. À la fin des années 1980, Rouse fut l'un des premiers parmi les spécialistes états-uniens des migrations (avec Michael Kerney) à utiliser régulièrement le terme « transnational » pour pointer le bénéfice qu'il y avait à tenir ensemble le lieu d'origine et le lieu d'accueil des migrants et d'étudier pour elles-mêmes les pratiques se développant entre ces lieux. C'est Thomas Bender, lecteur de Rouse, qui en tant que *reviewer* de sa proposition d'article suggéra à Ian Tyrrell d'utiliser le terme

l’empreinte du projet d’une histoire multiculturaliste des Etats-Unis parcourt bien les textes des historiens états-uniens qui participèrent aux premiers numéros spéciaux placés sous l’invocation de la *transnational history*¹⁰¹. On trouve d’ailleurs dans ces derniers des mentions isolées des travaux des sociologues et anthropologues « transnationalistes ». Mais le dialogue avec les autres veines de l’approche transnationale n’est pas particulièrement intense. Cependant, un même enjeu de connaissance semble réunir certains participants du filon allemand et du filon états-unien. De même que Thomas Bender, Ian Tyrrell et David Thelen menaient le combat contre une historiographie « exceptionnaliste » qui établit la différence fondamentale entre le destin de la nation américaine et celui du reste du monde (et on retrouve là le moteur du succès du « tournant transnational » dans le domaine des *American studies*), Jürgen Kocka et ses élèves ou émules, sans doute au-delà des intentions du maître, cherchaient une issue aux effets de l’hypothèse du *Sonderweg* allemand sur les modalités de connaissance historique¹⁰². Dans ces deux cas, la proposition d’histoire transnationale se propose de briser un récit de destinée nationale, en insistant sur les imbrications avec le monde extérieur de l’Allemagne et des Etats-Unis. C’est d’ailleurs autour de l’histoire nationale de ces deux pays que sont parus les premiers ouvrages qui travaillent à retracer ces entrelacs dans le temps long, sous la plume de ceux

« transnational » pour nommer ses propositions visant à internationaliser l’histoire américaine dans son texte de *l’American Historical Review* en 1991 (correspondance avec Ian Tyrrell, 2007).

¹⁰¹ Ce trait est marqué dans le numéro spécial du *Journal of American History* de 1999 (86, 3) et particulièrement dans les articles de Bruno Ramirez et Donna Gabaccia. Il n’est pas indifférent que ces deux historiens soient des spécialistes de l’histoire des migrations. C’est certainement sur ce terrain qu’ont eu lieu des échanges interdisciplinaires autour de la notion de transnational, peut-être d’ailleurs plus sur le sujet de son apport au champ d’étude que sur sa capacité à reformuler l’histoire des Etats-Unis. Voir sur ce point la contribution d’Ewa Morawska, « Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigration and Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge » *International Migration Review*, 37,3, 2003, p. 611-40.

¹⁰² Voir à ce propos Jürgen Kocka, « Asymmetrical comparison : the case of the German *Sonderweg* », *History and Theory*, 38, 1, 1999, p. 40-50.

là même qui avaient précédemment auparavant signé quelques articles-manifestes ou programmatiques « pour l'histoire transnationale ». Sebastian Conrad¹⁰³, Jürgen Osterhammel¹⁰⁴, Thomas Bender¹⁰⁵ et Ian Tyrrell¹⁰⁶ ont ainsi illustré la manière dont la perspective transnationale peut être utilisée pour remettre en perspective les intonations du destin particulier qui avaient marqué l'historiographie de l'Allemagne et des États-Unis d'Amérique. Même si ce n'est pas la perspective que je choisis pour ma part, ne me fixant pas pour objectif de décroisonner ou provincialiser l'histoire d'un pays ou d'une région, ces travaux ou ce que j'en ai compris furent des contributions précieuses.

Un dernier cycle de rattrapage, plus tardivement mis en œuvre et qui n'est pas plus achevé que les précédents, me confronta aux travaux de la *world history* dans sa version connective et globale, celle qui est en plein essor depuis les années 1990.¹⁰⁷ Le point de départ de cette campagne était, sans équivoque, la *tabula rasa*. Rien au cours de mes études qui ne m'eut confronté avec des tentatives de lecture générale des sociétés humaines. Tout au plus avais-je la notion, du fait d'une lecture abusive des encyclopédies dans mon enfance de l'existence d'une sorte de savoir

¹⁰³ Sebastian Conrad, *Globalisierung und Nation im Deutschen Kaiserreich*, Munich : C. H Beck Verlag, 2006.

¹⁰⁴ Jürgen Osterhammel et Sebastian Conrad, *Das Kaiserreich transnational. Deutschland in der Welt 1871-1914*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2004.

¹⁰⁵ Thomas Bender, *A Nation Among Nations. America's Place in World History*, New York : Hill and Wang, 2006.

¹⁰⁶ Ian Tyrrell, *Transnational nation. United States history in global perspective since 1789*, New York : Palgrave, 2007.

¹⁰⁷ Cette version de la *world history* n'est pas la seule disponible, et les deux pistes cohabitent plus ou moins harmonieusement. On peut prendre la mesure de cette relation à la lecture des programmes de congrès de la World History Association, des sommaires du *Journal of World History*, des discussions sur la liste H-World ou dans l'œuvre personnelle de William McNeill. Ce dernier, avec *Plagues and Peoples* (1976), signe un livre où la transmission et la contagion sont les phénomènes centraux, alors que *Keeping Together in Time: Dance and Drill in Human History* (1995) recherche à identifier des traits communs (*patterns*) en comparant les notions et pratiques de diverses civilisations.

historique à dimension mondiale constitué de la juxtaposition des histoires nationales, régionales ou civilisationnelles. Mais il faut bien avouer que j'étais passé à côté des ouvrages français qui tentaient de dépasser la forme encyclopédique pour retrouver les structures voir les cycles d'un ordre historique mondial, ou du moins régional. Tout en me rappelant avoir feuilleté, doctorant, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* de Braudel, ou encore *Le Système de l'histoire* de Robert Bonnaud, je confesse n'avoir pas alors été attiré par cette histoire au grand large. Pas plus que ne n'étaient parvenus à mon cortex cérébral les appels d'un Pierre Chaunu pour l'histoire du « désenclavement planétaire » (pourtant formulés avec ardeur dans *L'Expansion européenne du XIIIe au XVe siècle*). On peut d'ailleurs s'interroger sur la manière dont cet aspect de la « pesée globale » prônée par les chefs de file de l'école historique française des années 1950-1960 a retenu l'attention de leur postérité, si on mesure celle-ci à la part du « monde » dans les cours dispensés par les départements d'histoire des universités françaises¹⁰⁸. Carences personnelles et omission des programmes universitaires avaient ainsi conspiré de concert à mon ignorance.

Pour remédier à celle ci, j'entrepris tout d'abord des lectures en ordre dispersé. Certaines d'entre elles me parurent particulièrement excitantes parce qu'elles me permettaient de mettre en perspective mes chantiers de recherche. *Les quatre parties du monde* de Serge Gruzinski¹⁰⁹, *The Human Web* de William et John R. McNeill¹¹⁰, *The birth of the modern world* de Chris

¹⁰⁸ Il ne l'a pas retenu, a répondu sans détour Catherine Coquery-Vidrovitch dans son «Plaidoyer pour l'histoire du monde dans l'université française », *Vingtième Siècle*, 61, 1999, p. 111-125.

¹⁰⁹ Serge Gruzinski, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris : La Martinière, 2002.

¹¹⁰ J.R. & William McNeill, *The Human Web. A bird's eye view of world history*, New York : Norton, 2003.

Bayly¹¹¹, *Globalization in world history* d'Anthony Hopkins¹¹² et *Old World encounters* de Jerry Bentley¹¹³ insistaient, pour des moments différents et avec des angles particuliers, sur la longue durée de l'histoire des connexions et des circulations entre et au travers des ensembles constitués par, au choix de ces auteurs et des moments qu'ils étudient, les nations, les empires, les civilisations, les continents. A la différence des travaux inscrits sous la bannière des transferts, de l'histoire croisée ou de l'approche transnationale, ces auteurs ne partaient pas d'un endroit/d'une société pour en suivre les produits et les échos. Ils partaient plutôt des circulations et des connexions pour les suivre là où ils les menaient, en insistant sur les diverses modalités des flux et des liens ainsi générés : fusion, domination, imposition, combinaison, appropriation, rejet. De cette manière, leurs entreprises synthétiques me permettaient d'aiguiser ma propre approche.

Ces premiers contacts me permirent aussi de prendre la mesure de cette région disciplinaire que j'ignorais, dans toute sa profondeur chronologique et sa diversité actuelle. Conformément à l'invite de son titre, j'utilisais alors l'ouvrage de Patrick Manning, *Navigating world history*¹¹⁴, comme boussole. La « tradition » de l'écriture d'une histoire du monde y est explorée systématiquement pour l'Europe¹¹⁵, depuis Guicciardini, et la présentation des ouvrages inclut aussi bien les grandes synthèses du passé (Wells, Spengler, Toynbee) que les ouvrages de recherche qui se sont multipliés depuis les

¹¹¹ C.A. Bayly, *The birth of the modern world 1780-1914. Global connections and comparisons*, Oxford : Blackwell Publishing, 2004 (traduction française : *La naissance du monde moderne 1780-1914*, Paris : Editions de l'Atelier/Le Monde Diplomatique, 2006).

¹¹² Anthony G. Hopkins, *Globalization in world history*, New-York : Norton, 2002.

¹¹³ Jerry H. Bentley *Old World encounters: cross-cultural contacts and exchanges in pre-modern times*, New York : Oxford University Press, 1993.

¹¹⁴ Patrick Manning, *Navigating world History. Historians create a global past*, New York : Palgrave, 2003.

¹¹⁵ Il est donc utilement complété par Patrick O'Brien, « Historiographical traditions and modern imperatives for the restoration of global history », *Journal of Global History*, 1,1, 2006, p. 3-39. L'auteur y revient sur les filières chinoises, japonaises et islamiques d'une écriture de l'histoire de l'humanité.

années 1960 (McNeill, Curtin, Crosby). Certes, l'ouvrage dialogue avant tout avec la littérature en anglais –on n'y trouvera pas trace des travaux d'un Walter Markov ou d'un Henri Pirenne, par exemple¹¹⁶. Son centre de gravité est indéniablement la systématisation sous-disciplinaire qui a eu lieu dans les Etats-Unis des années 1990, et dont l'auteur fut un protagoniste central¹¹⁷. Mais il ne néglige pas pour autant la diversité des approches rangées sous l'étiquette de la *world history*. L'approche comparative entre régions d'un Philip Curtin y voisine avec l'ambition de « big history » de David Christian ou Fred Spier et leurs histoires de la planète « du Big-Bang à nos jours », aussi bien qu'avec les fresques de Jared Diamond qui reprennent, mêlées de sciences naturelles et physiques, le chemin du récit de « destin et devenir de l'humanité » autrefois empruntées par Spengler ou Toynbee. Deux évolutions récentes de cette filière *world history* m'ont tout particulièrement intéressé. D'une part, son versant connectif, parfois véhiculé sous l'étiquette de *global history*, et qui invite à placer l'attention historique sur les traits qui relient entre elles les différentes constructions des sociétés humaines à travers l'histoire (civilisations, nations, continents, cultures, communautés). Cet aspect, très complémentaire de la version comparative de la *world history* qui est loin d'avoir disparu, a ses terrains privilégiés (esclavage, migrations, convergence économique, analyses de filières –*commodity chains*). Certes, le souci d'appréhender les structures et traits d'ordres régionaux ou mondiaux n'est pas nouveau à proprement parler, et on peut à bon droit souligner sa parenté avec l'effort d'étude des systèmes-mondes auxquels ont contribué Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein ou André Gunder Frank. Mais, et ceci

¹¹⁶Jacques Pirenne, le fils d'Henri, y est par contre cité pour son livre *Les Grands courants de l'histoire*, qui fut traduit en anglais aux Etats-Unis.

¹¹⁷ Ce moment de systématisation était lié à la bataille autour de la redéfinition des standards éducatifs de l'enseignement supérieur, qui substitua l'enseignement de la *world history* à celui de la *Western civilization* comme passage obligé dans de nombreux systèmes éducatifs des états fédérés. A ce sujet, voir Peter Stearns, *Western civilization in world history*, New York : Routledge, 2003.

nous amène à la deuxième évolution que je veux signaler, les travaux de *world* ou *global history* qui s'attachent à étudier les connexions et les circulations dans un horizon régional ou planétaire le font de plus en plus souvent en mobilisant des matériaux de première main, sous la forme d'enquêtes archivistiques originales, là où les ouvrages fondateurs de la *world history* ou de l'histoire des systèmes-mondes procédaient de deuxième main en des synthèses magistrales. La *global history*, sous cet angle, peut ainsi être considérée comme la version « recherche » de la *world history* qui était née et avait grandi comme une discipline d'enseignement¹¹⁸. Ce sont ces deux aspects qui motivèrent mon intérêt pour les travaux qui se placent dans la mouvance de la *world history*, et me poussèrent à en saisir la trajectoire, jusque dans leurs controverses¹¹⁹.

¹¹⁸ Stearns, *Western civilization*

¹¹⁹ Outre le clivage mentionné dans la note ci-dessus (*Western Civilization* contre *World History*), et pour en rester aux oppositions binaires et fondamentales, je pense au débat qui oppose les historiens qui voient dans la fortune actuelle de la *global history* la possibilité du retour du « grand récit », souvent marqué par les forces de l'économie (Patrick O'Brien, de la London School of Economics, est un de ceux là, et l'on trouve traces d'une position similaire chez Chris Bayly ou Anthony Hopkins), et ceux qui dénoncent ce retour du grand récit comme réaction occidentale aux déstabilisations fertiles induites par les *postcolonial studies* (par exemple Arif Dirlik, « Confounding Metaphors, Inventions of the World: What Is World History For? » in Benedikt Stuchtey and Eckhardt Fuchs (eds.), *Writing World History, 1800–2000*, Oxford : Oxford University Press, 2003, p. 91–133.

2. Acquérir des connaissances, engager des conversations

A partir de mes terrains, et pour répondre à une exigence de contextualisation de leurs acteurs et processus, j'explorai en parallèle des pans précis de littérature avec lesquels j'étais peu familier. Ces explorations fournirent parfois la matière de publications spécifiques, essais bibliographiques ou bilans historiographiques, comme avec les articles joints en pièces 13 et 14 du dossier de travaux¹²⁰. Le plus souvent, leurs résultats furent intégrés dans les publications qui jalonnèrent le parcours, notamment dans celles numérotées 12, et 15 à 19. Comme mentionné plus haut, c'est en direction de quatre ensembles thématiques que je m'efforçais simultanément de compléter mes connaissances. Histoire de la réforme et des réformateurs, internationalisation des villes, études sur la mondialisation/globalisation et travaux sur les fondations philanthropiques états-uniennes. Les pages qui suivent restituent, de manière compacte et *a posteriori*, les impressions durables recueillies au cours de ces voyages.¹²¹

La littérature sur l'histoire de la réforme et des réformateurs, au tournant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, constitua une source d'inspiration importante. Je n'y reviendrai pas longuement dans cette partie puisque je me suis déjà attardé sur ce sujet dans les pages précédentes. Toujours est-il qu'en me permettant de traverser les étiquettes politiques et écoles de

¹²⁰ Auxquels on peut ajouter « E pericoloso sporgersi ? Attrazioni e limiti dell'approccio transnazionale », *Contemporanea*, VII, 1, 2004, p. 114-122.

¹²¹ Afin de ne pas multiplier les longues notes de bas de page en citant de manière précise les travaux qui m'ont permis d'avancer sur tous ces terrains, je me bornerai ici à les citer, et je renvoie aux pièces du dossier de travaux et à leurs notes de bas de page pour les références complètes.

pensées (« *progressives* », « *riformismo* », « *new liberals* », « socialisme municipal », « *solidarisme* »,...), les terrains d'action (logement, travail social, chômage, services à réseaux, croissance urbaine, éducation), les formes organisationnelles (cénacles politiques, associations, revues et agences d'ingénierie sociale et institutionnelle comme le Musée Social, la Società Umanitaria ou le Central Bureau voor sociale Advizen), les événements (congrès, expositions, guerres), l'historiographie américaine, italienne et française de ces « mondes de la réforme »¹²² ne m'autorisa pas simplement à cartographier et situer les trajectoires des personnes, des idées ou des organisations que j'avais rencontrés sur le terrain municipal. Certes, tous ces travaux me permettaient de saisir les ressources sociales, politiques, techniques des acteurs que je croisais dans les revues, de situer de manière précise les différents enjeux des questions abordées dans les congrès, ou de comprendre le fonctionnement d'une association internationale. Mais cela n'était pas une sorte de concession, destinée à donner des garanties et rassurer la confrérie des historiens sur le fait que la perspective transnationale ne se réduisait pas à une étude « hors sol » de réseaux élitistes et d'idées flottantes. L'ancrage dans les contextes d'expérience des acteurs était simplement un pré requis pour comprendre qui pouvait faire quoi, et avec qui. Étudier les trajectoires, communautés, réseaux, phénomènes et flux qui se déployaient à travers les espaces nationaux et autres entités territoriales ne pouvait se faire qu'en étant en mesure de les replacer dans ces espaces, ces lieux, ces moments.¹²³ Fut-ce éventuellement pour, au bout

¹²² L'expression est empruntée au titre de la thèse de Renaud Payre, compagnon de cette expédition en terres réformatrices (« A la recherche de la science communale. Les mondes de la réforme municipale dans la France de la première moitié du XIX^e siècle », thèse de doctorat de science politique, Université Pierre Mendès France Grenoble II, Institut d'Études Politiques, 2002).

¹²³ Mon premier contact avec l'historien des sciences Kapil Raj, en 2006, fut l'occasion de constater qu'un semblable souci de contextualisation précise était fréquemment invoqué dans le séminaire « Histoire et historiographies transnationales » qu'animaient ensemble Yves

du compte, argumenter l'autonomie relative de ceux là par rapport à ceux-ci. Tous ces travaux soulignaient aussi la vitalité, la conflictualité et la systématisation des pratiques d'observation et de comparaison « hors les murs » dans le *modus operandi* de ceux qui se proposaient de mener une mise en forme scientifique des problèmes des sociétés urbaines de la fin du 19^{ème} siècle. Qu'il s'agisse de subvertir un *status quo* ou de le préserver, de chercher les recettes pour modifier une situation domestique ou les bonnes raisons de ne pas la bouleverser, ce furent bien souvent les références d'autres pays, d'autres sociétés qui étaient convoquées, mobilisant ainsi les leviers de l'universalité et de la rivalité internationale. Enfin et plus encore, ces travaux m'incitèrent aussi à ne pas définir mon étude de ces trajectoires, de ces communautés, de ces flux selon les limites de bassins géographiques définis nationalement (le couple franco-allemand ou américano-britannique), à l'intérieur de familles politiques (les socialistes, les libéraux) ou sur des terrains professionnels donnés (ingénieurs, urbanistes, architectes). Au contraire, ils me persuadèrent d'examiner comment les pratiques d'observation et de comparaison avaient contribué indissociablement à établir et à troubler les définitions de ces catégories territoriales, idéologiques ou professionnelles. Les textes numérotés 11 et 17 ont concrétisé à divers titres la conversation avec ces travaux sur la réforme et les réformateurs¹²⁴.

Travailler sur les relations entre - et au sujet - des gouvernements municipaux urbains entre le milieu des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, c'est s'exposer à croiser, à un moment ou un autre, les travaux de science politique et de sociologie sur « l'internationalisation » des villes et la manière dont celles-ci

Cohen, Nancy Green, Kapil Raj et Michael Werner à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Indice qu'on peut arriver au même point par bien des chemins.

¹²⁴ Dans la même veine, on peut aussi mentionner les entrées « Nolen, John » et « Municipal associations » in David Goldfield (ed), *Encyclopedia of American Urban History*, Thousand Oaks: Sage Publishers, 2007, ainsi que l'article « Transatlantic connections and circulations in the 20th century : the urban variable », *Informationen zur modernen Stadgeschichte*, 1, 2007, p.11-24.

sont rentrées dans le jeu de la compétition territoriale dans les dernières décennies. Et aussi les réflexions menées dans ces mêmes disciplines et en géographie sur les phénomènes de polarisation des flux économiques, migratoires ou culturels en direction des « villes globales » qui centralisent les activités de commandement et de coordination de l'économie mondiale contemporaine. Ces travaux sont intéressants à bien des titres, notamment par la manière dont ils appellent à reprendre en considération les gouvernements municipaux urbains et les sociétés urbaines comme acteurs collectifs dotés d'une certaine marge de manœuvre, ou encore pour l'attention systématique qu'ils consacrent à appréhender, mesurer ou cartographier les circulations de biens, de services, d'information, de personnes, de capitaux vers les équipements ou les institutions des centralités urbaines. À y regarder de plus près, ils portent aussi une interrogation stimulante pour quelqu'un qui s'intéresse aux flux et liens historiques entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains. En effet, si les spécialistes des *world/global cities* et de l'internationalisation des villes reconnaissent aux villes, en tant que communautés politiques et économiques, une capacité à la projection hors des espaces nationaux aux époques antiques, médiévales ou modernes, cette capacité leur est déniée pour l'essentiel des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. La mise en place et du fonctionnement des pyramides institutionnelles et territoriales des états-nations aurait rogné les ailes des villes jusqu'aux années 1980 où le « re-échelonnage » (*re-scaling*) des territoires, sous l'effet de nouvelles logiques dans l'industrie et les services, leur aurait redonné de la marge d'invention et de manœuvre. L'historien des relations inter-municipales ne peut rester insensible à ce diagnostic d'effacement ou d'insignifiance de ce qu'il étudie. Enfin, la littérature sur l'internationalisation des villes et les villes globales a fourni un certain nombre de chercheurs, plutôt des géographes et des sociologues, des matériaux supplémentaires pour s'interroger sur les formes

spatiales de notre pensée du monde. Partis d'une vision qui posait l'emboîtement hiérarchisé des niveaux spatiaux dans leurs incarnations sociales, politiques ou économiques, et décidés à en identifier les polarisations internes ou les interactions mutuelles certains de ces chercheurs en sont venus implicitement ou explicitement à une position critique vis à vis de l'idée de « niveaux » elle-même, comme cela est sensible chez Saskia Sassen, Ash Amin ou Nigel Thrift¹²⁵. Les notions de gouvernance multi-niveaux, ou les incitations à rompre avec l'univocité d'une pensée « scalaire », telle qu'elle fut produite et solidifiée autour de l'état-nation, résultèrent de cette confrontation. Géographes, sociologues ou politistes proposent ainsi à l'historien des moyens pour ne pas rester accroché à une vision en termes d'échelles emboîtées, celle qui subordonne le local au national et le national au global dans une cascade d'emboîtements (en cascades ou percolations). Ils lui suggèrent aussi de ne pas se satisfaire de la démarche qui consiste à étudier les interactions entre ces niveaux conçus comme des entités séparées. Ils suggèrent ainsi une voie qui permette à la fois de se défaire de la pensée spatiale, tout en rendant justice aux « niveaux » et « échelles » en tant que catégories réalisées, et en plaçant au cœur de l'enquête les multiples investissements par lesquels les acteurs travaillent constamment à définir, subvertir et ré-ordonner ces niveaux et leur relation l'un envers l'autre. Ensemble, ces apports ont conduit à formuler des hypothèses et des positions qu'on retrouve notamment dans les pièces 16 à 20 du dossier de travaux¹²⁶.

Paradoxalement, c'est cette pensée spatiale qui a marqué un grand nombre de travaux sur la « globalisation/mondialisation », dès lors qu'ils partent souvent de l'hypothèse que la mondialisation consiste en une

¹²⁵ Ash Amin, « Spatialities of globalisation ». *Environment and Planning A*, 34, 2002, p. 385-399.

¹²⁶ Auxquelles on peut ajouter « Epilogue : à l'assaut de l'espace transnational de l'urbain, ou la piste des mobilités », *Géocarrefour*, 80, 3, 2005, p. 249-253.

redéfinition des rapports « entre » le global, le national et le local, sous les espèces de processus d'homogénéisation, de différenciation ou d'hybridation. Avec une prédominance du niveau « global » sur les autres en termes de capacité à « influencer » sur les autres. Bien que somme toute assez récente, puisque limitée au quart de siècle qui vient de s'écouler, la fortune des études sur la globalisation/mondialisation est due aux contrastes entre les visions, explications et appréciations proposées, et en premier lieu celles qui portent sur la « valeur » positive ou négative du phénomène, et sur des conséquences de l'intensification des échanges à laquelle le phénomène était identifié. Homogénéisation ou différenciation ? Promesses d'un nouveau cosmopolitisme ou concrétisation d'une hégémonie occidentale sinon américaine ? Nos collègues anthropologues, sociologues, politistes, littéraires ont et continuent de batailler sur ces points, et leurs travaux sont désormais facilement accessibles à travers les nombreuses anthologies et *readers* publiées depuis une dizaine d'années. Lorsque les historiens ont, tardivement, commencé à se joindre à ces débats, ce fut essentiellement en tant que « spécialistes du temps », mais sans trop oser rentrer au cœur de l'action. En effet, c'est par la question « de quand date la globalisation/mondialisation ? » qu'ils rentrèrent dans l'arène, par le truchement des historiens de l'économie qui cherchaient les signes de l'intégration économique dans des temps de plus en plus reculés. Mais ce ne sont pas les discussions sur l'âge de l'économie monde (« 500 ou 5000 ans », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'André Gunder Frank), ni les appels à étendre la réflexion au-delà des aspects économiques et financiers, ni les tentatives de caractériser et dater différentes « phases » ou « types » de mondialisation qui m'ont le plus intéressé dans ces interventions historiennes. Ainsi, dans l'ouvrage dirigé par Anthony Hopkins, *Globalization in world history* (New York : Norton, 2002), ce n'est pas tant le phasage proposé par Chris Bayly qui m'intrigue, bien que les autres contributeurs reprennent largement ses 4 « étapes » de *archaic*,

proto, modern et contemporary globalization. Je ne nie pas le pouvoir analytique ou le potentiel heuristique de la réflexion sur la périodisation. Il y a certainement profit à comparer la chronologie de Bayly avec celles proposées ailleurs comme les 6 phases de Jacques Lévy et ses collègues géographes français¹²⁷ que Jacques Lévy a identifiées et présentées dans *Le Monde : espaces et systèmes* en 1992, ou encore les 6 ères que Jerry Bentley a construites à partir d'une analyse des interactions entre cultures¹²⁸. Mais c'est plutôt en creux que l'ouvrage me captiva, par son parcours à travers une variété de situations où, à travers l'agencement et la contemplation des flux de personnes, de valeurs, d'idées, de mots, de capitaux, se lisent des projets destinés à étendre ou à créer des sociétés, des communautés, des institutions, des marchés, bien au-delà des territoires matériels ou idéels de leurs concepteurs. Et éventuellement sur l'horizon de vastes régions -ou de la planète toute entière. Quelques unes de ces situations sont présentées dans l'ouvrage dirigé par Hopkins : le chapitre d'Amira Bennison sur l'écoumène de l'Islam et « l'impulsion universalisatrice » de l'Empire Ottoman ; l'économie atlantique de l'esclavage traitée par Richard Drayton ; le point de Tony Ballantyne sur les systèmes de connaissance impériaux qui résultèrent de la re-orientation de la puissance britannique vers l'Asie à partir de la fin du 18^{ème} siècle. En creux, se dessinent ici et dans d'autres travaux différents moments et situations durant lesquels le vertige du Monde captura des sociétés humaines, à l'instar de ce qui nous arriva dans les années 1990. Cette fascination que nous éprouvâmes alors, et qui conduisit journalistes, entrepreneurs et savants à célébrer ou redouter des promesses d'un monde « radicalement » nouveau sous l'égide du marché et des communications électroniques, a en effet été ressentie autrefois. Parfois sous les mêmes

¹²⁷ Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy et Denis Retailé, *Le Monde : espaces et systèmes*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1992.

¹²⁸ Jerry H. Bentley, « Cross-Cultural Interaction and Periodization in World History », *The American Historical Review*, 101, 3, 1996, p. 749-770.

espèces, comme en plusieurs moments du 19^{ème} siècle où les avènements de la vapeur et de l'électricité donnèrent lieu à semblables angoisses et semblables *hubris* en Europe et en Amérique du Nord. La dimension paradigmatique prise par le terme et la notion de réseau dans les dernières décennies du 19^{ème} siècle et le rejeu du phénomène un siècle plus tard (notamment sous la plume de Manuel Castells) ne sont qu'un des nombreux indices de ce cousinage. Mais on peut aussi penser à d'autres occurrences : l'Empire mongol triomphant des 13^{ème} et 14^{ème} siècles et son économie-monde racontée par Janet Abu-Lughod, les cosmogonies nées de l'essor de la monarchie hispano-portugaise au 16^{ème} et 17^{ème} siècles et de sa domination sur les « quatre parties du monde » retracée par Serge Gruzinski, ou encore les fondements pan-pacifiques de la monarchie internationaliste de Kalakana, « roi cosmopolite » d'Hawaï à la fin du 19^{ème} siècle. Si l'on place l'analyse de la « globalisation » dans ce cadre temporel élargi et qu'on la considère comme perception du monde, alors ce qui devient prioritaire n'est plus tellement la datation de la « nôtre ». Mais plutôt l'excoriation des phénomènes de circulations et de connexions qui font, défont ou empêchent ces interdépendances, homogénéisations, compétitions et autres processus d'interactions entre sociétés et communautés, et qui sont au fondement de cette perception d'une totalité planétaire.

Plus que tout autre texte peut être, c'est un article de l'historien de l'Afrique Frederick Cooper qui inspira la manière dont je voulais travailler avec la notion ou l'idée de globalisation¹²⁹. Ce que suggérait Cooper, c'était une voie « modeste ». Parce que ceux-ci sont des positions d'acteurs, à vocation prescriptive, Cooper appelait à contourner les grands discours qui acceptent la globalisation comme un phénomène radicalement nouveau dont les

¹²⁹ Frederick Cooper, « What is the concept of globalization good for? An African historian's perspective », *African Affairs*, 100, 2001, p. 189-213. Une version française fut publiée simultanément, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique Internationale*, 10, 2001, p. 101-124.

historiens pourraient, au mieux, faire l'archéologie : la « fanfaronnade du banquier » (la création d'un marché mondial unique et ses conséquences bienfaisantes), la « lamentation social-démocrate » (la création d'un marché mondial et ses conséquences destructrices) et la « danse des flux et des fragments » (l'hybridation comme nouvelle condition humaine). Pour cela, Cooper appelle à l'étude des mécanismes, étendues, usages, projets par lesquelles les connexions et les circulations se sont faites et défaites à travers et entre les sociétés humaines. Commencer par retrouver les boulons, les tuyaux, les cosses de branchement de ces circulations et connexions, tel serait le premier territoire de l'historien dans le travail avec la notion de globalisation. Cet appel à refuser le présentisme et sa conséquence, une recherche en tunnel sur les « origines » de la globalisation, m'a immédiatement séduit. Il me semblait permettre à la fois d'apprendre de toute la littérature sur la globalisation, et de mettre en perspective le vertige de la nouveauté et de la rupture qui est si souvent manifeste dans cette dernière. Comme le disait Cooper dans une note, la compression contemporaine de l'espace-temps qui est la cause de ce vertige, n'est pas la première. A partir de là, et si on veut bien renoncer au moins momentanément à la « loi » hegelienne selon laquelle un changement en quantité doit toujours provoquer un changement en qualité, peut être peut-on ne pas se contenter de répéter que les accélérations de l'ère électronique sont plus intenses que celle de l'électricité, de la vapeur ou de la roue. On peut alors suggérer qu'un double provincialisme spatial et chronologique accentuerait notre vertige actuel. Un provincialisme par obsession du présent, qui passe à pertes et profits ces autres moments, et un provincialisme par obsession de notre localisation « occidentale ». Ce dernier nous fait oublier que les expériences de rétrécissement du monde et leur effets collatéraux (hybridation, interdépendance, irruption de l'étranger dans le domestique) ont été le lot commun des peuples d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique depuis

le 15^{ème} siècle et les débuts de l'expansion européenne, et bien avant cela des sociétés et communautés mises et « démisées » en contact par les contractions et dilatations des constructions politiques à grand rayon d'action dont les pôles organisateurs étaient basés en Chine, au Moyen-Orient ou dans l'Italie romaine. Si Cooper visait plus particulièrement les connexions « longue distance » et les phénomènes transcontinentaux –notamment impériaux, il me semblait que le programme pouvait aussi être tenu sur des courtes distances, comme le suggéraient notamment les travaux sur les transferts culturels (voir supra). En résulta un souci de commencer par retrouver la mécanique et la morphologie des phénomènes circulatoires que j'étudiais, quelle que soit leur étendue spatiale, souci qui se retrouve notamment dans les textes 11, 14, 18 et 19 du dossier de travaux¹³⁰.

La proposition « modeste » de Cooper entraînait par ailleurs directement en résonance avec ce que je commençais à apprendre et à comprendre de l'histoire des fondations philanthropiques états-uniennes. En effet, outre qu'à l'étude des morphologies, des étendues et des mécanismes des circulations et des connexions, Cooper appelait aussi à retrouver les acteurs et leurs capacités à imaginer et mettre en œuvre des projets de mise en mouvement et en lien des mots, des choses et des êtres. Or, dans les recherches que j'avais entreprises, les grandes fondations philanthropiques financées, conçues ou corinaquées par les Ford, Rockefeller ou Carnegie étaient apparues comme des acteurs importants dans le renforcement, la redéfinition ou l'organisation de conversations transatlantiques, hémisphériques ou « intra et inter blocs » autour des questions d'urbanisme, de gouvernement municipal, de savoirs de gouvernement. A partir de ma première visite aux archives de la Fondation Rockefeller en 1998, et en parallèle avec l'exploration de celles-

¹³⁰ Ainsi que dans l'entrée « Globalization » in Akira Iriye and Pierre-Yves Saunier (eds), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, London : Palgrave Macmillan, 2009.

ci (et des archives de la Fondation Ford ou de celles du Carnegie Endowment for International Peace), j'avais commencé d'étudier l'abondante littérature sur l'histoire de la philanthropie états-unienne, et plus particulièrement les travaux de sociologie, de science politique et d'histoire qui traitaient de l'histoire des très grandes fondations. Deux impressions dominaient au début de cette double exploration archivistique et bibliographique. D'un côté, l'ampleur du spectre des programmes de ces grandes fondations, qu'il s'agisse des différentes organisations créées par Andrew Carnegie, de la flottille philanthropique Rockefellerienne ou de la plus monolithique mais ubiquiste Fondation Ford. Parcourir les inventaires de leurs archives, ou leurs rapports annuels, c'est sauter des humanités à la biologie, de la physique nucléaire aux centres de recherches de la Révolution Verte, du travail social aux droits de l'homme, de l'économétrie à la médecine, de la race au genre, le tout sous les latitudes et longitudes les plus variées. Ni l'horizon d'attente, ni l'espace d'expérience de ces fondations ne se limitèrent en effet aux Etats-Unis, conformément à la fréquence des formules « *for the welfare of mankind* », « *to promote the well-being of mankind throughout the world* », ou « *to advance human welfare* » dans leurs chartes, rapports et devises. Il faut donc s'acclimater à cette étendue, en reconnaître les conséquences sur l'organisation de l'institution, repérer les décalages et les failles que cet espace-temps particulier génère. Ceci est nécessaire pour identifier les ambitions, parfois formulées en plans et programmes, de l'institution bureaucratique qu'est une fondation philanthropiques, tout autant que pour en comprendre le fonctionnement. Mais c'est aussi un préalable si l'on veut être capable de saisir les ajustements entre ces ambitions, plans, programmes et les multiples contextes auxquels ils se confrontent, et desquels ils se nourrissent. Première difficulté pour le nouvel arrivant, donc. Le chercheur se heurte aussi à un autre écueil : la force du lien entre notre monde professionnel, celui de la recherche et de l'université, et l'histoire des

programmes lancés par ces grandes fondations. Cela est vrai autant de ses dimensions savantes (disciplines, notions) qu'organisationnelles (universités, centres de recherche). L'histoire de l'institution au sein de laquelle ce mémoire d'habilitation est présenté n'en est qu'un exemple parmi bien d'autres.¹³¹ La mise en abyme est donc immédiate, et l'objectivation doit trouver sa voie entre la réflexivité et l'enchantement.

Une fois ces premières impressions domestiquées, il est frappant de constater combien les études sur les activités des grandes fondations sont longtemps demeurées américano-centrées, en dépit de leur propre rayon d'action. En témoigne la controverse matricielle qui, depuis le début du 20^{ème} siècle, organise le débat autour de l'existence et de l'histoire des grandes fondations. A ma droite, la vision libérale et bienveillante d'organisations qui agissent pour le bien être de l'humanité au nom de principes d'empathie, de prévention et de charité. Cette compréhension de la grande philanthropie américaine a été formulée par les créateurs des fondations et leurs proches, notamment à des fins explicites de « relations publiques »¹³², et reprise par de nombreux chercheurs¹³³. A ma gauche, la version « républicaine », initialement formulée dans les controverses qui entourent la création de la Fondation Rockefeller au début des années 1910, qui dénonce la prétention du capitalisme voleur à imposer de nouvelles visions du monde par ses largesses.

¹³¹ Brigitte Mazon, *Aux origines de l'E.H.E.S.S. Le rôle du mécénat américain*, Paris : Cerf, 1988.

¹³² Voir à ce sujet la biographie de Ron Chernow, *Titan: The Life of John D. Rockefeller, Sr*, New York: Random House, 1998. Et de manière plus précise les travaux de Kirk Hallahan sur la manière dont John D. Rockefeller et son fils John D. Rockefeller Junior ont mis en scène le travail des organismes de leur création : « Ivy Lee and the Rockefellers' Response to the 1913-1914 Colorado Coal Strike », *Journal of Public Relations Research*, 14, 4, 2002, p. 265-315; du même, « W.L. Mackenzie King: Rockefeller's 'Other' Public Relations Counselor in Colorado », *Public Relations Review*, 29, 2003, p. 401-414.

¹³³ Pour une analyse des moments et tendances dans l'étude de la philanthropie américaine, je renvoie en anglais aux contributions réunies par Ellen Condliffe Lagemann (ed), *Philanthropic Foundations. New scholarship, new possibilities*, Bloomington : Indiana University Press, 1999, et en français à l'article de Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique internationale*, 35, 2, 2007, p. 173-197.

On la retrouve dans des habits gramsciens dans les années 1970, au moment où des chercheurs en sciences sociales remontent le sillage hégémonique de l'activité des grandes fondations depuis leur origine. Sans vouloir trouver un juste milieu ou les renvoyer dos à dos, ne serait-ce qu'en raison de la qualité des recherches que les deux postures ont produites, il faut néanmoins renvoyer les deux combattants dans leur coin. En effet, en dépit de ce qui les oppose, ces deux approches partagent de nombreux points communs : elles se focalisent sur l'intentionnalité des décideurs, recherchent les finalités conscientes des dons, privilégient le versant « donateur », et recherchent les ressorts et les contraintes de l'action des grandes fondations dans leur inscription au sein du contexte états-unien¹³⁴. Ce tropisme américain des études philanthropiques est néanmoins en train de s'estomper, sous l'impact des recherches individuelles et collectives qui travaillent, sur la base d'un corpus de source élargi, à ne pas se contenter d'imputer des intentionnalités et d'en dérouler les effets. Deux modifications majeures en ont résulté. D'abord, les fondations sont de plus en plus souvent abordées comme des organisations dont il convient d'analyser les procédures de décision et de mise en œuvre, la culture, les clivages et les évolutions. Il demeure néanmoins dans notre connaissance de tous ces aspects des gouffres surprenants (par exemple en ce qui concerne la gestion des actifs financiers des fondations, ou les caractéristiques de leur personnel). D'autre part, des chercheurs latino-américains, asiatiques et européens ont repris le travail à nouveaux frais, et

¹³⁴ Ce tropisme n'est pas exclusivement lié à la nationalité des chercheurs qui travaillent sur ces fondations, ni à l'évaluation positive ou négative de leur activité. Et finalement, c'est peut-être lui qu'on retrouve sous une autre forme, chez Yves Dezalay et Bryant Garth. Leurs travaux sur le droit, la mondialisation et l'impérialisme examinent l'activité des grandes fondations états-uniennes en partant du principe que les mutations de leur style et de leur substance reflètent les changements dans le champ du pouvoir aux Etats-Unis. Au passage, on notera que cette tentative d'extrapoler la théorie des champs de Pierre Bourdieu au-delà des entités nationales pour et dans laquelle elle a été conçue aboutit, sans que le procès soit vraiment instruit, à rabattre la dynamique d'un éventuel « champ transnational » sur les évolutions d'un champ national dominant.

insistent sur les interactions entre donateurs et bénéficiaires. Ils y voient le lieu où saisir et interpréter les modalités de l'action des grandes fondations (négociation, domination, résistance, contournement...), le procédé dans lequel se joue une partie de leurs programmes, de leurs activités et de leur existence, et la force de leur impact... ou de son absence.

C'est en profitant de ces travaux, notamment ceux qui ont émané des entreprises collectives comme le groupe des chercheurs latino-américains sur la santé publique rassemblé par Marios Cueto, ou le réseau The Role of American Foundations in Europe animé par Giuliana Gemelli, que j'ai développé mon travail autour de l'activité des grandes fondations états-uniennes au 20^{ème} siècle. Dans l'ensemble, je les considère comme des organisations qui ont travaillé à la capture, à l'établissement, à l'entretien ou au redéploiement de ces mécaniques de la connexion et de la circulation dont parle Frederick Cooper (voir supra). Et j'ai cherché à restituer la manière souvent incrémentale dont ce travail connectif et circulatoire a été conçu par les fondations, leurs dirigeants et leur personnel, comme l'outil fondamental pour définir, faire connaître et mettre en oeuvre de véritables « projets d'universels ». A savoir des formes, notions, cadres dont la validité est postulée au-delà des contraintes de contexte. C'est cette démarche dont on retrouve l'expression dans les pièces 12, 18 et 19 du dossier de publications, ainsi que dans quelques autres publications et présentations¹³⁵.

¹³⁵ Notamment « Paris in the Springtime : un voyage de science sociales en 1929 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 11, 2004, p.127-156 ; ou encore "A Texans' Universe? First Drafts of a History of Universals", *New Global Studies*, vol.2, n.1, 2008
<http://www.bepress.com/ngs/vol2/iss1/art8>

3. Autour du Palgrave Dictionary of Transnational History

En parallèle à ces explorations et ces conversations, et aux activités de recherche, d'écriture et d'enseignement qui les accompagnaient, a pris forme un projet éditorial qui m'a occupé de l'automne 2003 jusqu'à l'hiver 2008 pour sa phase « active ». L'idée de départ était de nouveau totalement égocentrée : peu après avoir consulté avec profit et admiration le *Oxford Companion to United States History*, édité par Paul Boyer, et alors que j'assistais à une séance de colloque où des collègues italiens présentaient leur travail autour un dictionnaire biographique des conseillers d'Etat, je me suis dit que faire une encyclopédie, un dictionnaire, bref un ouvrage de référence, pourrait être excitant. Mais sur quel sujet, et pourquoi faire, me demandais je, sans doute par jeu plus que sérieusement, en griffonnant quelques notes pour attendre la fin de la pause de séance susdite. Me revinrent alors à l'esprit les difficultés rencontrées, dans la recherche ou dans l'enseignement, lorsqu'il s'agissait de trouver des données de base ou des synthèses au sujet d'individus, de communautés, d'organisations, de phénomènes qui se déployaient à travers ou entre les pays. C'est à partir de cette base que s'est bâtie l'ébauche d'un ouvrage ce jour là baptisé « *global/transnational/crossnational historical dictionary* ».

Cette ébauche s'est étoffée progressivement. D'abord en solo, puis avec le soutien d'un deuxième « porteur de projet » (Akira Iriye), puis grâce à l'aide de l'éditeur que nous avons convaincu de prendre le projet en charge (Palgrave Macmillan), puis forts de l'aide des collègues invités à prendre part à l'entreprise éditoriale (Jane Carruthers, Donna Gabaccia, Rana Mitter, Mariano Plotkin, Patrick Verley), et enfin sous l'impulsion des 351 auteurs qui voulurent bien répondre positivement à nos sollicitations et écrire une ou

plusieurs des 450 entrées que compte finalement l'ouvrage¹³⁶. Ce travail de développement a porté sur plusieurs aspects, les développements dans un plan s'appuyant et soutenant les modifications dans les autres. Se sont ainsi progressivement affinées les caractéristiques de l'ouvrage en termes de dimension, de contenu (définition des entrées et approche des auteurs), de logistique (méthodes de travail), et surtout d'angle.

Revenons un instant sur ce dernier point. Là, l'élaboration s'est faite à partir de l'ancrage chronologique du projet. Dès les premières esquisses, le projet partait sur une fenêtre 1850-2000. Pas seulement parce que mes intérêts d'historien me portent vers ce moment. Ni uniquement parce que, pour établir un projet solide et faisable, il semblait sage de ne pas dépasser les limites chronologiques de ces compétences. Mais aussi parce que sillonner ces 150 années permettait d'affûter l'angle du volume. D'abord, en partant des environs du milieu du 19^{ème} siècle, nous pourrions chevaucher la vague de la nationalisation du monde, en partant de ce moment où les communautés et sociétés, installées dans la territorialisation des formes du politique, durcissent leurs limites externes et leurs isomorphismes internes, quelque part vers la fin du cycle de l'Âge des révolutions. En couvrant ces 150 années, nous pourrions ainsi capturer cette phase où l'état-nation s'établit comme formule favorite d'organisation des communautés politiques à travers la planète, posant sa marque sur les autres formes d'organisation des sociétés et des communautés qui (empires, ethnies, religions, professions, classes, secteurs d'activité...). Et faire résonner cette phase avec l'expansion (et les contractions) de la mobilité des biens, des êtres vivants, des capitaux et des idées qui prenait place entre ces entités territorialisées d'organisation de la vie des sociétés. Le projet s'affinait donc ainsi : l'idée n'était certes pas d'écrire une histoire contre ou sans les entités nationales,

¹³⁶ Pour plus de détails, voir www.transnationalhistory.com

en une sorte de service après vente assuré par la discipline historique aux prophéties sur le retrait de l'État-Nation. Mais par contre nous partions de l'idée qu'identifier les pièges du nationalisme méthodologique ne devait pas aboutir à abandonner les « pays » comme objets et cadres possibles, mais non uniques, de l'investigation historique. En conséquence, notre exploration des liens et des flux devait rendre raison de la relation dialectique entre consolidation territoriale et mobilité, entre ordre et mouvement, et contribuer à une histoire avec les états et les nations qui ne soit pas une histoire des états et des nations. Il apparaissait clairement que ce que nous voulions faire avec ce volume, sur une gamme de sujets et d'approches, c'était montrer, rappeler, présenter ou explorer ce que la cristallisation des nations, des états, en un mot des pays, faisait aux circulations et aux connexions entre communautés et sociétés, et vice versa.

D'un autre côté, tenir ensemble les 150 dernières années devait nous permettre de suivre circulations et connexions à travers les périodisations qui informent l'entendement des historiens contemporains. Ainsi des scansions canoniques comme « le 19^{ème} siècle », « l'entre deux guerres », « la Guerre Froide », ou des chronologies ad hoc comme celles mises en place pour le nouveau « grand récit » de la globalisation.¹³⁷ Nous partions plutôt de l'idée que certains types de flux et de liens pouvaient prospérer dans des bassins particuliers, pendant que d'autres étaient effectivement battus en brèche. Nous n'envisagions pas un rythme, une conjoncture unique –fut elle économique ou politique– qui affectat sans faillir tout le tissu de relations entre et au travers des sociétés et des communautés. En conséquence, essayer de tenir ensemble ces 150 années dans chaque entrée rendrait possible de suivre nos flux et nos liens y compris au travers des contextes et moments qui ne sont pas considérés comme propices aux mobilités et à

¹³⁷ « Première globalisation » de 1850-1914 ; « déglobalisation » des années 1920-1930, « reglobalisation » de l'après 1945... et silence sur les guerres.

l'échange. Mais qui n'en révèlent pas moins, quand ils sont scrutés avec attention, des phénomènes de ce type. Arrêtons nous juste un instant sur la guerre, par exemple, qui en apparence transforme les frontières en lignes hermétiques, sinon en fronts. Le commerce, les flux culturels, les migrations en sont affectés, ralentis, voir rendus impossibles. Mais la guerre n'est pas synonyme de fermeture, y compris dans un monde de nations où la belligérance engage l'ensemble des sociétés nationales. Les guerres, même mondiales, déclenchent de nouveaux flux de personnes, civils et militaires, que l'on se place avant, pendant ou après les combats. On les appelle exilés, réfugiés, corps expéditionnaires ou troupes d'occupation, mais leur mouvement (absence ici, et présence ailleurs) génère des liens durables ou momentanés. Les guerres génèrent aussi leur propre commerce, celui des armes, de la technologie militaire ; leur marché (celui de l'approvisionnement des civils et des troupes) ; leurs flux financiers (prêts, crédit bail) ; et leur république des idées en matière de savoirs guerriers, de coordination stratégique, de transferts technologiques ou d'intense observation des pratiques administratives et des politiques de guerre. Et si ceci se passe essentiellement entre alliés, les ennemis s'observent aussi, et apprennent l'un de l'autre à travers l'intense activité de renseignement ou d'espionnage. Qu'on pense aussi aux infrastructures de communication mises en place pendant les guerres à grand rayon d'action, et à la manière dont la paix venue elles fournissent la base de circulations de biens ou de personnes. Enfin, les guerres établissent un référent commun de mémoire, de deuil ou de ressentiment qui sépare autant qu'il rassemble. C'est précisément pour ne pas laisser de côté ce genre de configurations que nous voulions suivre « nos » liens et nos flux à travers des périodes jugées peu propices, à travers les bornages habituels de la périodisation historique et sur une période assez longue.

Au croisement entre choix chronologique et préoccupations de substance, se définissait ainsi la problématique de l'ouvrage. En témoigne, en raccourci, la réflexion autour de son titre. Un dictionnaire ou une encyclopédie d'histoire, soit, mais quelle histoire ? Comment nommer notre affaire d'une manière qui souligne notre intention et le contenu de la chose ? Notre point de départ était devenu clair : suivre les circulations et connexions de toutes sortes entre et à travers communautés et sociétés dans les 150 dernières années, en partant des flux et liens entre pays comme un coin à enfoncer dans cette matière. Ceci nécessitait de faire entrer en jeu des modes d'organisation des communautés et des sociétés autres que les pays, que ces modes se déclinent de manière territoriale (empires, régions, villes) ou non territoriale (groupes professionnels, ensembles linguistiques, diasporas). Tous, d'une manière ou d'une autre, avaient reçu l'empreinte de la catégorie nationale durant les 150 dernières années, durant lesquelles État-Nation est devenu le projet social et politique le plus largement imité ou imposé à travers la planète. Projet dont les incarnations avaient pesé, d'une manière ou d'une autre, sur toutes les autres formes de mise en communauté, toutes les autres manières de faire société. C'est à cause de cela que passer par les flux et les liens entre pays pouvait aussi donner accès à des circulations et connexions qui ne prenaient pas lieu entre pays à strictement parler, mais qui nécessitaient de faire éclater l'enveloppe nationale latéralement (vers des entités à cheval sur les pays) et verticalement (vers des entités à l'intérieur des pays). En conséquence, nous voulions trouver un vocabulaire qui permette d'indiquer cette présence de la catégorie « nation » tout en pointant notre intention de ne pas en rester prisonniers.

Par ailleurs, un certain nombre d'appellations potentielles auraient été franchement usurpées. « *International history* » ne fonctionnait pas, du fait de la longue et dense stratification qui, depuis l'invention du qualificatif par Jeremy Bentham, lui donnait comme fonction de pointer les relations entre

gouvernements et entre états. « *Global history* » était une fausse piste, parce que nous voulions couvrir une gamme de flux et de liens qui n'étaient pas systématiquement planétaires, ou même de longue distance. « *World history* » tombait sous le coup de restrictions identiques, agrémentées du fait que notre projet n'était pas uniquement de raisonner en termes d'intégration et de différences entre cultures et civilisations. D'autre part, notre spectre chronologique était ridicule par rapport aux grands récits de la *world history*, et plus encore si l'on pense à l'approche suggérée par Fred Spier, David Christian ou Cynthia Brown qui ont argumenté de manière convaincante pour une écriture et un enseignement de la *world history* comme « *big history* », l'histoire du monde « du *big bang* à nos jours ». Nous ne pouvions pas plus nous revendiquer de la notion de « *cultural transfers* » pour une série de raisons. D'abord parce que nous voulions prendre à bord un certain nombre d'aspects bien au delà de la sphère culturelle, fut-elle étendue aux manières de voir et de faire, mais aussi parce que la notion de transfert ne permettait de capturer ni notre problématique, ni la gamme des sujets que nous voulions inclure. Nous ne partions pas de l'idée d'étudier des flux entre des entités discrètes caractérisées comme point de départ et point d'arrivée ; les activités de coordination, de standardisation ou d'intégration qui se manifestent par ou découlent de flux et de liens ne se manifestent pas par des transferts, déplacements volontaires d'un endroit à un autre ; un certain nombre des entrées que nous envisagions ne pouvaient pas être intégrées dans une réflexion en termes de transferts (notamment en ce qui concerne les groupes, organisations, événements, lieux et processus qui se développent et se manifestent soit dans les interstices, soit à travers les entités habituellement appréhendées dans la problématique du transfert). Enfin, s'il eût été conforme à son esprit de nommer ce volume « *dictionary of entangled history* » ou « *of connected history* » ou « d'histoire croisée », ceci eut là encore été une tromperie en termes chronologiques : ni Sanjay

Subrahmanyam, ni Shalini Randeria, ni Bénédicte Zimmerman et Michael Werner ne conçoivent le pouvoir analytique de ces notions dans les bornes étroites de ces 150 dernières années, dans ce moment de l'histoire de l'humanité caractérisé par la co-présence des processus de construction d'États et de nations.

Pour toutes ces raisons, le terme « *transnational history* » nous sembla le moins mauvais compromis. Certes, il était étymologiquement imparfait, puisque « trans- » porte aussi une idée de dépassement, d'au-delà qui risque de suggérer une volonté de notre part d'affirmer a priori une obsolescence de la catégorie nationale. Le préfixe latin « per- », qui véhicule l'idée de franchissement, et contient les significations « à travers », « de part en part », eût été plus adéquat. Mais suivre les conseils de mon vieux Gaffiot aurait provoqué la mort par hilarité d'une grande partie des lecteurs, devant le ridicule d'un tel néologisme. En outre, « transnational » était aisément traduisible en de multiples langages, souvent par simple transposition phonétique (contrairement à « *cross national* », par exemple, qui était une autre possibilité).

Outre que nous reconnaissons nombre de nos préoccupations dans les usages préalables qu'en avaient eu les collègues historiens allemands et états-uniens qui l'avaient employé depuis le début des années 1990, la terminologie était de surcroît présente dans le domaine public de longue date. La première occurrence connue de « transnational » remonte à 1862 chez un linguiste allemand, puis le terme se retrouve régulièrement dans les usages savants et profanes durant les premières décennies du 20^{ème} siècle. Enfin, différents « tournants transnationaux » ont été proposés dans l'histoire des sciences sociales depuis les années 1950 (sur cette trajectoire sémantique, voir la pièce 15 du dossier de travaux). Sans nous inscrire de manière exclusive dans une de ces filiations d'usage et d'acception, le terme nous permettait de pointer et notre insistance sur les circulations et les

connexions, et notre centrage sur l'âge des nations. C'est donc ce terme, « *transnational history* » qui nous a paru la meilleure des moins bonnes solutions.

En parallèle, les objectifs du volume se précisaient. Le corpus d'entrées que nous étions en train d'assembler, et les indications données aux auteurs devaient permettre, selon nous, d'alimenter trois fronts de connaissance. Tout d'abord, le volume devait contribuer à repérer l'étendue et l'intensité des phénomènes d'interconnexion et d'interdépendance entre sociétés et communautés telles qu'elle se définissent dans le moment considéré (nations, civilisations, aires culturelles ou religieuses...). Comme elles se font, ne se font pas, se défont. Autrement dit, contribuer à une historicisation de la notion de « globalisation » par la voie empirique, en délaissant le registre des prophéties et des lamentations. En deuxième lieu, le volume voulait explorer des aspects négligés ou encore brumeux de l'histoire de ces constructions sociales et politiques qui sont à la base de l'entendement des historiens, et qui sont souvent étudiées de l'intérieur. Qu'il s'agisse des nations, des régions, des aires culturelles, des continents, il nous semblait qu'il y avait beaucoup de sujets à partir desquels on pouvait mettre en évidence la présence du forain dans le domestique et la projection du domestique dans l'étranger, sous les formes de l'observation, de la comparaison, de l'imitation, du rejet, de l'imposition, de la coordination, de la standardisation. Il s'agissait donc, par des approches pointues et détaillées des circulations et des connexions entre et à travers ces entités, de faire entrer sur l'écran du radar les éléments trop souvent laissés hors cadre. Faire en sorte, d'une certaine manière, que le cadre ne tue pas le contexte, et apporter une contribution aux histoires « territorialisées » (celle des nations, des villes, des groupes, des régions) en y faisant rentrer ce qui les dépasse. Le tout en énonçant, à partir des matériaux empiriques une liste de bonnes raisons pour internationaliser

les histoires nationales, imbriquer les histoires locales, océaniser les histoires continentales. Troisièmement, la gamme des entrées devait rendre visible des tendances, des processus, des protagonistes qui existent, se manifestent, développent leur existence et leurs projet dans les « entre mondes » et les « mondes en travers », toujours par rapport aux catégories de base de l'entendement historien que sont les pays, les civilisations, les continents. Et qui, en conséquence, ne sont pas observables par le truchement de démarches qui s'inscrivent dans ces entités de base de l'entendement historien. Associations internationales, phénomènes de convergence et de divergence, migrants multi sites, activités de coordination, poussées standardisatrices, de nombreux éléments de la vie des sociétés humaines, de manière simultanée ou successive, s'inscrivent dans ou appartiennent à plusieurs de ces entités.

Il ne m'appartient pas, évidemment, de dire si ces objectifs ont été pleinement atteints. Mais les miens l'ont été : l'ouvrage ne devait pas constituer la version ultime de la synthèse d'un savoir en train de se construire, mais consister en une version bêta, un pilote, un numéro zéro. Sa vertu principale est de montrer qu'il est possible de travailler dans une perspective transnationale sur une vaste gamme de sujets. Les 451 entrées qu'il compte fourmillent de biais, certaines sont déjà obsolètes, quelques unes pas très excitantes, mais toutes avancent dans l'étude des circulations et des connexions sur au moins l'un des trois fronts proposés ci dessus. Et elles fournissent à ce titre à leurs lecteurs un horizon d'attente, par rapport auquel ils peuvent se situer, en leur donnant la latitude de penser avec mais aussi contre ce contenu pour aller vers cet horizon.

C'est à partir de ces constats, et des possibilités dévoilées ou confirmées par les opérations de conception et d'édition, que je tente actuellement de pousser la réflexion plus loin. Un premier état de cette réflexion est fourni

dans l'article du dossier de travaux listé sous le numéro 16. Je ne reviendrai pas ici sur l'ensemble des points abordés dans cette publication, par exemple au sujet des téléologies morales et chronologiques qui président largement aux travaux sur les organisations qui forment ce qu'on appelle la « société civile transnationale », ou encore sur les manières de secouer la vision en « échelles emboîtées » qui préside à notre conception des interactions entre local, national et global. Je veux plutôt signaler brièvement trois éléments qui, à partir de l'entreprise éditoriale du dictionnaire, me sont désormais utiles pour tenter d'organiser mon travail de recherche, en ce qu'ils peuvent stimuler notre imagination d'historiens.

D'abord, le constat de notre difficulté, historiens et chercheurs en sciences sociales à travailler sur le contemporain (les deux derniers siècles, pour en rester à la catégorie française d' « histoire contemporaine ») autrement qu'à partir du cadre national. Difficulté certes inégalement ressentie, selon les objets de recherche, et loin d'être insurmontable, mais néanmoins forte. Les sources, les concepts, les entités que nous manipulons ont été forgées en référence au cadre national. Même si nous invoquons la rationalité non localisée du savoir, nous nous pensons dans des traditions ou des manières de faire nationales. Notre formation, notre enseignement, notre recherche, notre organisation professionnelle se fait et se pense pour l'essentiel dans le cadre national. Le postulat selon lequel les nations sont la forme sociale et politique naturelle du monde moderne est présent dans nos pratiques, dans nos esprits, dans nos réflexes. C'est ce qu'Herminio Martins, puis Anthony Smith et enfin Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller ont appelé « nationalisme méthodologique ».¹³⁸ Non pas d'ailleurs que celui-ci soit en soi un problème : il demeure pertinent de « penser comme un état-nation » si l'objet de la recherche peut être pleinement appréhendé ainsi : tout n'est pas mobilité,

¹³⁸ Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller, « Methodological nationalism and beyond : nation-state building, migration and the social sciences », *Global Networks*, 2, 4, 2002, p. 301-334.

interpénétration et enchevêtrement. Mais, lorsqu'il s'agit comme avec ce volume de mettre l'accent sur ce qui est entre et à travers ces états-nations, alors on se heurte de front avec ce nationalisme méthodologique. Le travail éditorial pour le dictionnaire l'a confirmé, dans la réflexion sur la liste des entrées, dans la rédaction des consignes pour les auteurs, dans les échanges avec ces derniers au sujet de leurs textes. Nous ne sommes pas encore en mesure de secouer ce nationalisme méthodologique autant qu'il est souhaitable si nous voulons suivre flux et liens là où ils nous mènent. La perspective transnationale procède à un premier pas qui consiste à secouer « latéralement » le nationalisme méthodologique, puisqu'elle se propose justement de faire cela. Mais, l'index du volume en témoigne, cet effort est encore loin de mobiliser toutes les ressources disponibles, et nous pianotons actuellement sur un clavier assez réduit. De même que l'histoire de l'Europe se donne encore souvent à voir, dans les intitulés de livres ou d'articles, comme une opération qui consiste à combiner, par comparaison ou par juxtaposition, l'histoire des « grands pays » européens, la recherche sur les connexions et circulations de l'ère contemporaine privilégie un nombre restreint de pays à partir ou au travers desquels suivre flux et liens. Il nous faut plus de Costa Rica et de Bénin, et moins d'Angleterre et de Chine, pour le dire en une formule ramassée. Ceci dit, cette extension latérale ne remet pas en cause le primat du cadre national. Même si on se propose d'élargir les cercles de l'enquête, on reste dans un cas de figure où les flux et les liens ont leur origine et leur destination dans les espaces nationaux, et où les objets, personnes, capitaux ou idées en mouvement sont labellisés en fonction de coordonnées nationales et en quelque sorte rabattus sur le national. Il est donc encore plus délicat de faire éclater « verticalement » le corset national, c'est à dire de trouver les moyens de reconstituer les connexions, de suivre les circulations, de saisir les interactions entre des composants qui ne recoupent pas les ensembles nationaux : ensembles territoriaux

supranationaux ou infranationaux ; territoires discontinus ; formations religieuses, professionnelles ou fonctionnelles ; groupes et institutions qui créent leur propre territoire à travers les nations. Là encore, un grand effort d'imagination est à concevoir : effort de déplacement des manières de poser les questions et effort d'invention des sources qui permettent d'y répondre.¹³⁹

Ma recherche sur les échanges inter-municipaux, ou sur les circulations en matière de savoir de gouvernement, m'avait mis face à ces limites. Prendre à bras le corps les envois des contributeurs du dictionnaire, dans le cadre du travail éditorial, m'a forcé à réfléchir à des manières de les dépasser. Afin de ne pas partir d'un endroit, en général un pays précis, il m'a semblé qu'une solution possible était de partir des circulations et connexions elles-mêmes, avec la reconstitution de leur morphologie comme objectif (la piste Cooper, pour le dire autrement). Suivre flux et liens là où ils mènent, en étant attentif à creuser chaque contexte et à le mettre en écho avec les autres, plutôt que de partir d'un endroit et de remonter les pistes. Ou, autrement dit, partir de la forêt et choisir les arbres que l'on veut couper, élaguer et transformer en planches et en fagots eu lieu de partir d'un arbre pour essayer de retrouver

¹³⁹ Sur ce dernier point, on peut mentionner trois pistes. D'abord la désagrégation et ré-agrégation des données existantes, le plus souvent pensées et recueillies pour contribuer à homogénéiser, en conception et en pratique, les espaces nationaux. En travaillant à défaire l'illusion/l'artifice écologique (*ecological fallacy*) inscrite dans l'usage des « données nationales » pour suivre des phénomènes qui ne se déploient pas de manière isomorphe à l'intérieur de ces espaces, on se donnera les moyens de recomposer autrement les sources, les données et leur lecture. Ensuite la relecture de sources existantes pour essayer d'y retrouver précisément ce qui est demeuré « hors cadre », ou tombé dans les interstices de la lecture et de l'interprétation en termes nationaux. Enfin, travailler sur des « trous noirs » sociaux, événementiels, géographiques ou institutionnels, comme occasions dans lesquelles les circulations et les connexions ont été placées au premier plan, et qui ont ainsi donné lieu à une production de sources moins liées au découpage national. Pensons par exemple aux régions qui ont navigué, par le jeu des conquêtes, entre différents systèmes nationaux, ou aux lieux qui attirent des flux en provenance de territoires proches et lointains; aux organisations qui se sont donnée pour mission de générer ou contrôler les mondes en travers et les entre mondes ; aux moments dans lesquels se sont structurés ou développés des systèmes spécifiques de liens et de flux à travers les frontières.

sa place dans la forêt. J'avais fait, dans mes travaux précédents, l'expérience des impasses de cette approche là, matérialisée d'une certaine manière par l'absence d'un ouvrage qui serait venu synthétiser mes travaux sur ce point : j'avais sauté d'arbre en arbre, mais aucun n'était assez haut pour me permettre de voir le massif forestier. Prendre la « piste des mobilités » n'est pas simple, parce que ces dernières nous ensevelissent sous leur abondance¹⁴⁰. Pour remédier à cet embarras de richesses, il faut identifier les régularités dans cette abondance. D'où la proposition sur la nécessité de reconstituer la morphologie des flux et des liens autour de l'objet étudié, que pointe dans les publications récentes la formule de « régimes/configurations circulatoires ou connectives ». ¹⁴¹

Il ne s'agit pas d'une notion, ni d'un concept, et les termes choisis ne sont, dans l'ensemble, pas une référence aux « régimes » chers à Stephen Krasner ou John Ruggie (pour qui les régimes internationaux sont des ensembles de procédures, normes, règles, qui dirigent le comportement des états sur les problèmes internationaux), ni aux « configurations » de Norbert Elias (des toiles d'interdépendances formées entre êtres humains, et qui sont des ensembles spécifique de relations sociales avec leur dynamique et leur rythme autonome). Si, à la place de ces termes, j'utilisais les mots « dispositifs », « circuits », « systèmes » ou « formations », cela n'affecterait pas fondamentalement la fonction que je prête à l'entreprise. Il s'agit, en tentant d'établir la morphologie des flux et des liens, de rechercher l'ordre dans la mobilité, d'identifier les projets et desseins qui travaillent à établir, orienter,

¹⁴⁰ « Epilogue : à l'assaut de l'espace transnational de l'urbain, ou la piste des mobilités », *Géocarrefour*, 80, 3, 2005, p. 249-253.

¹⁴¹ Peu de temps après la formulation de quelques hypothèses sur ce point, j'ai pu lire le chapitre introductif de Claude Markovits, Jacques Pouchepadass et Sanjay Subrahmanyam à leur ouvrage *Society and circulation. Mobile people and itinerant cultures in South Asia* (Delhi : Permanent Black, 2003). Ils y utilisent l'expression de « *circulatory regime* » pour désigner l'ensemble des circulations qui se produisent dans une société donnée, et leur impact (« Introduction : Circulation and Society under Colonial Rule », p.3). Mais le terme ne leur sert pas à désigner les ordonnancements des circulations.

maintenir ces flux et ces liens dans certaines directions, sous certaines formes, avec certains contenus. Un des points essentiels de cette démarche est de partir des circulations et des connexions pour y repérer les protagonistes, la substance et l'impact de ces projets et desseins. Une telle disposition d'esprit est assez proche de celle qui anime l'étude des « analyses de filière » (*commodity chains*) qui a récemment remis sur le métier la notion de « *global commodity chain* »¹⁴² dans une perspective historique¹⁴³. Dans ce cas, il s'agit de prendre en compte le plus grand nombre d'espaces, d'étapes et d'acteurs dans la filière d'un produit, afin d'apprécier empiriquement les rapports de force sans accepter comme postulats de départ ni la distinction centre/périphérie, ni le contrôle par la demande ou l'offre, ni la domination des firmes multinationales. On y repart du produit comme je me propose de repartir du lien et du flux pour en apprécier toute l'épaisseur. Il serait exagéré de plaider qu'il y a, dans les deux cas, une adaptation des maximes durkheimiennes selon lesquelles les faits sociaux doivent s'expliquer par des faits sociaux de même ordre, mais il s'agit bien d'une entreprise de morphologie sociale, passant au large des explications en surplomb pour rentrer dans le gras du matériau historique.

¹⁴² Garry Gereffi définissait ainsi la notion de *global commodity chain* en 1994 : « a set of inter-organizational networks clustered around one commodity or product », dans Gary Gereffi et Jerzy Korzeniewicz, *Commodity chains and global capitalism*, Westport : Greenwood Press, 1994. Ainsi posée, la notion permet de couper à travers des niveaux souvent séparés dans l'analyse de la production et de la consommation (local/national/global), de remettre en jeu le couple acheteur/producteur comme seule variable de direction et de tenir ensemble les diverses phases, depuis les conditions de production jusqu'à celles de consommation.

¹⁴³ Par ailleurs, cet usage du terme « régime » se retrouve sous la plume d'un certain nombre d'auteurs qui tentent de rendre compte de « processus structurés », et par la même de marier régularité, ordre, pouvoir, avec mobilité, incertitudes et autonomie. Ainsi des travaux de Harriet Friedman sur l'alimentation ou de Robert Duplessis sur les « régimes textiles » de l'Atlantique moderne.

L'identification d'une « configuration/régime circulatoire ou connective » pourrait reposer sur l'identification des caractéristiques suivantes, sans que la liste en soit exclusive :

- L'existence d'un groupe d'acteurs individuels et collectifs qui investissent du temps, de l'énergie et des ressources (sociales, économiques, culturelles) dans l'établissement, la maintenance et l'usage de connexions destinées à faire circuler des items spécifiques au-delà des limites des sociétés et communautés qui en sont à l'origine (revendiquée ou effective).

- La formation de communautés d'interconnaissance (visites, correspondance, sociabilité), d'intertextualité (lecture, citation, traduction) ou d'interaction (soutien financier, affectif, logistique) qui érigent ces groupes en ressources pour l'action de chacun de leurs membres.

- La définition d'interactions durables entre des acteurs mutuellement identifiés qui prennent part à ces connexions et circulations (ces interactions pouvant prendre, entre autres, les formes de la compétition, de la coopération, de la domination, de la coordination).

- L'accord de ces acteurs sur un langage commun qui est la base d'accords, de désaccords et de malentendus autour de notions, de catégories, de procédés, de visions du monde qui sont discutés et disputés.

- Le développement réfléchi de projets, de trajectoires, aspirations, d'institutions pour établir des connections et nourrir des circulations dans des directions précises.

- La production finale d'une étendue, d'un paysage différencié et dénivelé où la valeur des régions (lieux, institutions, associations) et de leurs habitants est liée à leur niveau d'intégration à la configuration et à leur rôle dans celle ci.

- La définition éventuelle de systèmes réglés et normés (voir d'un seul) qui régulent les flux et les liens.

Armé, si l'on peut dire, de cette formule de faible intensité théorique, je suis retourné en tester la validité sur des terrains familiers : le gouvernement

municipal (pièce 17 du dossier de travaux) ; la *public administration* (pièce 18) et le « domaine social » (pièce 19). Ces essais ont vérifié la validité heuristique de la formule, et souligné les directions dans lesquelles en affiner le contenu et la portée (par exemple l'accent à mettre sur les « faiseurs de régime » qui formulent et mettent en œuvre des projets explicitement destinés à mettre en forme liens et flux ; ou la manière dont différents régimes se succèdent sans s'effacer ; ou encore le risque de gommer les dynamiques et les changements par une insistance sur des structures durables).

Enfin, l'expérience du dictionnaire me permet de pointer plus précisément un objet autour duquel je tournais depuis quelque temps dans mes recherches, sans arriver à vraiment le formuler. Les urbanistes, à travers leurs rencontres, leurs échanges et leurs projets, posaient explicitement la question de la production d'une science de l'urbanisation dont la validité pourrait obérer les variations du contexte, dans le temps et dans l'espace. Les élus et techniciens municipaux, ainsi que les savants et les autres participants aux échanges sur et entre gouvernements municipaux urbains, voulaient élaborer une base commune de « meilleurs pratiques », et portaient de l'idée que l'urbanisation posait aux agglomérations humaines les mêmes problèmes susceptibles de recevoir des solutions identiques grâce à la transposition des expériences. En matière de *public administration* en général, les organisations professionnelles et savantes états-uniennes entretenaient des positions assez semblables. En se référant aux raisons qui l'animaient quand, en 1934, il parcourait une nouvelle fois l'Europe pour y suivre la recherche, les pratiques les méthodes administratives, l'un de leur leaders s'exprimait ainsi dans son autobiographie : « *we were still holding to the theory that administrative methods and practices were transferable despite radical differences in political controls and that what had proved successful and workable as an*

administrative device in one country could be imported and adapted for use in another »¹⁴⁴. Ce qui était ainsi en jeu dans les discussions et les activités de ces groupes de savants, de décideurs, de techniciens, comme point de départ, comme terrain d'expérience ou comme horizon d'attente, c'était l'existence d'un universel dans leur sphère d'activité. Des universels situés, en quelque sorte, et dans tous ces cas conçus comme ensemble de notions et de méthodes dont la validité dépasserait leurs contextes d'apparition et de développement et permettrait de saisir, comprendre, maîtriser et modifier l'urbanisation, le gouvernement des villes ou le gouvernement tout court. Mais ces universels spécifiques étaient débattus, imaginés, controversés : plusieurs versions en existaient et s'affrontaient, l'idée même pouvait en être écartée, et leur invocation était liée des stratégies d'acteurs qui visent à la réalisation d'intérêts bien particuliers. Tout le travail accompli autour du dictionnaire, et en particulier les conversations éditoriales avec les auteurs de ses entrées, m'ont permis de rencontrer ces projets, ces débats d'universalisation en de multiples instances. En conséquence, je pense y prêter une attention particulière à l'avenir. Non pas qu'il s'agisse là d'un nouveau moteur de l'histoire, mais plutôt parce qu'on se trouve ici sur l'un des fronts que la perspective transnationale ouvre, celui des phénomènes qui se développent entre et à travers les nations. Avec une piste résolument empirique et modeste, qui correspond une nouvelle fois de plus aux suggestions de Frederick Cooper : il ne s'agit ni de célébrer le pouvoir de l'universalisme comme projet d'identification au genre humain, ni de le pointer comme rideau de fumée des dominations, ni de le réhabiliter comme rempart aux particularismes, mais de retracer les luttes de l'universel dans leur trivialité. Pas seulement du côté des grands « impérialismes de l'universel » attachés à définir des modes d'existence et des formes de société et de

¹⁴⁴ Louis Brownlow, *The autobiography of Louis Brownlow*, vol.2, *A passion for anonymity*, Chicago : University of Chicago Press, 1958, p.302.

communauté politique, projets portés par des nations et évoqués par Pierre Bourdieu¹⁴⁵, mais en prenant à bord ce que, plagiant Jay Winter et ses « *minor utopias* », on peut appeler les « universels mineurs » ou « petits universels ». Ces luttes, ce sont ces cheminements par lesquels un objet, une technologie, une notion, une institution sont conçus, affirmés, présentés comme présentant une utilité, une validité, une efficacité au-delà des contraintes de contexte¹⁴⁶. Certes, on est là bien loin des discussions de philosophie politique autour de « l'universalisme » comme formule de réalisation démocratique, de sa définition par la philosophie des Lumières à sa négation par les courants post-modernes qui dénoncent son pouvoir oppresseur, et jusqu'à son retour récent comme outil d'émancipation possible des singularités religieuses, nationales ou ethniques sous les habits du nouveau cosmopolitisme¹⁴⁷. Rien à voir non plus avec l'entreprise structuraliste d'identification des invariants. Une telle ligne de fuite fait sens avec le point de méthode développé plus haut à propos des régimes et configurations circulatoires et connectives : c'est précisément cette lutte des projets d'universels qui est un des enjeux de la mise en place des régimes circulatoires évoqués plus haut. Autrement dit, on a là une manière de mener une enquête historique de première main,

¹⁴⁵ Pierre Bourdieu « Deux impérialismes de l'universel », dans Christine Fauré et Terry Bishop (dir.), *L'Amérique des Français*, Paris : Françoise Bourin, 1992. Au passage, on peut noter que la France et les Etats-Unis ne sont certainement pas les seuls pays à avoir identifié et mis en œuvre une « mission » pour le monde ou des vastes pans de celui-ci. A commencer par le communisme porté par l'URSS, la propagation du message anticolonial assumée par les premiers gouvernements de l'Algérie indépendante, et la problématique du « retournement de modernité » qu'incarne une coalition d'intellectuels, de militaires et de politiciens japonais dans la première moitié du 20^{ème} siècle.

¹⁴⁶ La parution du volume édité par Anthony Hopkins, *Global history. Interactions between the local and the universal*, New York : Palgrave, 2006, m'a donné l'occasion de développer un peu cette réflexion. Voir le compte rendu que j'en ai proposé, « A Texans' Universe? First Drafts of a History of Universals », *New Global Studies*, 2, 1, 2008 <http://www.bepress.com/ngs/vol2/iss1/art8>

¹⁴⁷ Sur ce point, voir Amanda Anderson, « Cosmopolitanism, universalism and the divided legacies of modernity », in Pheng Cheah et Bruce Robbins (eds.), *Cosmopolitics. Thinking and feeling beyond the nation*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1998, p. 265-289.

basée sur les matériaux de l'historien et dans ses territoires : l'histoire universelle est morte, vive l'histoire des universels.

Au-delà de ces trois leçons, mener à bien ce projet de dictionnaire m'a permis de me confronter à la variété des définitions du « transnational » qui ont été données depuis 150 ans (voir la pièce 15), et à celles qui ont cours aujourd'hui. Chemin faisant, j'ai été amené à préciser ma propre manière de voir les choses en me confrontant à ces définitions et usages. Je n'ouvrirai pas ici le catalogue, qui va d'une acception « descriptive » voir plate¹⁴⁸ jusqu'au « programme fort » hardiment formulé par les collègues qui soutiennent l'autonomie épistémologique et méthodologique des *transnational studies*¹⁴⁹. Simplement, je veux pour conclure cette partie insister sur l'idée qu'à mes yeux que « le transnational » n'est pas à rechercher dans l'objet, mais qu'il réside dans le regard des chercheurs. Pour cette raison, je trouve frustrante les tentatives de définition qui sont disponibles. Je ne trouve pas mon compte, en particulier, dans les définitions « du transnational » comme un niveau géographique¹⁵⁰, un phénomène de quantité justifiable d'une logique de seuil¹⁵¹, une qualification à attribuer avec discernement et que seuls certains acteurs ou des situations précisement

¹⁴⁸ L'adjectif « transnational » est ainsi utilisé comme synonyme de multinational, pour désigner quelque chose qui prend place dans plusieurs pays. Ou alors il remplace platement « international », et pour suivre l'air du temps on parle d'institutions transnationales, de réseaux transnationaux, d'organisations transnationales, de firmes transnationales.

¹⁴⁹ Sanjeev Khagram and Peggy Levitt (eds.), *The Transnational Studies Reader. Intersections and innovations*, New York and London : Routledge , 2008.

¹⁵⁰ Dans ce cas, on l'établit comme le plus englobant des niveaux, indiquant une étendue globale ou planétaire. Une telle problématique pose implicitement le « transnational » en origine ou aboutissement ultime des processus dont le déroulement passe par des échelles spatiales hiérarchisées.

¹⁵¹ Ainsi seules les très grosses organisations seraient justiciables du qualificatif de transnational. On trouve cette acception dans la littérature sur les entreprises ou sur les ONG (un exemple récent avec la nouvelle édition du livre de Philippe Ryfman, *Les ONG*, Paris : La Découverte, 2009, au sujet des organisations comme Oxfam, Greenpeace ou Church Vision).

qualifiées pourraient recevoir¹⁵², ou un nouvel état de la matière sociale, politique et culturelle humaine qui aurait été atteint dans les dernières décennies du 20^{ème} siècle¹⁵³. Ce n'est pas seulement là une idiosyncrasie engendrée par un projet éditorial, une manière spécifique de se situer comme historien ou le résultat de recherches particulières. De nombreux historiens ont récemment tenu à présenter le « transnational » comme un angle, une perspective, une attention particulière, voir un état d'esprit. Conscients du fait que le nationalisme méthodologique n'a jamais été une contrainte absolue, sensibles à l'historicité des phénomènes de circulation et de connexion, méfiants vis à vis des tentations d'établir un « nouveau paradigme », ils ont explicitement écarté les velléités de durcissement théorique. C'est en particulier le cas de nos collègues allemands, et je pense notamment aux démarches de Klaus Kiran Patel, Sebastian Conrad ou Jürgen Osterhammel qui au-delà de leurs différences revendiquent le caractère curieux et non normatif de la perspective transnationale¹⁵⁴. Non pas qu'ils n'utilisent pas des outils théoriques et des appareils notionnels spécifiques (Sebastian Conrad revendique son usage de la littérature « post coloniale », par exemple, et sa proximité avec les travaux de l'anthropologue Shalini

¹⁵² Ici, c'est la filière de l'étude des relations internationales qui semble avoir poussé le plus loin le bouchon : de Karl Kaiser dans les années 1960 jusqu'à Thomas Risse Kappen en 1995, il faut une composante non-gouvernementale dans l'interaction à travers les frontières nationales pour pouvoir parler de « relations transnationales ».

¹⁵³ Le filet est ici largement jeté sans trop chercher à resserrer les mailles, mais c'est bien une prophétie ou un diagnostic pour l'essentiel « post national » qu'ont formulé des auteurs comme John Galtung, Arjun Appadurai ou Ulrich Beck. Le « transnationalisme » est alors le nom de la nouvelle condition humaine de l'âge de la globalisation. Voir son idéologie pour ceux qui redoutent l'effacement des identités nationales : il est alors synonyme de cosmopolitisme dans les discours nationalistes.

¹⁵⁴ Sebastian Conrad und Jürgen Osterhammel (hrsg.), *Das Kaiserreich transnational. Deutschland in der Welt 1871-1914*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2004 ; Klaus Kiran Patel, « Überlegungen zu einer transnationalen Geschichte », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 52, 2004, 626-645. Voir enfin la recension par Michael Geyer du volume d'hommage à Jürgen Kocka publié en 2006 par Gunilla Budde, Sebastian Conrad et Oliver Janz (hrsg.), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*. Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht 2006, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2006-4-032>, accédé le 2 juillet 2009.

Randieria sur les histoires croisées et divisées et les modernités liées). Mais ces outils théoriques interviennent dans l'interprétation des matériaux mobilisés, « inventés » par la recherche, et non pas dans le découpage de l'objet de recherche, pour dans une démonstration écrite pour coller à une définition rigide de ce qui relève de l'histoire transnationale, et de ce qui n'en est pas. Cette retenue normative me semble une condition nécessaire pour garder leur élan aux travaux qui se développent. L'entreprise du dictionnaire l'a souligné : si nous avions adopté une définition précise et « rigoureuse » pour penser la liste des entrées du dictionnaire, ou donner des orientations aux contributeurs, le résultat en eut été considérablement appauvri. Affirmer l'ancrage du volume dans l'étude des connexions et circulations entre les communautés et sociétés de l'âge moderne, avec au premier rang de celles-ci les nations, et envisager que les préoccupations des auteurs puissent se développer sur « trois fronts » de contribution possiblement distincts, a été intuitivement notre réponse à ce risque de cristallisation, même si différents membres de l'équipe éditoriale eussent individuellement penché pour différentes définitions *stricto sensu*. C'est dans cet esprit éclectique, empreint d'une vocation théorique de faible intensité, que je poursuis mes réflexions sur ce terrain (notamment à travers la rédaction d'un petit ouvrage de synthèse pour la collection Theory and History de Palgrave Macmillan, à paraître en 2012), et plus largement en le mettant en œuvre dans mes activités de recherche. Lesquelles se développent désormais sur des terrains différents de ceux par lesquels j'étais arrivé à adopter une perspective transnationale.

D. REBONDS : ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MONDES INFIRMIERS

Sans avoir abdiqué toute curiosité pour l'urbain, c'est désormais vers d'autres terrains que se font mes investissements en termes de lecture, de recherche ou de discussion. En toile de fond, l'histoire des organisations internationales aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Et dans le rôle du terrain de recherche empirique, l'histoire des « soins infirmiers » entre 1850 et 1950, puisque c'est ainsi qu'on traduit le terme anglais *nursing* depuis les années 1970¹⁵⁵ Je reviendrai plus bas sur les problématiques à travers lesquels je m'attache à saisir les uns et les autres, mais pour l'instant il me faut rendre compte de ce déplacement thématique que je viens de parachever par l'abandon de mes responsabilités éditoriales au sein de divers collectifs traitant d'histoire urbaine ou d'histoire de l'urbanisme¹⁵⁶.

Ce glissement s'est opéré sous une double contrainte : celle du hasard, et celle de la décision. Sur ce dernier point, revenons à la distinction familière dans l'étude des migrations telle qu'on nous l'enseignait autrefois, entre facteurs *push* et facteurs *pull*. Du côté *push*, le sentiment qu'il fallait passer à autre chose et changer d'air. Sans doute par incapacité –peut être momentanée- à trouver les formes adéquates pour l'écriture et la publication d'un ouvrage de synthèse qui aurait fait le bilan de mes explorations sur les relations entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains. Du côté *pull*, la volonté de continuer et étendre la réflexion sur des points abordés durant mes recherches urbaines au sujet du fonctionnement, rôle et activités

¹⁵⁵ Le médecin et conseiller municipal parisien Bourneville avait essayé d'introduire le terme « infirmat », dans les nombreux écrits qu'il consacra à sa réforme de la formation d'infirmière à l'Assistance Publique à la fin du 19^{ème} siècle. Bien que le mot eût été modelé sur une matrice en usage dans le monde hospitalier (« surgicat », « internat », « médicament »), l'échec fut total.

¹⁵⁶ Liste H-Urban, revues *Planning Perspectives* et *Revue d'Histoire urbaine/Urban History Review*.

des organisations inter-gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des fondations philanthropiques, triangle dont la présence dans mes travaux publiés est patente depuis la pièce 10 du dossier de travaux, publiée en 2001. Ces dispositions m'ont rendu sensible à des opportunités ouvertes par le hasard des rencontres et des discussions, à l'image du développement de mon intérêt pour l'histoire des soins infirmiers. En janvier 2005, mon collègue Ludovic Tournès, rencontré en 2001 lors d'un colloque organisé par Giuliana Gemelli, me posa une question de logistique. Qu'en était-il des archives disponibles à Lyon pour travailler sur les plus importants projets soutenus par la Fondation Rockefeller en France dans le domaine de l'éducation médicale durant les années 1920-1930, la construction de la Faculté de Médecine, et celle de l'Ecole d'Infirmière et de Visiteuses de Lyon et du Sud-Est ? J'ai d'abord mené une rapide étude exploratoire pour son compte, parcourant les archives municipales, départementales, hospitalières et celles des deux écoles ci-dessus. Puis nous nous sommes rendus ensemble dans quelques-unes de ces archives en mars 2005. Dans le cours des conversations que nous eûmes alors, il s'avéra que nous avions plaisir à réfléchir ensemble sur ce sujet, à partir de sources communes ou que nous nous faisions découvrir, et nous décidâmes de travailler ensemble autour de ces projets rockefelleriens et lyonnais. C'est d'abord pour servir ce projet très spécifique, et à la faveur d'un séjour montréalais durant l'hiver suivant (janvier-mai 2006), que j'ai commencé de lire les travaux sur l'histoire des infirmières, dans ses différentes versions nationales. J'ai alors été frappé de lister les indices qui suggéraient combien, en tant que discipline, profession et technique, le *nursing* s'était défini dans des interactions qui traversaient les frontières nationales. La pompe était amorcée.

Avec l'achèvement du Dictionnaire, c'est vers ces nouveaux terrains que se tourne désormais mon attention, et mon activité de recherche et de publication, depuis la fin de 2008. Sur le versant « organisations internationales », cela se traduit par une implication dans diverses communautés où les historiens s'attaquent à une histoire des organisations internationales en tant qu'organisations, et prêtent une attention particulière à la manière dont elles organisent leur activité à travers différentes aires politiques, géographiques ou culturelles. Cette implication a d'abord pris la forme d'une participation aux diverses activités développées autour du centenaire à venir de l'Organisation Internationale du Travail (participations au colloque de Bruxelles organisé par l'Institut International d'Histoire Sociale en 2007, au colloque de Genève organisé par l'Université de Genève et l'Université Paris X en 2009, travail de consultation pour le *Century Project* du Bureau International du Travail). Sur le même registre du colloque mais avec un prisme élargi à l'ensemble des organisations internationales, j'ai participé au colloque « Towards a Transnational History of International Organizations: Methodology / Epistemology », organisé par l'UNESCO et l'Université de Cambridge au printemps 2009. J'ai aussi rejoint le Groupe d'Histoire des Organisations Internationales, mis en place en 2009 à Genève par Sandrine Kott (Université de Genève), Daniele Palmieri (Comité International de la Croix Rouge) et Davide Rodogno (Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement). Enfin, plus récemment, nous avons déposé avec Thomas Davies (City University, Londres), un projet d'atelier exploratoire auprès du programme idoine de la Fondation Européenne de la Science, pour secouer la notion de « société civile globale/transnationale » en créant les conditions d'une confrontation entre chercheurs qui travaillent sur différents terrains, époques, et dans des perspectives disciplinaires différentes.

Ce travail sur les organisations internationales est au cœur de la piste « infirmières », parce que de nombreuses organisations internationales ont

joué un rôle dans les conversations au sujet du *nursing* comme profession, discipline et savoir entre 1850 et 1950. Sur ce terrain où prend place l'essentiel mon activité de recherche « de première main », je me suis efforcé de rentrer en contact avec les travaux et les personnes qui ont, de longue date, contribué à l'histoire du *nursing*. Ces échanges se sont convertis en une collaboration avec Sioban Nelson, historienne, infirmière et doyenne de la Faculty of Nursing de l'Université de Toronto, avec laquelle nous avons élaboré un projet d'essai multimédia en ligne intitulé « Worlds of nursing : the Rockefeller moment »¹⁵⁷. Soumis au programme de recherche du Rockefeller Archive Center, le projet a été accepté et se développera entre 2010 et 2011, en collaboration avec les archivistes du Centre et un petit groupe de chercheuses et chercheurs spécialistes de l'histoire du nursing dans des pays clés du programme rockefellerien (Brésil, Inde, Chine) entre 1915 et 1950. Ensemble, nous travaillerons à la sélection, l'édition critique et la contextualisation d'un certain nombre de sources originales (correspondances, rapports, images, documents de travail). Ils fourniront la base de parcours narratifs thématiques. Le site regroupera des essais savants (sur des pays, des thèmes, des parcours biographiques, sous forme écrite, orale –*podcasts* et graphique –cartes animées) et des collections choisies de documents originaux. Il vise à fournir un support d'enseignement pour les collègues qui enseignent les cours d'histoire de la santé publique, l'histoire des soins infirmiers et l'histoire de la philanthropie, et nous pensons qu'il devrait aussi avoir une utilité dans les cours de méthodologie basés sur l'utilisation des documents d'archives.

¹⁵⁷ Sioban Nelson est notamment l'auteur de *Say Little, Do Much. Nursing, Nuns, and Hospitals in the Nineteenth Century*, Philadelphia : Penn Press, 2001.

Ces activités s'inscrivent dans des problématiques que je veux maintenant évoquer en rentrant plus en détail dans le contenu et l'orientation de ces recherches, afin rendre plus visible mon angle d'approche.

1. Repères d'une histoire relationnelle des organisations internationales

Les récentes entreprises commémoratives des organisations intergouvernementales de la génération San Francisco, en un calendrier serré de « 60^{èmes} anniversaires », sont riches d'enseignements. Initiées par un grand nombre des composantes de la famille NU, elles ont bien sûr et comme à l'accoutumée permis aux historiens de raviver leur curiosité pour les objet de ces célébrations, d'imaginer de nouvelles pistes à explorer, et de trouver intérêt et soutien de la part des sponsors et des éditeurs¹⁵⁸. Mais elles s'offrent aussi comme objet d'analyse pour tous ceux qui s'intéressent aux pratiques de l'histoire mises en œuvre par les organisations intergouvernementales. A comparer les méthodes et programmes de l'United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, des Nations Unies à proprement parler, de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Office International du Travail, leur mode opératoire révèle des différences notoires dans les attentes de ces organisations, dans leur rapport à l'histoire et à la mémoire aussi bien que dans leur relation avec les communautés savantes¹⁵⁹. De fait, ces opérations anniversaires permettent une première

¹⁵⁸ Un exemple avec le numéro spécial « New Histories of the United Nations » dirigé par Sunil Amrith et Glenda Sluga pour le *Journal of World History*, 19, 3, 2008.

¹⁵⁹ On trouvera les détails sur ces projets à partir des sites des organisations concernées. Je signale simplement celui du UN intellectual history project, le plus ancien de ces projets puisque lancé en 1999, et le plus impressionnant par ses résultats : 80 entretiens avec des anciens fonctionnaires des Nations-Unies, 17 ouvrages et nombre de colloques, séminaires et présentations. Voir les détails à <http://www.unhistory.org/> . Il serait sans doute intéressant d'étudier ensemble ces entreprises de mémoire et d'histoire telles qu'elles se sont développées au moins depuis le lancement du United Nations Intellectual History Project,

appréhension des catégories avec lesquelles les organisations mettent en ordre leur passé. Ainsi l'Organisation Mondiale de la Santé découpe t-elle en décennies (« *décades* » le récit qu'elle a commandé dans le cadre de son histoire officielle, en insistant sur ses grandes « campagnes » pour présenter son activité¹⁶⁰, alors que l'Office International du Travail (pour le livre de ses 90 ans) insiste sur ses grands champs d'intervention (droits de l'homme, sécurité sociale, emploi, conditions de travail...) pour souligner son rôle et son expérience dans la « quête de justice sociale » depuis 90 ans¹⁶¹. Les différents produits de ces activités ne prêtent pas une attention particulière et soutenue aux interactions entre l'organisation qui célèbre son anniversaire et les acteurs avec lesquels elle interagit. La question d'un espace social des organisations internationales n'est pas posée, pas plus que n'est abordé la variété des participants à cet espace. Les interactions avec les gouvernements nationaux sont abordées sous l'angle de la question de « l'influence » de l'un ou de l'autre sur les organisations ainsi posées comme des scènes de lutte, ou examinées en fonction des habituelles scissions (la Guerre Froide et ses avatars) et divisions du monde (Est/Ouest ou Nord/Sud). Plus remarquable encore, peut-être, l'absence de réflexions sur ce que ce que chaque organisation intergouvernementale doit à sa place au sein d'un ensemble d'organisations de même type. Idem pour que la manière dont chacune de ces organisations conçoit et met en œuvre sa relation avec ce

sinon depuis les premières entreprises de ce type comme celles menées autour de la Banque Mondiale (Edward Mason and Robert E. Asher. *The World Bank Since Bretton Woods*. Washington, D.C. : Brookings Institution, 1973, Kapur Devesh, John P. Lewis, and Richard Webb, *The World Bank. Its First Half Century*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 1997.

¹⁶⁰ En 2009, l'organisation a publié le 3^{ème} volume d'une série en cours, intitulé *The Third ten years of the World Health Organization*, et qui fait suite aux volumes sur la première et sur la deuxième décennie. La décennie est l'unité de temps choisie, depuis le début de l'organisation, comme la cellule chronologique pour penser et organiser son action.

¹⁶¹ Gerry Rodgers et al, *The ILO and the quest for social justice 1919-2009*, Ithaca : Cornell University Press, 2009.

que, depuis l'article 71 de la Charte des Nations-Unies, on appelle les organisations non-gouvernementales¹⁶².

C'est cette multiplication d'histoires particulières et auto-centrées qui me frappe en observant ce moment commémoratif. Tout en respectant et en appréciant les résultats de ces entreprises historiographiques, j'y vois aussi la floraison de récits *ad hoc* voir *pro domo*, organisés selon des chronologies endogènes (*decades*, mandats des directeurs,...), et centrés sur une organisation dont il s'agit avant tout de renforcer la légitimité, toujours fragile, et le territoire, toujours contesté. Le novice et l'ignorant, qui s'intéresse aux organisations internationales en venant de chemins détournés, collecte aussi d'autres impressions. Ainsi, si l'on s'écarte de ce moment commémoratif pour embrasser du regard les travaux sur les organisations internationales, tout aussi frappante est la division du travail qui semble organiser les intérêts des historiens et de leurs confrères des sciences sociales lorsqu'ils travaillent sur les organisations intergouvernementales. L'histoire des organisations intergouvernementales est pour l'essentiel une affaire de spécialistes des relations internationales, et en conséquence s'écrit selon les us et coutumes de ces dernières, avec une focalisation sur les questions de guerre, de paix et de puissance. Mais on a tôt fait d'y identifier des niches sous disciplinaires : l'Organisation Internationale du Travail a un peu attiré l'attention des historiens du travail et du mouvement ouvrier, la Banque Mondiale est privilégiée par les spécialistes du développement, les Nations Unies sont le centre d'intérêt pour ceux qui sont intéressés aux droits de l'homme ou aux questions de paix et de guerre. Les champs et sous-

¹⁶² Ce qui ne signifie pas que le sujet soit ignoré. Les leaders du UN Intellectual History Project ont récemment insisté, dans un article, sur le rôle des « Troisièmes Nations Unies », entendant par là l'ensemble des acteurs hors gouvernements nationaux qui sont en relation avec l'Organisations des Nations Unies (Thomas G. Weiss, Tatiana Carayannis and Richard Jolly, « The 'Third' United Nations », *Global Governance*, 15, 2009, p. 123-142. Mais le thème n'est pas en tout cas jugé assez important pour faire l'objet d'un volume dans le riche programme de publication du projet.

champs disciplinaires et thématiques dépècent ainsi le monde des organisations intergouvernementales, et chacune d'entre elles, en petits morceaux de choix à consommer sur place. Enfin, quand au-delà de l'histoire des organisations singulières on parcourt les travaux qui permettent d'apprécier la diversité de l'espace social formé par les organisations dont les objectifs, les activités et les appareils se déploient à travers les espaces nationaux, culturels ou linguistiques, on ne peut que constater le pullulement des catégories mises en oeuvre pour caractériser et analyser ces acteurs. A la grande division entre « organisations intergouvernementales » et « organisations non gouvernementales », dont le caractère opératoire et instrumental n'est jamais vraiment questionné, répond une surabondante typologie de ces dernières (*operational non-governmental organizations et advocacy non-governmental organizations, social movements, transnational advocacy networks, knowledge networks, international associations, citizen sector organization* et une longue liste d'acronymes dont je ne donne ici qu'un aperçu : DONGOs¹⁶³, GONGOs/GRINGOs¹⁶⁴, BONGOs/BINGOs¹⁶⁵, MANGOs¹⁶⁶,...). À moins que l'on ne préfère une saisie du monde des organisations internationales par sphères d'activités (3 selon Harold Jacobson, 15 pour Evan Luard, ...). Cette abondance typologique est d'autant plus frappante qu'elle rejette généralement en marge certaines organisations plus ou moins formalisées, plus ou moins visibles, et plus ou moins légales, mais dont les activités, les financements ou les structures se développent elles aussi entre et à travers les nations, et participent à structurer l'espace de pratiques et d'objectifs dans lequel évoluent les organisations appartenant aux divers types mentionnés ci-dessus.

¹⁶³ Donor Organized Non Governmental Organization.

¹⁶⁴ Government Operated Non Governmental Organization / Government Regulated and Initiated Non Governmental Organization.

¹⁶⁵ Business-oriented International Non Governmental Organization / Business Industrial Non Governmental Organization.

¹⁶⁶ Market Advocacy Non Governmental Organization.

Organisations religieuses ou politiques, ententes criminelles, entreprises ou fondations philanthropiques sont ainsi la plupart du temps laissées hors du jeu. Il ne s'agit certes pas là des seuls aspects qui questionnent l'ignorant lors de ses premières explorations dans ce champ d'études, mais ceux qui viennent d'être exposés semblent converger vers un point : l'étude des organisations internationales est avant tout l'étude d'une organisation ou d'un type d'organisation.

Cette abondance de récits « monadiques » donne tout leur prix aux (rares) tentatives de placer les organisations internationales dans une perspective relationnelle : comparaison des formes d'autorité et d'organisation comme celle entreprise par Michael Barnett et Martha Finnemore autour de la Banque Mondiale, des Nations Unies et du Haut Commissariat aux Réfugiés¹⁶⁷ ; étude des contributions croisées au thème de la justice internationale par différentes générations d'organisations intergouvernementales, par des militants pacifistes, par des organisations philanthropiques et par des gouvernements nationaux telle que menée par Dorothy Jones¹⁶⁸ ; saisie simultanée des organisations et des mouvements qui participent à une conversation intellectuelle, scientifique et opérationnelle en matière de santé publique entre 1918 et 1939 sous l'égide de Paul Weindling¹⁶⁹ ; tentative de saisir sur deux siècles les liens organiques entre organisations non-gouvernementales et organisations intergouvernementales, à l'instar de l'article fleuve de Steve Charnowitz¹⁷⁰ ; suivi et comparaison des trajectoires

¹⁶⁷ Michael Barnett et Martha Finnemore, *Rules for the world. International organisations in global politics*, Ithaca : Cornell University Press, 2004.

¹⁶⁸ Dorothy Jones, *Towards a just world. The critical years in the search for international justice*, Chicago : The University of Chicago Press, 2002.

¹⁶⁹ Paul Weindling, *International health organisations and movements 1918-1939*, Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

¹⁷⁰ Steve Charnowitz, « Two centuries of participation: NGOs and international governance », *Michigan Journal of International Law*, 18, 1996, p.183-286. Avec une préoccupation identique mais dans un registre différent où l'auteur célèbre la croissance d'une communauté globale comme étape vers un monde pacifié, Akira Iriye, *Global community. The role of*

individuelles dans plusieurs ONG du secteur de l'humanitaire par Joanna Siméant et Pascal Dauvin¹⁷¹. Ces cinq exemples ne sont certes pas totalement isolés¹⁷², mais les travaux qui rompent avec une approche spécialisée par organisation internationale, par type d'organisation internationale ou par génération d'organisations internationales ne sont pas légions. On peut même craindre que le moment commémoratif actuel n'encourage cette tendance, en créant des conditions favorables aux recherches « sur » l'UNESCO, l'Organisation Internationale du Travail ou toute autre organisation à même de célébrer qu'un cinquantenaire et qu'un centenaire. Ce au détriment d'une histoire « avec » l'UNESCO ou l'Organisation Internationale du Travail qui parte de questions plus générales pour interroger ces organisations internationales en même temps que d'autres ou dans leur relation avec d'autres. Or, il me semble qu'il y a dans cette clôture une impasse, si l'on veut tirer l'histoire des organisations internationales hors des domaines réservés où elle est cantonnée et en faire une des sources d'interprétation et de compréhension de l'histoire des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Au nom de leur contribution à l'établissement de structures, valeurs, normes qui ont pesé sur cette histoire. Franchir ces prés carrés et travailler sur l'espace social des organisations internationales en essayant de ne pas privilégier un type ou un thème, c'est là

international organizations in the making of the contemporary world, Berkeley : University of California Press, 2002.

¹⁷¹ Joanna Siméant et Pascal Dauvin, *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.

¹⁷² On peut par exemple mentionner ici les travaux de Leila Rupp sur les organisations féministes (*Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement* (Princeton: Princeton University Press, 1997), ou encore l'ouvrage récent de Matthew Connelly sur les politiques de population (*Fatal Misconception : the struggle to control world population*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2008), pour donner un autre exemple d'approche thématique qui étudie les interactions entre des acteurs habituellement séparés par leur assignation à des catégories différentes. Voir aussi les travaux en cours de Sandrine Lefranc ou Sara Dezalay, qui font porter leur effort précisément sur cette question de la structuration de l'espace des droits de l'homme ou de la conciliation/médiation (*Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 173 et 174, 2008).

l'objectif principal que je fixe aux travaux sur lesquels je m'embarque en ce moment, sans doute pour une dizaine d'années.

Comment ? Je n'ai à ce sujet que quelques idées encore trop rapidement échaufaudées, dont l'exposition dans les pages qui suivent met cruellement en relief les manques et les approximations. Dans un premier temps, j'y reviens sur les aspects relationnels laissés de côté par l'histoire monadique des organisations internationales, en insistant plus particulièrement sur les aspects organisationnels et opérationnels. Dans un deuxième temps, à partir du cheminement qui m'a amené à m'intéresser aux organisations internationales et à leur histoire, je souhaite expliciter les questions que l'adoption d'une perspective transnationale permet de poser à l'histoire des organisations internationales. J'essaierai alors de montrer que c'est pour donner des réponses à ces questions, que je crois susceptibles d'intéresser les historiens au-delà du cercle des spécialistes de relations internationales, qu'il est utile d'adopter une approche délibérément relationnelle de l'histoire des organisations internationales.

a) L'espace-temps des organisations internationales : un tissu à recoudre ?

Ma surprise face à la fragmentation des approches sur l'histoire des organisations internationales est certainement à nuancer, car inversement proportionnelle à ma connaissance de ce champ d'études dans toute sa profondeur. Néanmoins, elle alimente mon envie de travailler plus avant ce terrain, comme je vais tenter de l'expliquer rapidement en considérant trois dimensions où la perspective monadique me semble particulièrement accentuée, et l'étude des relations singulièrement négligée.

En premier lieu, c'est l'histoire des relations à l'intérieur des organisations internationales qui semble peu connue. Cette méconnaissance

prend racine dans un désintérêt qui dépasse les seuls historiens. Le « grand bâillement » que Susan Strange avait identifié comme la réaction la plus répandue des spécialistes de relations internationales quand aux modalités de fonctionnement des organisations intergouvernementales ne s'est pas encore totalement refermé.¹⁷³ Même si des signes encourageants se font sentir, notamment autour de la détermination de Michael Barnett et Martha Finnemore à étudier les organisations inter-gouvernementales de l'après deuxième guerre mondiale en tant qu'organisations bureaucratiques (voir supra). Mais que savons nous du fonctionnement des Unions Internationales, cette première génération perdue et oubliée des organisations intergouvernementales, ou bien de celui des associations scientifiques, des organisations humanitaires, des fondations philanthropiques états-uniennes ou des organisations intergouvernementales établies par le Traité de Versailles¹⁷⁴ ? Comment ont opéré ces organisations, quelle était la chaîne des responsabilités et des autorités qui présidaient à la formulation et à la mise en œuvre de leurs activités, comment ont-elles déployé ces activités à travers les espaces nationaux ? Nous n'en savons pas grand chose finalement, comme le suggère le désarroi des chercheurs qui cherchent à comprendre les mécanismes de la décision au sein de la Société des Nations, et leur soulagement quand ils rencontrent une analyse minutieuse comme celle que Patricia Clavin et Jens Wilhem Wessels ont réalisé pour son Organisation Economique et Financière¹⁷⁵. Ont été privilégiées l'étude des

¹⁷³ Susan Strange « Why do international organizations never die ? » in Bob Reinalda and Bertjan Verbeek (eds), *Autonomous policy making by international organizations*, London : Routledge, 1998.

¹⁷⁴ Malgré son titre, et le grand intérêt des contributions qu'il rassemble, l'ouvrage édité par Johannes Paulmann et Martin Geyer (eds.), *The Mechanics of Internationalism. Culture, Society, and Politics from the 1840s to the First World War*, Oxford : Oxford University Press, 2001 ne traite pas ou peu de ces questions de tuyaux et de boulons.

¹⁷⁵ « Transnationalism and the League of nations : understanding the work of its economic and financial organisation », *Contemporary European History*, 14, 4, 2005, p. 465-492. Il est intéressant de constater que la thèse de Victor Yves Ghebali, qui donne une vue précise des aspects 'techniques' et non diplomatiques du travail de la Société des Nations, de surcroît en

programmes, des prises de position des organisations, et parfois de leurs réalisations, sans que leur mode de fonctionnement n'ait été au préalable disséqué au-delà des règles formelles indiquées dans les chartes, règlements et traités. D'où nombre de généralisations rapides, lorsqu'il est question d'organisations internationales, quant aux faits, gestes et opinions « de la Société des Nations », ou « de Save the Children International » qui évacuent par pertes et profits la mécanique d'élaboration et d'énonciation de ces faits, gestes et opinions. Ceci par défaut d'intérêt quant à la manière dont fonctionnent ces organisations, une donnée pourtant essentielle si l'on veut comprendre le mécanisme des décisions, des non- décisions et des prises de position. Les historiens qui n'oseraient pas faire l'économie de la compréhension des mécanismes bureaucratiques d'un parti, d'un syndicat, d'un état, rechignent à le faire pour une organisation internationale.

Cette carence générale dans notre connaissance et compréhension des organisations internationales se manifeste de manière particulièrement aiguë pour ce qui touche à leur personnel permanent ou occasionnel : en dehors de certaines grandes figures de militants ou de dirigeants nous ne savons là encore que peu de choses des cadres ou des petites mains de l'Union Postale Universelle, des officiers de la Fondation Ford, des travailleurs de terrain d'Oxfam et des organisations humanitaires¹⁷⁶. En découle une partie de notre incapacité à comprendre les cultures communes et les clivages dans le dessin et la mise en œuvre des programmes de ces organisations. Nous avons donc

le mettant au regard de celui de l'Organisation International du Travail, ne fut jamais publiée Victor Yves Gheballi: *Organisation internationale du travail et Guerre mondiale. Le cas de la Société des nations et de l'Organisation internationale du travail pendant la Seconde guerre mondiale*, thèse de doctorat d'État, Université de Grenoble, 1975. Signe qu'un tel sujet n'était pas porteur pour un historien qui souhaitait se spécialiser dans les relations internationales.

¹⁷⁶ Des travaux portant sur la période actuelle ou récente illustrent le potentiel d'une telle approche : Jeffrey T.Jackson, *The globalizers : development workers in action*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2005; Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.

besoin d'entreprises prosopographiques ordonnées comme celle que Madeleine Herren et Sandrine Kott viennent de lancer, respectivement sur le personnel de la Société des Nations et du Bureau International du Travail. Toutefois, cette entrée par le personnel ne sera à terme capable de nous éclairer que si elle prend en considération aussi bien les employés permanents et temporaires des quartiers généraux et secrétariats internationaux que les personnels des branches régionales, ceux des bureaux locaux et les travailleurs de terrains, et si elle parvient à embrasser le large volant de travailleurs contractuels, experts et autres, qui ont gravité autour des noyaux d'employés qui bénéficièrent du statut de fonctionnaire international (sur l'histoire duquel on ne sait pas grand chose non plus, soit dit en passant). Cette entrée par le personnel sera alors certainement à même de fournir un angle d'attaque pour tenter de remédier au manque de connaissances sur les relations à l'intérieur des organisations et aux effets de leur perception comme monades. En effet, une meilleure connaissance des personnels, de leurs origines nationales et sociales, de leur formation, de leur trajectoire dans l'organisation, devrait nous permettre de mieux appréhender les rapports entre les différentes divisions administratives et fonctionnelles au sein des organisations (complémentarité, rivalité, hiérarchie symbolique et pratique, duplication de tâches, tentatives de rationalisation,...), mais aussi entre leurs échelons territoriaux et hiérarchiques : quartiers généraux, branches régionales, missions de terrain.

Ce dernier aspect du fonctionnement des organisations internationales mérite de s'y attarder un peu. En effet, c'est autant par le biais de bureaux de terrain, de délégations, voir d'une formule de régionalisation de leur organigramme que par la simple action de leur secrétariat international que les organisations parviennent à élaborer et mettre en œuvre leur programme. Pourtant, l'histoire des organisations internationales, en partie à cause de l'abondance des textes qu'elles ont produites sur leur action et en raison de

la dispersion des autres sources, est essentiellement écrite à partir des rapports produits par l'organisation, sur la base des comptes-rendus de conférences et assemblées, à travers les vues des quartiers généraux et des perceptions des hauts dirigeants de ces organisations. Cela est facile, cela est commode. Reste que nombre d'indices convergent pour insister sur la marge de manœuvre et d'initiative des structures déconcentrées : les représentants de la Fondation Rockefeller en Europe durant l'entre deux guerres avaient une considérable marge d'action et leur rôle dans la co-production des projets soumis à l'appréciation de ses décideurs (les *trustees*) était essentiel¹⁷⁷ ; les campagnes d'éradication de la variole menées par l'Organisation Mondiale de la Santé en Inde, au Pakistan et au Bangladesh prennent une autre tonalité que celle des sonorités victorieuses émanant du siège de Genève et du secrétariat de l'Eastern Mediterranean Regional Office ou du South East Asian Regional Office si l'on fait leur histoire à travers le travail de la *small pox task force* créée à Delhi et des négociations quotidiennes menées par les groupes de vaccination dans les villages¹⁷⁸. Bref, il y a là tout un tissu de relations internes à explorer pour mieux comprendre la mécanique qui permet aux organisations internationales de fonctionner, ou de dysfonctionner.

Deuxième terrain sur lequel il y aurait avantage à accentuer l'approche relationnelle : celui des interactions entre organisations internationales. En ce qui concerne les organisations intergouvernementales, leur mise en place, la création ultérieure de nouvelles agences spécialisées, la définition de nouvelles priorités et l'ouverture de nouveaux terrains d'action ont régulièrement posé la question de l'autonomie et du territoire impartis à

¹⁷⁷ Giuliana Gemelli and Roy McLeod, *American Foundations in Europe. Grant-giving policies, cultural diplomacy and trans Atlantic relations 1920-1980*, Bruxelles : Peter Lang, 2003.

¹⁷⁸ Sanjoy Bhattacharya, « Troubled Transmissions, Unexpected Outcomes : World Health Organization networks, disease control and eradication policies, and its impact on South Asia », présentation à la conférence « Social policies connected », Cambridge University/CRASSH, septembre 2008.

l'action de chacune d'entre elles. Le projet récent de 'One United Nations' suggère la récurrence de ces questions de coordination et de concurrence qui se sont posées aux organisations intergouvernementales depuis la fin du 19^{ème} siècle. Et notamment dans les années 1920 puis dans les années 1950, soit à ces moments où une nouvelle génération d'organisations nées des traités de Versailles et de San Francisco eurent à se tailler un territoire et un mandat, en jouant des épaules parmi leurs sœurs et leurs aînées. Les interactions qui en ont résulté, qu'elles se soient incarnées dans les formes de la compétition, de la coopération, et solutionnées dans des formules de division du travail ou d'annexion, sont elles vraiment connues dans leur manifestation et leur impact ? Précisément parce qu'elles se sont produites à la limite des histoires de chacune des institutions, j'ai plutôt le sentiment qu'elles sont pour l'essentiel restées hors cadre pour tous ceux qui privilégient le travail sur une institution. Pourtant, ceux qui se sont attardés sur ces questions de la définition et de la défense des domaines de compétence et de légitimité territoriales ont montré que ces problèmes ont non seulement mobilisé le temps et l'énergie des organisations, mais ont aussi contribué à la définition de leur programme d'activités, au dessin des générations ultérieures d'organisations intergouvernementales, en même temps qu'elles pesaient sur la définition des paradigmes et des modalités de l'action dans des secteurs importants¹⁷⁹. Néanmoins, les rapports entre les Unions Internationales et les organisations nées du traité de Versailles ou de la Conférence de San Francisco¹⁸⁰. les frictions entre Bureau International du Travail et secrétariat de la Société des Nations (sur les questions de lutte

¹⁷⁹ Un exemple d'étude de conflit structurel avec Jacob Darwin Hamblin, « Let there be light ... and bread: the United Nations, the developing world, and atomic energy's Green Revolution », *History and Technology*, 25, 1, 2009, p. 23-46. L'auteur y étudie les querelles de territoire entre l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

¹⁸⁰ Sur ce sujet, Léonard Laborie, « La France, l'Europe et l'ordre international des communications 1865-1969 », thèse de doctorat en histoire, Université de Paris IV, 2006.

contre la crise économique, d'hygiène et de santé publique, de logement, de droit des travailleurs, de migrations ...)¹⁸¹ ou encore les conflits entre agences des Nations Unies demeurent méconnus. Ils ont procuré des sujets de thèse pour les juristes des années 1930, des anecdotes de couloir aux initiés ainsi que des opportunités pour les journalistes et les essayistes contemporains lorsqu'il s'agit de tourner en dérision la bureaucratie onusienne, plutôt qu'ils n'ont fourni des sujets de recherche aux historiens et à leurs confrères des sciences sociales. De la même manière, les organisations non gouvernementales bataillent entre elles depuis des décennies, voir des siècles, pour définir leur territoire : l'International Council of Women, l'International Alliance of Women et l'International Women's League for Peace and Freedom se définirent en opposition l'une avec l'autre à partir de la fin du 19^{ème} siècle¹⁸², dans une série d'écarts et de schismes qui n'est pas sans évoquer la chaîne de positionnements entre le Comité International de la Croix Rouge, Médecins sans Frontières et Médecins du Monde, ou encore les postures en miroir et répons de l'International Council of Jurists, Amnesty International et Human Rights Watch durant les dernières décennies du 20^{ème}. Là encore, plus nous remontons dans le temps et moins nous en savons sur ces affrontements et de leurs enjeux (prestige, accès aux dons et aux membres, développement des programmes, reconnaissance par les gouvernements et les organisations intergouvernementales). Les féroces batailles du désintéressement nous restent obscures, et tout autant leurs modes de résolution. Ceux ci sont pourtant parfois très élaborés, à l'image de ces Yaltas géographiques ou thématiques que les *philanthropoids* états-uniens établissaient à New York autour des tables du Century Club (7 West 43th

¹⁸¹ Un sujet abordé par Anthony Endres et Grant Fleming dans *International organizations and the analysis of economic policy 1919-1950*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, et développé dans le livre à paraître de Patricia Clavin, *Bread and Butter Internationalism: The League of Nations and Economic Cooperation, 1919-1946*.

¹⁸² Leila Rupp, *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement*, Princeton: Princeton University Press, 1997.

Street) afin de tracer les frontières et les marches entre les activités des agences créées par les capitaux des Carnegie, Rockefeller ou Ford. Du fait de cette ignorance, c'est peut être un simple effet de la faible profondeur de champ des recherches sur les ONG que de voir dans leur concurrence un phénomène récent, effet de la croissance récente de leur nombre¹⁸³.

C'est aussi entre les différents types d'organisations qu'existent depuis des décennies des relations intenses et régulières. Le fait que nos approches disciplinaires ou conceptuelles isolent souvent ces types l'un de l'autre, ou que nous nous en remettions aux distinctions posées par les acteurs (au premier rang desquelles celle entre gouvernemental et non gouvernemental) contribue largement à évacuer ces relations de nos recherches. Le tissu de militants, de spécialistes et d'organisations « non gouvernementales » dont l'importance a été pointée par John Ruggie pour le système des Nations Unies (« *the third UN* »), peut pourtant, en tant que tissu social, être identifié jusque dans les dernières décennies du 19^{ème} siècle. De surcroît, les liens avec le monde des organisations nées de traités multilatéraux n'étaient pas moindre à ce moment. Que l'on prête simplement attention à la manière dont les conférences savantes ou professionnelles ont souvent été à la base de la création des Unions et Bureaux intergouvernementaux, ou la manière dont des conventions entre Etats ont donné naissance à des organisations où les gouvernements n'étaient pas représentés en tant que tels, ou encore à la façon dont les groupements civiques campent aux portes des conférences intergouvernementales non pas depuis la conférence de Stockholm en 1972 mais bien depuis les conférences de La Haye de 1899 et 1907¹⁸⁴. Ce tissu et les interactions qu'il permet se démultiplient à partir de 1919, mais ses plis

¹⁸³ Telle est la position de Philippe Ryfman, *Les ONG*, Paris : La Découverte, 2004, chapitre VI.

¹⁸⁴ Voir depuis le Congrès de Vienne (1815) si l'on veut accepter de considérer ensemble des performances isolées et des entreprises systématiques de représentation.

et replis sont déjà familiers pour nombre d'acteurs bien avant que la fondation de la Société des Nations ne fournisse une scène, des positions et des enjeux à leur activité. Suivre ces interactions conduit à remettre en cause la pertinence classificatoire de certaines distinctions, comme par exemple celle entre organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Cette dernière semble particulièrement fragile si l'on veut bien considérer d'une part le rôle joué par ces dernières lors de la création des premières ou inversement la manière dont nombre d'organisations non gouvernementales ont été créées, revitalisées ou soutenues à bout de bras par les dirigeants d'organisations intergouvernementales. Sur le premier type de relation, les fils multiples qui relient Association pour la Protection Légale des Travailleurs et Organisation Internationale du Travail sont multiples. Sur le second, les cas de figure du BIT et de l'UNESCO sont particulièrement riches en enseignements de ce point de vue, comme le suggère la pièce 20 du dossier de travaux.¹⁸⁵ Là encore, les enquêtes historiques systématiques manquent pourtant. Outre cette relation ontologique, et les synergies récurrentes entre organisations de divers types dont la thématique de la « conscience du monde » ne rend que partiellement compte¹⁸⁶, de nombreux autres liens connectent entre eux des organisations appartenant à des types érigés en catégories séparées par l'analyse des chercheurs. Il s'agit notamment de ceux qui résultent du système éprouvé de portes tournantes (*revolving doors*) par lesquels circulent entre organisations, et depuis longtemps, personnels, savoir faire, visions du monde et réseaux sociaux. Au delà des cas célèbres et souvent

¹⁸⁵ Pierre-Yves Saunier, « Borderline work: ILO explorations onto the housing scene until 1940 », in Jasmien Van Daele, Marcel van der Linden et al, *The ILO: past, present, future*, Leiden : Brill, 2009, à paraître.

¹⁸⁶ Peter Willetts (ed.) , *The conscience of the world : the influence of non-governmental organisations in the UN system*, Washington, DC : Brookings Institution, 1996). L'ouvrage est très stimulant, mais privilégie un des sens de la relation (des ONG vers les Nations Unies) et considère implicitement que les organisations non gouvernementales sont par essence du côté du « bien », ce qui est l'un des points aveugles majeurs de la littérature sur les organisations internationales.

cités (la famille Hammarskjöld, Raymond B. Fosdick, Paul Hoffman, Maurice Strong), c'est tout un ensemble de personnel de direction qui assurent une certaine continuité sociale entre types d'organisation. Le cas de Julia Henderson peut ici être rapporté comme indice de ces passerelles créées par les trajectoires professionnelles de fonctionnaires internationaux de second rang¹⁸⁷. Jeune fonctionnaire du gouvernement fédéral des Etats-Unis d'Amérique,¹⁸⁸ elle rejoint les Nations Unies à la fin des 1945 pour travailler à la mise en place administrative de l'Organisation. Elle en gravit rapidement les échelons et s'occupe successivement des affaires sociales, puis de l'assistance technique avec le rang de directeur de division –elle est alors la femme la plus haute en grade au secrétariat de l'Organisation. A sa retraite en 1970, elle est contactée par l'International Planned Parenthood Federation pour occuper les fonctions de secrétaire générale¹⁸⁹, avec pour double mission de renforcer les liens de coopération avec les gouvernements nationaux et l'Organisation des Nations Unies d'une part, et de faire évoluer la Fédération dans le sens d'une centralisation et d'une professionnalisation de l'organisation d'autre part. Ultérieurement, elle entre au conseil d'administration de la Better World Society, une fondation philanthropique fondée par le magnat de la télévision Ted Turner pour financer des documentaires sur des questions « globales ».

De tels itinéraires se retrouvent à d'autres niveaux et dans d'autres temps. En 1920, l'Office International du Travail achète fois la bibliothèque de l'Association Légale pour la Protection Légale des Travailleurs, et absorbe le

¹⁸⁷ Paula Henderson, *Around the world in 80 years. My memoirs*, 1998. Je dois à Tatiana Carayannis (United Nations Intellectual History Project) de m'avoir communiqué cette autobiographie quand je l'ai contactée au sujet d'Henderson. Cette dernière Henderson a été interviewée dans le cadre du projet d'histoire orale des Nations Unies, mais elle était gravement malade et cette autobiographie est bien plus complète que son interview.

¹⁸⁸ Au Bureau of Budget, qui était le principal centre de réflexion appliquée sur les aspects organisationnels de la *public administration*.

¹⁸⁹ Ses deux prédécesseurs étaient d'anciens hauts fonctionnaires des Nations Unies, et un de ses successeurs un ancien directeur général de l'OMS.

personnel de l'association. Pour l'entre deux guerres, Corinne Pernet a repéré de nombreuses trajectoires entre la Pan American Union et la Société des Nations¹⁹⁰. Dans les années 1920, plusieurs officiers de la Fondation Rockefeller avaient auparavant travaillé pour la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge ou la Société des Nations, et d'autres membres de la galaxie Rockefeller rejoignirent l'UNRRA puis l'OMS après la Seconde Guerre Mondiale. Des membres de l'équipe assemblée par Herbert Hoover dans ses activités de sauvetage de l'enfance pendant la Première Guerre Mondiale participèrent à l'équipe dirigeante de l'United Nations Emergency Children Fund après la Deuxième. Aujourd'hui à Genève, à New York, à Nairobi ou sur les terrains d'opération en Afrique et en Asie, on trouve un volant de main d'œuvre qualifiée mais précaire qui de contrat en contrat transite de l'UNICEF à World Organization against Torture, ou de Médecins sans Frontières à Action contre la Faim et Water Aid. Ces quelques indices pointent tout un tissu relationnel humain, professionnel, culturel et social qu'il nous faut mieux connaître dans ses variations historiques.

Partons justement de ce tissu humain pour évoquer un autre ensemble négligé de relations, celles entre générations d'organisations internationales. Les connections et comparaisons entre ces générations ne sont pas si fréquentes. Les approches en terme de « *transnational advocacy networks* » et « *social movements* » se sont parfois attachés, avec succès, à restituer l'historicité des causes qu'elles analysent et à tisser le fil des continuités créatives en matière de modalités d'action, de causes ou de formes d'organisation¹⁹¹. Mais la littérature sur les « ONG » est plus souvent prompte

¹⁹⁰ Corinne Pernet, « Transnational Histories of International Organizations and Ideas of Latin America », conférence « Towards a transnational history of international organization », UNESCO/University of Cambridge, 6-7 April 2009.

¹⁹¹ Ce souci est particulièrement remarquable chez Margaret E. Keck and Kathryn Sikkink, *Activists beyond borders : advocacy networks in international politics*, Ithaca : Cornell

à ramasser toute la période pré 1960 en une « préhistoire » peu digne d'intérêt¹⁹². Comme l'ont souligné Thomas Davies ou Béatrice Pouligny, l'étude de ce qu'on appelle la *global/transnational civil society* aurait pourtant tout à y gagner : plutôt que de chanter l'irrésistible croissance de cette dernière, se placer dans une démarche comparative ou connective qui mette en écho les développements récents avec les pratiques des associations internationales et les mouvements du milieu du 19^{ème} siècle ou du début du 20^{ème} permettrait de mettre en perspective les développements actuels¹⁹³. Du même coup, il faudrait explicitement affronter les téléologies qui fournissent leur armature aux approches du type « *global civil society* »¹⁹⁴, et faire la part entre la prescription/le vœu pieu et l'analyse objectivante. Mais le déni de contextualisation et de continuité entre générations est peut être plus frappant encore en ce qui concerne les organisations intergouvernementales. Là encore, le gouffre est la métaphore adéquate de notre ignorance quant aux continuités et ruptures entre la « génération Versailles » et la multiplicité

University Press, 1998, ou encore du côté de Sydney Tarrow, *The new transnational activism*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005.

¹⁹² Cette posture qui limite l'histoire des organisations gouvernementales à celle de la génération Amnesty International/Greenpeace/Médecins sans Frontières est particulièrement marquée dans les travaux de Philippe Ryfman (*Les ONG*, Paris : La Découverte, 2004), ou encore chez Thierry Pech et Marc Olivier Padis, (*Les multinationales du cœur. Les ONG, la politique et le marché*, Paris : Seuil, 2004). Elle fait aussi surface dans les travaux qui parlent de l'émergence récente d'une « global civil society » (Mary Kaldor, Helmut Anheier). Mais elle est totalement étrangère aux travaux de John Boli et Georges Thomas qui tentent de saisir l'activité des ONG dans le long terme (*Constructing world culture. International Nongovernmental Organizations since 1875*, Stanford : Stanford University Press, 1999). Johanna Siméant revient sur les formes et les conséquences de cette focalisation sur quelques secteurs d'activité (le « 3 + 1 ») dans Johanna Siméant, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux 'transnationaux' » dans quelques ouvrages récents »

¹⁹³ Thomas Richard Davies, « The Rise and Fall of Transnational Civil Society », Paper for the 31st Annual Conference of the British International Studies Association, December 2006 ; Béatrice Pouligny, « NGOs as transnational forces ? Beyond the myth, evolving interactions which question the political », colloque « Resilience or erosion ? The State under attack », Science Po Paris, juin 2000.

¹⁹⁴ Il s'agit notamment d'une téléologie chronologique (croissance irréversible du nombre et du rôle des organisations internationales) et d'une téléologie morale (une identité de fins et de moyens entre leur développement et le bien être de l'humanité).

des Unions et bureaux internationaux créés au cours du 19^{ème} siècle par des accords multilatéraux. A tel point d'ailleurs que beaucoup de chercheurs, historiens inclus, utilisent le terme de « première génération » pour désigner les organisations nées du Traité de Versailles, reléguant ainsi aux oubliettes ces organisations qui furent les premières à faire l'expérience de l'existence et de la pratique à travers et entre les espaces politiques nationaux. En ce qui concerne la « génération Versailles » et la « génération San Francisco », ce sont les acteurs eux-mêmes qui ont généré un effet de rupture, à travers le véritable déni de filiation que le système des Nations Unies perpétra vis à vis de son prédécesseur. Les filiations sont pourtant attestées, notamment en termes de personnel et de mission. Et de nombreux indices suggèrent que les formes d'organisation et d'action de la Société des Nations et de ses organismes ont été étudiés avec précision par les architectes et les maçons qui construisirent les édifices de l'UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Agency, 1943) puis ceux des Nations Unies et de leurs agences spécialisées¹⁹⁵. Mais ces constructeurs du nouvel ordre mondial, et plus encore les leaders politiques et fonctionnaires qui vinrent habiter ou utiliser leurs bâtiments, adoptèrent pour l'essentiel un discours public de rupture et de liquidation. Celui ci stigmatisait l'échec de la Société des Nations, incapable d'éviter la guerre et de tenir tête aux totalitarismes, et prononçait l'obsolescence de ses formes d'action et d'organisation. Peut être les historiens ont-ils trop souvent entériné ce déni de continuité, et nous gagnerions à interroger conjointement les activités des organisations intergouvernementales des années 1920-1930 et celles des années 1940 et suivantes. Le regain d'intérêt actuel pour l'histoire de la Société des Nations

¹⁹⁵ Notamment du côté du Bureau of Budget, agence rattachée à la présidence américaine, mais aussi à travers une foule de comités et autres conférences sur l'organisation de la paix à partir de 1940.

devrait fournir un contexte favorable à ce genre d'entreprise¹⁹⁶, de même que la redécouverte de l'Organisation Internationale du Travail, qui est la seule institution à avoir survécu (non sans tourments) à cette volonté de rupture qui marqua l'après deuxième Guerre Mondiale.

b) La piste transnationale : grandes questions, petites réponses

Au-delà de la surprise causée par ces constats, mon désir de tenir ensemble les différents types d'organisations internationales au moyen d'une approche relationnelle qui s'étende sur les deux derniers siècles tient clairement aux trajectoires qui m'ont amené vers l'étude des organisations internationales. C'est à partir d'une série de recherches sur des terrains spécifiques (relations inter municipales, projets de mise en circuit régionale et planétaire des pratiques et pensées de la *public administration*, histoire des circulations infirmières) que j'en suis venu à m'intéresser à un espace social en expansion à partir du début du 19^{ème} siècle, celui des organisations internationales. Il est caractérisé par la manière dont son horizon, ses fonctions et ses protagonistes se déploient entre et à travers les espaces nationaux, sous des formes variables et avec une autonomie plus ou moins affirmée (notamment par rapport aux politiques des États, aux rassemblements idéologiques et aux circuits de la production et de l'échange). Plus récemment, l'entreprise éditoriale du *Palgrave Dictionary of Transnational History* m'a fourni un point de vue sur des sujets variés mais faisant intervenir les organisations internationales et leurs interactions, et a confirmé, précisé ou infirmé certaines hypothèses en la matière. C'est au croisement de ces parcours que se définit ma piste transnationale vers les organisations internationales.

¹⁹⁶ Susan Pedersen a récemment fait le panorama de ce renouveau d'intérêt dans « Back to the League of Nations », *American Historical Review*, 112, 4, 2007, p.1091-1117. Diverses entreprises en cours ou en projet, notamment celles de Madeleine Herren et Davide Rodogno confirment ce regain.

L'armature qui sous tend mon intérêt pour les organisations internationales a été exposée en détail dans la partie précédente. Rappelons la brièvement : il s'agit d'une tentative de retrouver les tentatives de mise en ordre de l'espace des flux, dont le foisonnement est le premier défi auquel on se trouve confronté dès lors que l'on adopte une perspective transnationale qui fait porter la recherche sur les connexions et les circulations qui prennent place entre et à travers les espaces nationaux, et en subvertissent ou en renforcent les particularités et les isomorphismes. Face à l'abondance de ces liens et de ces flux, l'effarement domine d'abord : les circulations semblent aller dans tous les sens, les connexions paraissent se faire et se défaire une par une, sous l'effets de causes singulières, à mesure que la recherche progresse. Peut être qu'une condition pour les mettre au service de l'analyse historique est d'y identifier des ordres, ceux qui ont été recherchés ou établis par les acteurs pour rendre possible la préhension et l'usage des objets, références et des ressources disponibles en dehors de la sphère domestique. Il s'agit alors, pour marier les thématiques du pouvoir et de la circulation, de restituer la manière dont des circulations et connexions apparemment simples ou contradictoires prennent place dans des espaces et des projets de circulation plus vastes. C'est l'économie, la morphologie des circulations qu'il faut alors saisir pour donner leur valeur, leur sens, à ces flux et ces liens. En conséquence, il convient de prêter une attention particulière à la reconstitution des régimes ou configurations circulatoires et connectives, conçus comme les régularités qui encadrent les possibilités des acteurs, les contenus, les directions et les impacts des circulations. L'hypothèse est que les organisations internationales, aux côtés des Etats, des entreprises, ou des groupes constitués sur une base nationale, ont puissamment contribué à créer, à entretenir ou à ordonner ces configurations circulatoires et connectives dans le monde contemporain, que ces dernières aient concerné les personnes, les idées, les normes, les objets ou les capitaux.

C'est de ce cadre général que dérive mon inclination vers une approche relationnelle de l'histoire des organisations internationales. En tenant ensemble les générations, les types et les incarnations singulières des organisations internationales, selon les lignes évoquées dans la première partie de ce papier, il me semble possible de commencer à répondre aux trois grandes familles de questions que la perspective transnationale permet de poser. D'abord, une telle perspective permet de contribuer à historiciser les phénomènes d'interdépendance, d'interconnexion, de relations, d'intégration entre et à travers les sociétés et les entités qui structurent les sociétés modernes, au premier rang desquelles les États-nations. L'approche transnationale est en cela la version, adaptée à l'âge des nations, des démarches de *connected history* menées sur des horizons spatiaux et temporels différents. Deuxièmement, ceux qui adoptent une perspective transnationale y voient aussi une possibilité d'écrire autrement l'histoire des catégories de l'entendement historien holistes dont nous nous préoccupons (régions, professions, gouvernements locaux, groupes sociaux, nations), grâce à la mise en évidence de l'apport non-domestique à leur constitution et à leur fonctionnement, à travers les jeux de la comparaison, du rejet, de l'appropriation et autres modalités. Les états et les nations eux-mêmes, jusque dans des reflets et modèles déniés ou refoulés, se sont construits les uns par rapport aux autres jusqu'au cœur de leur souveraineté. Enfin, il y a, dans l'extension du regard et sa disponibilité à suivre ce qui s'étend entre, à travers et au-delà des cadres nationaux de l'histoire contemporaine, une capacité accrue à saisir et analyser des formations, des traits, des pratiques, des régularités, des institutions et des individus dont on ne saisit ni l'existence ni l'impact au terme d'une approche locale, nationale ou comparative. Ces traits, ces pratiques, ces institutions, ces individus développent leur activité en traversant les espaces nationaux, et il faut les suivre dans cette activité pour saisir leur rôle et leur impact. Ce sont là trois

questions auxquelles une approche relationnelle des organisations internationales peut nous aider à répondre. En les reprenant une à une, j'utiliserai souvent les résultats de mes propres recherches pour nourrir l'argument, mais sans m'appesantir en notes de bas de page et références : lectrices et lecteurs auront déjà fait connaissance avec les matériaux ici mobilisés, à travers le dossier de travaux joint à ce mémoire de synthèse.

Tout d'abord, il s'agit de restituer et d'évaluer le rôle des organisations internationales dans l'établissement des interconnexions et interdépendances entre nations, entre communautés, entre régions linguistiques ou culturelles dans l'histoire du monde contemporain. Et donc d'en évaluer les effets en terme d'hétérogénéisation, d'homogénéisation, de convergence ou de résistance. C'est non seulement au sein d'organisations internationales particulières, mais par le redoublement de leur action et leur continuité dans le temps que se jouent ces processus de l'établissement des règles du monde (les « *rules for the world* » de Barnett et Finnemore). On peut rappeler ici que la mise en forme d'une question « globale » de population, étudiée par Matt Connelly, est le résultat des efforts concertés d'organisations non gouvernementales, de fondations philanthropiques et d'organisations intergouvernementales. En fait, on n'aurait qu'une vision bien incomplète de ces entreprises de normalisation/universalisation si l'on en restait collé au programme d'une organisation, ou d'un type d'organisation, à un moment donné. Suivons un instant le cas des politiques de santé. Non seulement les normes et les standards en la matière ont été discutés au sein de plusieurs organisations internationales de type différent, mais encore ces organisations ont directement mis en oeuvre des politiques de santé publique, et parfois conjointement. Les initiatives liées à la santé entreprises depuis près d'un siècle par les sociétés missionnaires, les activités de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge ou du Comité International de la Croix Rouge, les financements

des différentes composantes de la philanthropie rockefellerienne, les programmes de l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration, de l'Organisation Mondiale de la Santé, de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique, de la Banque Mondiale ou des groupes comme Médecins sans Frontières ont contribué, dans des incarnations discontinues spatialement et chronologiquement, à la définition et l'installation (contestée) de savoirs, d'institutions, de techniques revendiqués comme universels, et à la mise en place d'interdépendances en matière de politiques, de budgets, de matériel et de personnel. Le résultat de ces phénomènes d'interconnexion et d'interdépendance a pu être l'homogénéisation aussi bien que la différenciation, mais dans les deux cas les organisations internationales sont un des lieux où nous pouvons identifier et analyser ces résultats dans leur tenants et leurs aboutissants. Mais à condition de considérer ces organisations dans leurs relations, telles qu'elles se font de manière régulières, routinières ou exceptionnelles. Sinon l'on passera à côté de phénomènes de co-production importants, y compris au sujet de ces icônes que sont les campagnes d'éradication des maladies, qui témoignent de l'imbrication des initiatives. Je rappelle ici pour mémoire le cas des campagnes de vaccination contre la poliomyélite, qui associent des organisations intergouvernementales (Organisation Mondiale de la Santé), des groupements associatifs (Rotary Club) et des agences gouvernementales nationales¹⁹⁷.

Ces phénomènes d'interaction me semblent tout aussi patents quand je m'intéresse aux tentatives de mettre en place une science de gouvernement à vocation universelle. Une fois la part faite aux échanges savants informels et aux entreprises d'observation et comparaison nourries par les gouvernements nationaux et infranationaux, je ne peux pas me contenter de retracer la manière dont juristes, politistes et administrateurs tentent de

¹⁹⁷ Sandrine Gousset, « Le Rotary International, une ONG humanitaire ? » in Pascal Dauvin et Joanna Siméant (dir), *ONG et humanitaire*, Paris : L'Harmattan, 2004.

porter ce projet à travers la systématisation des échanges savants en la matière (association, revue, congrès internationaux) à partir des débuts du 20^{ème} siècle. Si je veux saisir ce qui donne sa dynamique et son impact à ce groupement et à ses entreprises, et leur systématisation dans les années 1930, je dois aussi rendre compte de la manière dont ils sont alors soutenus par la philanthropie Rockefeller, qui met alors en place un programme « d'amélioration du gouvernement » qui soutient son projet général de sociétés régulées et prédictibles. Je dois aussi suivre après la Deuxième Guerre mondiale, les relations de service et de financement entre une association d'administrateurs et de savants, l'International Institute of Administrative Sciences, le programme d'assistance technique des Nations Unies et la United States Agency for International Development, le tout propulsé par la logistique financière et intellectuelle de la Fondation Ford. C'est cette relation mise en place dans les années 1950, par les effets de croisement et de renforcement qu'elle génère, qui rend possible une mise en place généralisée, en dehors de la sphère d'influence soviétique, de toute une série de principes administratifs (budget, planning, formation et classification du personnel, centralisation de l'autorité et de la direction...) dans les années 1950-1960.

La deuxième question est liée à la première, et concerne la manière dont les organisations internationales contribuent à introduire les paradigmes, références, méthodes, objets et personnels forains dans les contextes domestiques, et inversement à propulser ailleurs des éléments d'une domesticité donnée, souvent avec le projet de les universaliser. Ces éléments étrangers ont pu être reçus avec enthousiasme ou hostilité, selon les modalités de la traduction, de l'appropriation ou du rejet. Leur introduction a pu se faire sous les modalités de l'harmonisation, de la

coercition, de l'hégémonie ou de la négociation. Mais dans tous les cas l'histoire contemporaine semble riche de cas d'étude où les organisations internationales ont puissamment contribué à ces interpénétrations du forain et du domestique. Pour illustrer cela et souligner la nécessité de tenir ensemble différents types et générations d'organisations internationales, un mot au sujet de la recherche que je mène autour des « *worlds of nursing* » entre 1850 et 1950 et sur laquelle je reviens plus bas. L'objectif de cette recherche, est de rendre compte de la manière dont les soins infirmiers s'est constitué se sont constitués par une conversation à travers les frontières nationales, impériales et linguistiques en tant que profession, discipline et savoir faire. Afin de naviguer au plus près de ce cap, il faut pouvoir suivre les relations entre les grands ordres religieux catholiques et protestants, les entreprises missionnaires, les associations professionnelles d'infirmières (International Council of Nurses), les fondations philanthropiques états-uniennes, les groupements de la Croix Rouge (sociétés nationales, Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, Comité International de la Croix Rouge) et les organisations inter-gouvernementales (Société des Nations, United Nations Relief and Rehabilitation Agency, Organisation Mondiale de la Santé, Colombo Plan). A ne pas le faire, on s'expose à manquer la manière dont une configuration circulatoire du *nursing* réunissant la péninsule européenne et les neo-Europes des Amériques et des Antipodes, celle des grands ordres catholiques hospitaliers féminins, se voit attaquée au milieu du 19ème siècle par une conception « moderne » du *nursing* émanant du monde protestant mais de plus en plus colorée par un projet d'émancipation féminine, conception qui propose une nouvelle trinité : laïcisation, professionnalisation, féminisation. On manquerait aussi la rivalité féroce entre la Fondation Rockefeller et la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge dans les années 1920, lorsque ces deux organisations bataillent à travers le monde pour construire des écoles d'infirmières et donner des bourses qui doivent délimiter la

nouvelle élite professionnelle. Ou encore les escarmouches entre Ligue des Sociétés de la Croix Rouge et l'International Council of Nurses. Enfin, on passerait à côté de la manière dont les femmes qui ont porté le projet de professionnalisation des infirmières ont réussi à se tailler un domaine réservé aussi bien à la Fondation Rockefeller, à la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge ou à l'Organisation Mondiale de la Santé, tous lieux d'où elles ont tenté d'universaliser les manières d'être et d'apprendre à être infirmière. C'est en suivant les travaux et les desseins portés par ces différentes organisations internationales que l'on peut établir la manière dont les circulations et les connexions qu'elles ont créées ont mis en place, en divers lieux, des formes germaines de l'exercice du *nursing* comme profession, discipline et technique, où se retrouve une grammaire voire une syntaxe et une orthographe commune des pratiques et des conceptions. Formes dans lesquels il est très difficile de faire la part entre ce qui serait du domaine forain et du domaine domestique, d'autant plus que leur formulation est toujours, y compris dans leur espace « d'origine », branchée sur des références composites. Sans rentrer ici dans les détails, il est suggestif que l'ensemble des formes imaginées par Florence Nightingale pour édifier son projet de réforme du nursing dans les années 1850, plus tard identifié comme « anglais » et répandu comme tel dans le monde, ait puisé aux pratiques des ordres religieux catholiques et protestants en France, en Italie, et en Prusse.

Pour conclure cette partie sur une évidence, et traiter la troisième question mentionnée plus haut, l'étude des organisations internationales permet enfin de rendre particulièrement visibles quelques uns des processus, groupes ou phénomènes qui existent par-delà les espaces nationaux ou continentaux. Cela est particulièrement vrai, bien évidemment, parce que les organisations internationales sont des collectifs formels ou informels qui dans leur programme, leur financement, leurs valeurs, leur organisation ou leurs

adhérents, étendent leur activité et leur organisation par dessus les limites des nations. Une approche relationnelle de leur histoire me semble importante précisément pour comprendre comment elles sont devenues des « organisations », et ont pu développer leur aspect « international ». Certains types de relations et certains moments sont particulièrement intéressants de ce point de vue, et notamment tout ce qui dans l'action d'une organisation a consisté à limiter ou renforcer les capacités des autres dans leur propension à exister et agir en tant qu'organisations internationales. Les activités des grandes fondations philanthropiques états-uniennes en direction des associations et des organisations inter-gouvernementales sont particulièrement pertinentes sous cet aspect. Les témoins de cette relation sont aujourd'hui encore inscrites dans le paysage de plusieurs villes: le Palais de la Paix à La Haye, successivement siège de la Cour d'Arbitrage Internationale, de la Cour Internationale Permanente de Justice, de la Cour Internationale de Justice, fut financé par Andrew Carnegie, tout comme le siège de l'Union Pan Américaine à Washington ; la bibliothèque de la Société des Nations à Genève fut pour sa part construite grâce à un don de John D. Rockefeller Junior, celui là même qui fit l'acquisition puis le don du terrain sur lequel s'éleva le quartier général des Nations Unies à New York. Mais il y eut plus dans cette relation fructueuse qu'une aide à la pierre, comme le montrent les travaux de Ludovic Tournès, Katherine Rietzler ou Thomas Cayet sur les relations entre SDN et fondations philanthropiques¹⁹⁸. J'en ai rencontré trois épisodes dans ma propre recherche. Au début du 20^{ème} siècle, le Carnegie Endowment for International Peace soutient un certain nombre

¹⁹⁸ Ludovic Tournès, « La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation », Habilitation à diriger des recherches, Université de Paris 1, 2008 ; Katherine Rietzler, « From Peace Advocacy to International Relations Research: The Transformation of Transatlantic Philanthropic Networks, 1910-1930 », conférence « Transnational Networks of Experts and Organizations (c.1850-1930) », Genève, septembre 2009 ; Thomas Cayet, « Organiser le Travail, Organiser le Monde. Etude d'un milieu international d'organiseurs-rationaliseurs durant l'entre-deux-guerres », thèse de doctorat d'histoire, Institut Universitaire Européen de Florence, 2005.

d'organisations pacifistes aux Etats-Unis et en Europe. Une bonne partie de ce soutien va à l'Union des Associations Internationales, que les belges Paul Otlet et Henri La Fontaine tentent d'ériger en centre organisateur de l'internationalisme par coordination des activités de nombreuses associations internationales dans les domaines de la documentation, de la science ou des technologies. Dans les années 1920-1930 la Fondation Rockefeller permet à l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations, à son Organisation Economique et Financière et à l'Institut International de la Coopération Intellectuelle de développer leurs activités (notamment en ce qui concerne la création de vastes réseaux d'information sanitaire et économique par les deux premières). Dans le même mouvement, et en pensant à un rattachement possible de ce noyau à la SDN, le Spelman Fund of New York fournit à trois associations internationales (Union Internationale des Villes, Institut International des Sciences Administratives, Federation International de l'Habitation et du Logement) les moyens financiers et la logistique intellectuelle d'un secrétariat commun à Bruxelles. Les associations internationales ainsi accompagnées entre 1933 et 1940 furent mises à mal par le conflit, durant lequel, comme bien d'autres, elles furent mises au service des projets nazis de *Neue Europa*. Poursuivant une réflexion engagée pendant le conflit lui-même, les représentants de la Public Administration Clearing House entreprirent, dès 1944 et la libération progressive de l'Europe occupée, d'aider à la reconstruction de ces associations internationales pour continuer le travail commencé avant la guerre. Cela consista d'abord à les réorganiser, puis à poursuivre les changements amorcés dans les années 1930 (développement de la recherche, augmentation des services aux membres, extension des publics en dehors de l'espace européen et nord atlantique, mise en place d'une direction salariée et experte, rupture avec les contextes et individus fondateurs). Un des objectifs prioritaires est d'établir des liens forts de collaboration entre ces associations et les nouvelles

institutions intergouvernementales. Dans les années 1950, une bourse pluri annuelle de la Fondation Ford permet au bureau de New York de la Public Administration Clearing House de reprendre ce travail d'organisation, et de lui ajouter une dimension de conseil et de représentation mise au service de tout un ensemble d'associations internationales, dans le but de les intégrer au système des Nations Unies. L'entreprise semble avoir été couronnée de succès. Les diverses associations concernées organisèrent de plus en plus leur travail par commissions thématiques permanentes, véritables groupes de recherche qui fonctionnent en contact avec les organisations intergouvernementales; elles travaillèrent à leur expansion en direction de l'Afrique et de l'Asie; certaines transfèrent leur siège de Bruxelles vers les Pays-Bas, et s'installèrent de nouveau dans des quartiers généraux communs ; elles se virent reconnaître très tôt des statuts consultatifs auprès de l'Economic and Social Council des Nations Unies (ECOSOC) ou de l'UNESCO, et signèrent des contrats de coopération avec les agences des Nations Unies. Leur évolution suivit le chemin énoncé par Charles Ascher, au service de la Public Administration Clearing House depuis les années 1930, chargé de la mission de reconstruction dans l'Europe de l'après guerre, et désormais directeur du bureau new yorkais de la Public Administration Clearing House, installé à quelques encablures du nouveau bâtiment de l'ONU. Ascher, ancien directeur adjoint de l'UNESCO, animateur de la Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with the United Nations, représentait nombre d'associations internationales auprès de l'ECOSOC et d'autres organisations intergouvernementales. Il était aussi, fréquemment, membre officiel ou officieux de leurs organes exécutifs. Ascher exprima clairement les directions de son travail sur les associations internationales : il s'agissait de transformer des rencontres d'hommes de bonne volonté en Organisations Internationales non Gouvernementales aptes à collaborer techniquement avec les organismes intergouvernementaux sur

leurs terrains respectifs. Ainsi les associations régénérées pourraient fournir aux organisations intergouvernementales appui, compétence et expertise en dehors des contraintes nationales de tous ordres, et contribuer à l'efficacité du système des Nations Unies pensé comme matrice d'un possible gouvernement international. Là encore, c'est en suivant les interactions établies ou recherchées entre des organisations spécifiques, entre des types d'organisation et entre des générations d'organisations que l'on peut saisir un tel dessein.

Deux publications, jointes au dossier de travaux, ont commencé de mettre à l'épreuve ces pistes¹⁹⁹. Dans la pièce 22, je mobilise mes matériaux urbains pour réfléchir aux interactions entre Bureau International du Travail et associations internationales, au moment où le Bureau tente d'élargir l'agenda de l'Organisation Internationale du Travail en direction du logement. On y voit la manière dont les dirigeants et employés du Bureau travaillent à faire exister « l'opinion publique internationale » dont ils ont besoin pour assurer l'existence même de l'Organisation Internationale du Travail et l'élargissement de sa mission. Pour ce faire, ils soutiennent ou suscitent l'activité d'associations internationales dans le secteur du logement dans lequel le Bureau souhaite intervenir. Dans la pièce 23, je tente un survol de la littérature sur les ONG dont le programme, le financement ou l'organisation se déploie à travers plusieurs espaces nationaux, afin de pointer les questions qu'une perspective transnationale peut aider à prendre en compte. Par ailleurs, ce questionnement sur l'histoire des organisations internationales est mis en œuvre dans l'exécution de mon projet « empirique », autour des mondes infirmiers.

¹⁹⁹ Voir aussi, sur un registre plus réactif, « Henry Dunant relooké », *Vingtième Siècle*, 95, 2007, p. 264-267.

2. Les mondes infirmiers 1850-1950

Mon intérêt pour l'histoire des soins infirmiers, outre ce qu'il doit aux circonstances, m'a plongé dans un riche filon historiographique : revues, associations, centres de recherche labourent l'histoire du *nursing* depuis plusieurs années. Le ressort de ces travaux récents a été fourni en premier lieu par un souci précis de rendre compte de l'histoire du métier d'infirmière et de son évolution dans une perspective d'affirmation de la profession²⁰⁰, y compris par la célébration de certaines grandes figures²⁰¹. Mais ils ont aussi été nourris par les interrogations sur le travail des femmes dans une perspective d'histoire des femmes²⁰², puis du genre²⁰³, ou en suivant des pistes d'histoire politique²⁰⁴ ou d'histoire de la santé publique²⁰⁵. Une veine,

²⁰⁰ Anne Marie Rafferty, *The politics of nurse education 1860-1948*, Ph D, University of Oxford, 1992 ; E.C Lagemann, ed, *Nursing history : new perspectives, new possibilities*, New York : Rockefeller Archive center/Teachers' College Press 1983. A noter au passage que le combat pour l'affirmation professionnelle à la fin du 19^{ème} siècle passa par l'écriture, par deux des principales figures de ce travail de définition professionnelle, d'une monumentale histoire du *nursing* (Adelaïde Nutting and Lavinia Dock, *A history of nursing : the evolution of nursing systems from the earliest times to the foundation of the first English and American training schools for nurses*, 1907-1912, 4 volumes. L'ouvrage fut traduit en allemand par Agnes Karl, représentante de l'association des infirmières allemandes au sein de l'International Council of Nurses, association dans laquelle Dock tenait un rôle moteur (*Adelaïde Nutting und Lavinia Dock Geschichte der Krankenpflege : er Entwicklung der Krankenpflege- Systeme von Urzeiten bis zur Gründung der ersten englischen und amerikanischen Pflegerinnenschulen* , Berlin : D. Reimer, 1910-1913.

²⁰¹ On pense immédiatement aux innombrables travaux sur Florence Nightingale, mais l'identification de « pionnières » et de « fondatrices » est aussi sensible autour de figures nationales. Voir pour la France René Magnon, *Léonie Chaptal (1873-1937) : la cause des infirmières*, Paris : Ed. Lamarre, 1991.

²⁰² Yvonne Knibiehler et al., *Cornettes et blouses blanches : les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Paris : Hachette, 1984.

²⁰³ Shula Marks « The Gender Dilemma in Nursing History: The Case of the South African Mine Hospitals », Seminar delivered in Oxford Brookes University, December 2000; Catherine Burns, « *A Man is a Clumsy Thing who does not Know How to Handle a Sick Person* : Aspects of the History of Masculinity and Race in the Shaping of Male Nursing in South Africa », *Journal of Southern African Studies*, 24, 4, 1998, p. 695-717.

²⁰⁴ Katrin Schultheiss, *Bodies and souls : politics and the professionalization of nursing in France, 1880-1922*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2001.

plus récente, cherche à identifier les phénomènes d'importation et d'exportation dans les développements nationaux des filières professionnelles et éducatives vouées aux soins infirmiers²⁰⁶. Et des travaux ont commencé de replacer ces études « à partir » d'un pays au sein de systèmes plus vastes²⁰⁷. Même si ce genre de travaux n'a pas encore acquis droit de cité²⁰⁸, c'est autour d'une préoccupation similaire que je rejoins ce milieu de recherche.

Le point de départ en est l'inscription du secteur des soins infirmiers dans le « domaine social ». C'est à dire dans cette sphère en développement dans les sociétés européennes et nord américaine à partir de la première moitié du 19^{ème} siècle, et au sein de laquelle s'affairent institutionnels, savants, militants et administrateurs pour imaginer et mettre en œuvre des formules capables de définir et d'ordonner cette zone de comportements entre le privé et le public, l'individu et l'État. L'hypothèse que je formule est que, à l'instar d'autres savoirs et professions du domaine social, dont on peut observer l'individualisation durant les décennies suivantes (urbanisme, sciences sociales, statistique), le secteur des soins infirmiers se développe sur la base d'une conversation incluant différents espaces sociaux, politiques et

²⁰⁵ Voir à ce sujet les contributions rassemblées par Lion Murard et Patrick Zylberman dans le numéro spécial de *Studies in History and Philosophy of Science*, 31, 3, 2000, ou les passages sur les infirmières dans Anne-Emanuelle Birn. *Marriage of convenience: Rockefeller international health and revolutionary Mexico*, Rochester : University of Rochester Press, 2006.

²⁰⁶ Aya Takahashi, *The Development of the Japanese Nursing Profession: Adopting and Adapting Western Influences*, London and New York: Routledge, 2004 ; Luiz Antonio de Castro Santos et Lina Rodrigues de Faria, « A Cooperação Internacional e a Enfermagem de Saúde Pública no Rio de Janeiro e São Paulo », *Horizontes*, 22, 2005, p.123-150; Erik Ingebritsen, « The Continuation of Revisionism with Other Means: Rockefeller Foundation and Public Health in Hungary, 1920 – 1941 », Ph D thesis, Technological University of Trondheim, 2007; Sonia Grypma, *Healing Henan: Canadian Nurses at the North China Mission, 1888-1947*, Vancouver: University of British Columbia Press, 2008.

²⁰⁷ Sioban Nelson, *Say little, do much. Nursing, nuns and hospitals in the nineteenth century*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2001 ; Anne Marie Rafferty, « Internationalizing nursing education during the interwar period » in Peter Weindling (ed.), *International health organizations and movements 1918-1939*, Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

²⁰⁸ Voir leur absence dans le livre panorama récemment édité par Susan McGann et Barbara Mortimer Susan McGann et Barbara Mortimer (eds.), *New Directions in History of Nursing*, London : Routledge, 2004.

culturels : nations, continents, régions, ensembles religieux²⁰⁹. Entre infirmières, médecins, administrateurs d'hôpitaux, et au sujet du travail, du rôle et de la formation des infirmières, un vocabulaire commun est disputé, des ressources symboliques et matérielles échangées, des solutions pratiques confrontées, des manières de faire appropriées ou rejetées. Pour capturer ces manifestations, leurs protagonistes, les projets qu'ils portent et repérer les formes du *nursing* qui en découlent, je me propose donc de tenter de reconstituer les régimes circulatoires et connectifs des mondes infirmiers à travers leurs diverses incarnations: activités du monde associatif, marché du travail, formation à l'étranger, contribution des acteurs forains à la mise en place de secteurs infirmiers domestiques, usages des références étrangères (notions, techniques, matériel) dans différents contextes, programmes d'organisations internationales....

Pour travailler autour de cette hypothèse, je me propose d'opérer six coupes chronologiques qui s'échelonnent entre 1850 et 1950. Elles permettent de couvrir une période d'un siècle, et de prendre à bord différents événements et contextes.

-La première de ces coupes examine la situation qui s'est développée autour du milieu du 19^{ème} siècle, avec la définition systématique de systèmes de formation et d'exercice du soin des malades, à l'hôpital et à domicile (malades pauvres et malades riches, dans un cadre général en évolution ou l'hôpital devient un lieu où l'on peut être soigné dans le cadre d'un service payant). Ces efforts de définition prirent place sur plusieurs sites, et plus particulièrement en Europe. A cause de la volonté de leurs fondateurs et fondatrices de mener des actions systématiques de promotion bien au-delà

²⁰⁹ Je renvoie à la pièce 19 du dossier de travaux pour de plus amples développements sur cette hypothèse,

de leurs sites d'origines et de leurs espaces nationaux, trois de ces lieux eurent une importance particulière: l'école des diaconesses de Kaiserwerth en Prusse (banlieue de Düsseldorf), l'Ecole de la Source à Lausanne en Suisse et l'école de l'Hôpital Saint Thomas à Londres (Angleterre). Trois initiatives étroitement liées par des relations d'observation et de compétition, bien qu'elles participent toutes d'un « projet de salut » lié au Réveil protestant. Trois initiatives que le Pasteur Fliedner, la Comtesse Valérie de Gasparin et Florence Nightingale vont faire essaimer à travers l'Europe, les Amériques, les empires coloniaux et les circuits missionnaires. Là, ces différentes manières de penser le rôle social, la formation, l'utilisation de l'infirmière participent à une redéfinition de l'hôpital et du soin à domicile, en même temps qu'elles s'incarnent dans de nouvelles écoles. Toutes ces entreprises permettent de suivre de manière précise les jeux de l'adaptation, de l'appropriation, de l'imposition ou du rejet qui rythment l'expansion ou les reculs de ces trois grands projets, en particulier dans la manière dont ils rencontrent les formes instituées du soin non-médical, au premier rang desquels celles pratiquées par les ordres hospitaliers catholiques. Ceux ci, pour les plus importants d'entre eux, comme les sœurs de la Sainte Croix ou les sœurs de la Charité, vivaient déjà sur des tempos qui traversaient pays et continents, mais sans avoir commencé de réfléchir sur la formation systématique de leurs membres.

-La deuxième tranche est à cheval sur les 19^{ème} et 20^{ème} siècles. C'est un moment important dans l'affirmation d'un projet professionnel basé sur la laïcisation, la féminisation et la spécialisation. C'est le moment où les porteuses de ce projet affichent leur volonté de rupture avec les formes religieuses, gratuites et subalternes du soin infirmier, au nom de l'émancipation de la femme que rend possible la possession d'une compétence certifiée. Ce qui est particulièrement remarquable dans la perspective qui m'intéresse, c'est que les groupements d'infirmières qui

portent ce projet émancipateur (en termes de genre, de statut social et de condition professionnelle) le font en s'appuyant mutuellement, à travers les limites des espaces nationaux et de leurs règles législatives, éducatives ou culturelles. Non pas que cette émancipation soit au centre de toutes les écoles d'infirmières dont le nombre explose à ce moment, dans un contexte de médicalisation et de commercialisation de l'hôpital d'une part, et de développement de la médecine préventive d'autre part. Mais, aussi bien du côté de celles qui travaillent à faire advenir un itinéraire professionnel féminin autonome et permettant l'accès aux responsabilités, que de ceux qui voient dans le travail de l'infirmière une contribution ancillaire au fonctionnement de l'hôpital et à l'exercice de la médecine, c'est bien à travers l'observation des réalisations étrangères, la traduction des manuels, la référence aux succès et défaites des émules et homologues dans d'autres pays et espaces que tous et toutes mènent leurs stratégies de conviction et d'institutionnalisation, de subversion et de résistance. Cela est particulièrement remarquable dans la manière dont les groupes d'infirmières qui se revendiquent du « modèle Nightingale » font l'impasse sur leurs différences dans l'entendement et l'adaptation de cette formule matricielle, afin nourrir leurs combats nationaux pour la reconnaissance professionnelle, leurs entreprises d'enseignement et leurs pratiques de soins par un appui sur ce référentiel commun et leurs expériences respectives. Cette intégration des horizons et des références se traduit notamment par la fondation, en 1901, de *l'International Council of Nurses*, qui adopte une position « universalisante » au regard de la fonction de l'infirmière en tant que femme, soignante et professionnelle. Sans être organisées en un groupement semblable, d'autres conceptions existent néanmoins et se confrontent avec ce projet conquérant (notamment du côté des infirmières catholiques religieuses et non religieuses, ou parmi les syndicalistes du travail hospitalier). Par ailleurs, ce moment chronologique est celui de la confrontation du projet émancipateur au terrain impérial. Là,

notamment en Asie où dispensaires, hôpitaux et écoles d'infirmières pour les locaux forment un triptyque largement répandu dans les sites missionnaires protestants, le projet émancipateur féminin doit accommoder ses ambitions aux conditions de la projection impériale faite de violence et de domination, et à d'autres contextes en matière d'éducation et de statut des femmes.

-Le troisième site chronologique d'observation gravite autour de la Première Guerre mondiale. A l'occasion du conflit, les opérations militaires et les initiatives civiles amènent des milliers d'infirmières canadiennes, britanniques, australiennes et américains sur les théâtres d'opération (au double sens du terme). Dans les hôpitaux militaires, dans les dispensaires anti-tuberculeux, dans les institutions qui en contrôlaient la marche et l'évolution, la guerre fut l'occasion d'une gigantesque confrontation de savoir faire, de normes professionnelles, de manières de se comporter. D'abord en France, en Italie, en Angleterre, puis avec la fin du conflit en Belgique ou dans les pays de l'Alliance vaincue, cette confrontation ne se développa pas seulement au gré des circonstances et des rencontres. Des organisations américaines, au premier rang desquelles la Croix Rouge Américaine et la Commission Rockefeller pour la Prévention de la Tuberculose en France, lancent des programmes de formation de personnel féminin, autour de leurs activités de protection de l'enfance et de lutte contre la tuberculose. Ceux qui les inventent sont au cœur d'un travail qui les érige simultanément en traducteurs, intermédiaires, conquérants et négociateurs pour mener à bien leur entreprise, et le contexte est donc particulièrement propice pour étudier leur travail. De surcroît, le premier conflit mondial fut aussi l'occasion de l'élaboration d'une image publique de l'infirmière, et d'une image à usage interne pour la profession elle-même. Le rôle de l'infirmière dans la prévention des fléaux sociaux, la reconnaissance par les médecins et le public de l'efficacité d'une formation spéciale, l'image de l'infirmière en uniforme blanc

orné d'une croix rouge et vouée aux valeurs de sacrifice et de compassion, le statut iconique de figures comme celle d'Edith Cavell devaient par la suite former autant de touches d'un clavier d'atouts et de contraintes dont les infirmières, leurs organisations et leurs soutiens surent jouer pour faire leur place.

-La quatrième coupe prolonge la précédente. Dans les années 1920-1930, elle permet d'assister à la cohabitation entre diverses entreprises qui tentent de construire sur ce faisceau d'opportunités qui a résulté de la Première Guerre Mondiale, et de ses suites (difficultés sanitaires de l'Europe en reconstruction). Toutes se donnent pour mission d'établir des standards pour l'éducation, la représentation professionnelle et l'exercice en matière de soins infirmiers. La Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, la Société des Nations, le Comité International de la Croix Rouge, la Fondation Rockefeller, le Conseil International des Infirmières s'embarquèrent alors dans des entreprises de grandes ampleur : enquêtes sur la situation du *nursing* dans de nombreux pays, création de cours internationaux, mise en place d'écoles en Europe, en Asie et dans les Amériques, montée en puissance de programmes de bourses internationales de formation et de perfectionnement, réflexion sur des cursus-types, tout cela participe de tentatives qui visent à mettre en place un type d'infirmière dont la pertinence aurait dépassé les contraintes de contexte. Mais ces tentatives, convergentes sur la finalité, divergèrent souvent sur les modalités. La cohabitation ne fut pas de tout repos, et les différentes institutions qui portèrent ces tentatives se situèrent l'une par rapport à l'autre dans des rapports à la fois antagoniques et coopératifs. Les infirmières elles-mêmes, au travers de leur multipositionnalité, contribuèrent à faire fonctionner l'ensemble en système où les tensions sont intégrées dans le fonctionnement même de l'ensemble.

-Un cinquième nœud permet d'examiner la situation à travers les circonstances de la Deuxième Guerre mondiale et de la constitution d'un nouvel ordre international marqué par le début des indépendances, l'affrontement entre les blocs et l'avènement d'une nouvelle génération d'organisations intergouvernementales. La noria des infirmières expertes est à peine interrompue par la guerre : elle recommence avec l'United Nations Relief and Rehabilitation Agency sur les pas des armées alliées dans leur reconquête de l'Europe et de l'Asie, dans les zones de l'Allemagne occupée, dans le Japon dirigé par les General Headquarters of the Allied Forces et puis, très vite, dans l'Inde indépendante. De nouveaux protagonistes (Organisation Mondiale de la Santé, Colombo Plan) s'ajoutent aux anciens (Fondation Rockefeller, Croix Rouge), les bassins circulatoires s'ajustent aux circonstances (fermeture de la Chine après la chute du gouvernement nationaliste) mais une étude plus fine révèle des grandes continuités de personnel, de mode opératoires, et d'horizons d'attente (notamment sur la question de la formation des élites infirmières). La nouveauté est peut être ailleurs : les orientations du marché non domestique du travail, pour les infirmières, commencent alors à s'inverser. Depuis le milieu du 19^{ème} siècle, les flux de main d'œuvre allaient en général de l'espace atlantique vers le reste du monde, avec des segments spécialisés par espaces linguistiques (le monde anglophone), politiques (l'Empire britannique) ou géographiques (la zone américano-canadienne). Les années 1950, au-delà des flux élitistes composés des infirmières occidentales qui partent conseiller et enseigner en Asie, en Amérique Latine et en Afrique, enregistrent l'émergence des migrations massives qui caractérisent aujourd'hui le marché du travail infirmier : de la Jamaïque vers la Grande Bretagne, des Philippines et de la Corée vers les Etats-Unis, de l'Inde vers les pays du Golfe.

Ces cinq coupes seront rendues opérationnelles de manière différente. Parfois, le travail consistera essentiellement à mettre en résonance et ré assembler des travaux existants (notamment en ce qui concerne la première tranche), à d'autres occasions il prendra la forme d'une recherche originale multi sites (pour la quatrième en particulier), et le plus souvent on devrait avoir recours à une combinaison de ces activités de seconde et de première mains. Ce projet, comme je l'ai dit plus haut, a commencé à prendre forme en 2005-2006. Cependant, c'est véritablement depuis le milieu 2008, après l'achèvement du *Palgrave Dictionary of Transnational History*, que j'y ai consacré plus de temps. Cela s'est traduit par un certain nombre de brèves visites aux dépôts d'archives genevois (Fédération des Sociétés de la Croix Rouge, Comité International de la Croix Rouge , Organisation Mondiale de la Santé, Conseil International des Infirmières), lausannois (École de la Source), new yorkais (New York Public Library, Special Collections de Columbia University) et londoniennes (London Metropolitan Archives, King's College). Le tout en mettant à profit des invitations à prendre part à des colloques ou à intervenir dans un cours. Il me faut maintenant trouver des solutions de financement pour entreprendre une exploitation systématique et raisonnée des fonds repérés.

Parce que plusieurs occasions se sont présentées de pouvoir travailler autour de ce protagoniste des circulations infirmières, et parce que son histoire m'était déjà un peu familière, j'ai plus avancé dans le travail sur une plate forme d'observation particulière, celle du programme de *nursing* développé par la Fondation Rockefeller. D'une part, en travaillant avec Ludovic Tournès sur les aides accordées par la Fondation aux réorganisations de la formation médicale et infirmière à Lyon entre 1917 et 1940. Notre collaboration a donné lieu à un article qui constitue la pièce 24 du dossier de publication. Nous nous y livrons à une lecture fine du rôle de la Fondation Rockefeller auprès de la Faculté de Médecine et l'Ecole d'Infirmières et d'assistantes

sociales de Lyon, entre 1917 et 1940. Plutôt qu'une lecture en terme de transferts ou d'impositions, cet article propose d'approcher la relation entre donateur et récipiendaire en termes de transactions, de négociations, d'appropriations, et met en valeur le caractère de *joint venture* de ces programmes, tout en faisant le point sur les résultats obtenus par les différentes parties prenantes. Nous y avons eu le souci de contextualiser ces programmes d'aide, de mettre en lumière l'existence de références communes qui créent les possibilités de l'accord entre les partenaires, de souligner les clivages au sein de l'appareil philanthropique, de saisir les projets et les ruses des receveurs autant que celles des donateurs. D'autre part, en grande partie parce que le Centre d'Archives Rockefeller propose des bourses de recherche, j'ai pu me rendre à plusieurs reprises à Tarrytown, où le centre est localisé, et commencer une reconstitution systématique du développement du programme de *nursing* au sein des différentes structures de la Fondation. En une vingtaine de jours, étalés sur deux ans, le matériel que j'y ai consulté a suscité assez d'impressions et d'hypothèses pour voir comment organiser le travail à venir, et j'en donne un aperçu ci dessous.

Il faut d'abord revenir sur l'histoire organisationnelle des activités en matière de *nursing* au sein de la philanthropie rockefellerienne. Elles se développent en effet en ordre dispersé, pendant une quinzaine d'années (1915-1930), sous l'égide de plusieurs des organisations qui composent la flottille philanthropique de la famille Rockefeller (la Fondation et ses différentes divisions ; l'International Health Board ; le Laura Spelman Rockefeller Memorial ; le Peking Union Medical College). En conséquence, parler de « programme » au singulier est un raccourci qui élude la manière dont les orientations résultent d'une somme de petites décisions, souvent contradictoires et conditionnées par les batailles de plus en plus intenses entre les parties prenantes. Si chacune n'a pas sa propre conception du

nursing, lequel n'est que rarement une de leurs activités primordiales, des options assez tranchées sont néanmoins énoncées à plusieurs reprises : pour certains, le *nursing* est subordonné à la médecine tant sur son versant hospitalier que dans les activités d'hygiène publique ; pour d'autres, il incarne un savoir spécifique, dont la relation au savoir médical n'est pas irrémédiablement subalterne, et dont la destinée est de fournir aux femmes une voie d'affirmation sociale et professionnelle. Ces options sont d'autant plus importantes qu'en dépit des réorganisations « centralisatrices » qui prennent place entre 1927 et 1931, les différentes composantes de l'édifice rockefellerien conservent une grande marge de manœuvre. Cela est encore plus vrai pour ce qui concerne les *officers* (=les personnels salariés qui ont la responsabilité d'une action, d'un programme ou d'une subdivision), notamment ceux qui représentent la Fondation sur le terrain (en Europe, en Chine, en Amérique Latine). Ces *officers* disposent de fonds d'amorce dont ils peuvent user sans consulter le quartier général de New York. Bien que les sommes engagées ne soient pas importantes au regard du budget général de leur organisme, et qu'elles puissent paraître ridicules au regard des standards états-uniens, la taux de change du dollar est tel qu'en en Europe ou en Asie elles ont un impact considérable. Elles permettent de lancer des actions, de donner de l'élan à une nouvelle institution, d'en assurer le fonctionnement général sur quelques années ou de lui faire passer un cap difficile. Pour saisir l'équilibre des puissances, les ressorts « internes » de l'implication des organismes rockefelleriens dans le monde du *nursing*, il faut donc plonger dans les dossiers de projets, par pays, par ville, par institutions, éplucher les *diaries* des *officers* (=les journaux de bord où ils consignent le détail de leurs activités à destination de leur équipe et de leur hiérarchie), suivre les échanges entre les *officers* (notamment ceux qui travaillent en Europe et qui sont les plus indépendants) et le siège new-yorkais, consulter la correspondance « entre bureaux » – c'est à dire entre les divisions de la

Fondation, assister aux combats pour les ressources et la prééminence dans les conférences régulières des grands barons de la philanthropie rockefellerienne. Ce n'est pas là la solution la plus économique, car cette philanthropie rockefellerienne est touffue et ses arcanes difficiles à suivre. Il faut pourtant éviter la tentation d'un travail à moindre frais qui se base sur les « grandes sources » qui témoignent de l'activité de la Fondation. En effet, les sources les plus visibles comme les rapports de la Fondation, les grands memoranda et les plans pluriannuels ne donnent accès qu'à des conclusions momentanées et parfois déclamatoires, dont l'élaboration et l'énonciation participent de logique de positionnements et de rapports de force internes et externes qui ne sont pas explicités. De surcroît, l'autonomie relative des *officers* autorise l'existence ou le maintien d'activités qui contredisent éventuellement les priorités définies par ces grandes directives ou les orientations affirmées dans les rapports annuels.

Cette observation détaillée permet aussi de préciser quelques points préliminaires de style et de substance en ce qui concerne les activités des organisations rockefelleriennes en matière de *nursing*. Ce qui m'a frappé en suivant la genèse et l'exécution des diverses activités en la matière, c'est l'interpénétration entre activités « domestiques » développées aux Etats-Unis et activités « étrangères ». Celle-ci est très forte. Pour le *nursing*, comme d'ailleurs en matière de sciences sociales, de médecine, ou de sciences naturelles, on n'a pas affaire ici à une simple procédure de transfert et d'exportation d'un « modèle américain » sur des « contextes locaux ». La connaissance, l'interprétation, les interactions, les contributions de ces contextes ont contribué à la formulation même des principes qui sont appliqués par les groupes rockefelleriens pour définir leurs activités. Le *nursing* américain lui-même avait d'ailleurs grandi sur un assemblage de particules émises par les foyers nightingaliens, les ordres religieux catholiques et protestants, et dans un marché du travail marqué par la présence des

nurses canadiennes, britanniques ou européennes. Ce caractère composite ne se dément pas entre 1915 et 1930. A ce moment, c'est de manière simultanée et le plus souvent interconnectée que se mènent en Europe, en Chine et dans les Amériques, les réflexions sur l'enseignement, la pratique et l'exercice professionnel infirmier. Cela ne signifie pas que toutes les parties prenantes soient de force égale : certaines figures du *nursing* nord-américain tiennent alors le haut du pavé et donnent le tempo, notamment parce qu'elles s'appuient sur des organisations puissantes, celles qui leur sont propres (associations professionnelles) ou celles où elles ont créé leur niche (Fondation Rockefeller, Ligue des Sociétés de la Croix Rouge). Mais elles font alliance, à la faveur de démarches spécifiques ou de complicités objectives, avec des infirmières qui travaillent dans des institutions, des régions, des pays différents. D'autant plus que le projet qu'elles portent, celui de la mise en forme d'une figure féminine et professionnelle ubiquiste, les contraint à être attentives aux particularités et à mener un travail minutieux d'universalisation par la conviction, l'imposition ou l'adaptation. Les organisations rockefelleriennes, de par leur agilité dans la décision et l'action, et à cause des moyens financiers et humains qu'elles peuvent déployer rapidement, sont au cœur de ces procédures d'assemblage, comme plate formes et comme acteurs : leur activité s'étend sur plusieurs continents, leur personnel est capable de confronter des expériences développées dans des contextes très différents, leurs interlocuteurs et interlocutrices leur fournissent une gamme d'information sans égale. C'est sur cette confrontation au contexte, aux différentes situations que rencontrent les émissaires rockefelleriennes, que je terminerai.

Sur le style de leur action, ce qui frappe c'est la présence des infirmières elles-mêmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions rockefelleriennes dans ce domaine, à la fois à titre individuel et par le biais de leurs associations professionnelles. Si les médecins et les administrateurs

hospitaliers et de santé publique prennent part aux premiers groupes de réflexion qui tentent de dessiner les lignes des activités en matière de *nursing*, ce sont bien vite des infirmières, pour l'essentiel nord-américaines, qui s'emparent des positions clés. Celles où se définissent, se mettent en œuvre et s'évaluent les activités de la « machine à donner » mise en place par John D Rockefeller Senior et ses descendants. C'est dans ce cadre qu'est formulé un modèle standard du *nursing*, dont l'élaboration aux Etats Unis incorpore les formulations tentées à l'étranger, notamment pendant la Première Guerre mondiale : formation spécifique de niveau post-secondaire, protection du diplôme, enseignement pratique et théorique polyvalent touchant aussi bien à la pratique en milieu hospitalier qu'aux activités de santé publique, monopole féminin des fonctions éducatives et de direction. Ainsi, dans le cadre de ce qui est longtemps le seul secteur de la philanthropie rockefellerienne où des femmes arrivent à des positions de responsabilité, elles travaillent à promouvoir l'autonomie d'une profession, d'une formation et d'un métier féminin. Non pas d'ailleurs qu'elles partagent exactement la même orientation sur les moyens d'y parvenir. La tension est bien palpable entre deux grandes orientations susceptibles d'orienter les développements domestiques et forains du *nursing*. L'une privilégie la mise en place d'une filière professionnelle d'élite régulée par des standards stricts de formation et d'exercice, dotée du prestige social que confèrent son rôle social, son autonomie, le niveau éducatif et social des recrues visées, et une éducation spécialisée de niveau universitaire. L'autre est plus attentive aux particularités de chacun des contextes, et aux adaptations nécessaires pour pouvoir former, le plus souvent possible, des personnels féminins de santé compétents et nombreux. Dans ce « moment rockefellerien » de l'histoire du nursing, je me propose de creuser trois aspects susceptibles de nourrir l'enquête sur les mondes des soins infirmiers :

-la définition du modèle standard : il s'agit là de tenter d'aller plus loin que les assignations nationales, qui aboutissent à l'attribuer aux « infirmières américaines » ou à y retrouver « l'influence anglaise ». Le Committee for the Study of Nursing, mis sur pied en 1918 par la Fondation à l'instigation des sociétés professionnelles d'infirmières américaines, est un site d'observation qui devrait permettre de voir comment le modèle standard se bâtit, en référence ou non à des éléments non-américains : incorporation et dépassement des discussions antérieures, prise en compte des expériences tentées pendant la guerre, réflexions sur les pratiques missionnaires,...²¹⁰. Plus avant dans le temps, c'est dans l'action quotidienne de la Fondation, notamment dans tout ce qui lie ses activités de *nursing* aux Etats-Unis d'Amérique à ses activités de nursing en dehors des Etats-Unis d'Amérique, que se poursuivra l'enquête.

-Les trajectoires infirmières : pour analyser les dispositions, expériences et ressources au fondement des différences mentionnées ci dessus, je me propose de suivre dans le détail des trajectoires d'infirmières qui, de manière durable ou momentanée, s'installent dans le dispositif rockefellerien. A savoir les infirmières qui reçoivent un soutien individuel des différentes agences rockefelleriennes, qu'il s'agisse de *fellowships* ou de bourses de voyage et d'observation,²¹¹ et celles qui travaillent pour la Fondation et les organisations cousines, de manière permanente ou à titre de conseil formel et informel. Les données sur les *fellows* sont très riches, et permettent de documenter leur

²¹⁰ Le rapport est publié en 1923, sous le titre de *Nursing and nursing education in the United States. Report of the study of the committee for the study of nursing education*, New York : Macmillan, 1923. On le dénomme souvent « rapport Goldmark » du nom de sa célèbre responsable de la recherche Josephine Goldmark. Il est largement diffusé, notamment par le truchement de la Fondation qui achète à l'éditeur un certain nombre d'exemplaires, et commenté dans de nombreuses revues infirmières non-états uniennes.

²¹¹ Un dispositif pour financer des « *nursing leaders visits* » est imaginé dès 1922, acté en 1923 et mis en œuvre en 1924.

parcours avant, pendant et après leur *fellowship*²¹². La chose est rendue un peu plus délicate pour les *officers*, dans la mesure où les dossiers du personnel des différents *boards* ne sont pas communicables. Mais le matériau disponible par ailleurs est assez abondant (fonds privés, publications, archives des organisations où ont travaillé les infirmières avant et après leur moment rockefellerien). Je travaille par ailleurs à convaincre les responsables des archives de la Fondation de l'intérêt qu'il y aurait à rendre ces documents accessibles, si nécessaire dans le cadre d'une procédure de dérogation conditionnelle sur le respect de la vie privée.

-Enfin, je compte suivre de plus près la manière dont les organisations rockefelleriennes explorent, évaluent et agissent dans des contextes différents, afin de saisir les différences et similitudes religieuses, politiques, sociales ou culturelles. Les situations de la France, de l'Angleterre, de la Finlande, de la Turquie, du Brésil et du Siam, ainsi que les écoles de Lyon, de Bangkok, de Zagreb, de Sao Paulo et les dispensaires pilotes de Terracina (Italie) et Mokotow (Varsovie) ont à ce titre attiré mon attention comme des cibles possibles. Le travail sur l'École d'infirmières de Lyon, mentionné ci-dessus et en partie synthétisé dans la pièce 22 du dossier de travaux, m'a servi d'expérience *in vivo*. En particulier, cette recherche a démontré la nécessité de tenir ensemble les sources rockefelleriennes et les traces archivistiques laissées par le plus grand nombre possible d'acteurs du processus : infirmières et écoles d'infirmières, autorités locales, direction des hopitaux, structures religieuses le cas échéant.

²¹² Une première mise en forme, intitulée « Follow the fellows: Rockefeller nursing fellowships 1915-1940 » a été présentée à l'atelier « Philanthropic Foundations grant giving and fellowship policies in the 20th century » organisé par Ludovic Tournès au Rockefeller Archive Center à l'automne 2008. Un projet d'ouvrage, basé sur les travaux de ces journées d'études, est actuellement soumis à plusieurs éditeurs nord-américains.

En ce qui concerne la substance des activités dans le domaine du *nursing*, c'est d'abord la variété de ces actions qui est impressionnante. Entre 1912 et 1940, les organismes rockefelleriens financent la création, le développement ou la réorganisation d'écoles d'infirmières à Rio de Janeiro, Pekin, Lyon, Cracovie, Varsovie, Zagreb, Budapest, Debreczen, Bucarest, Athènes, Sao Paulo, Prague, Helsinki, Londres, Lisbonne, Tokyo, Bangkok, New Haven, Toronto, Nashville et Manille²¹³. Des dizaines de dispensaires et de services d'hôpitaux reçoivent un soutien financier important pour servir de centres d'application et de stage pour ces écoles et démontrer l'utilité d'une formation des infirmières. En France, en Yougoslavie, en Pologne, les moyens humains et financiers de la Fondation soutiennent l'élaboration de l'appareil législatif et administratif national qui encadrent le statut professionnel et la formation infirmière. Entre 1919 et 1940, la seule Fondation Rockefeller accorde 489 *fellowships* à des infirmières de 38 pays différents ; ces *fellowships* sont destinées, en principe, à leur donner une formation spécialisée et supérieure à leur qualification, en général dans un autre lieu que celui où elles étudient et travaillent, et souvent dans un autre pays. Par ailleurs, les *officers* rockefelleriens dispensent conseils et informations bien au-delà des institutions et individus qui sont soutenus financièrement par leurs organismes.

Prises individuellement, chacune de ces activités livre une histoire particulière, et apporte des précisions aussi bien sur l'histoire de la profession infirmière dans tel ou tel contexte que sur l'histoire de la philanthropie rockefellerienne. Mais c'est une autre de leurs caractéristiques qui retient mon attention : ces écoles, ces dispensaires, ces hôpitaux, ces fellows sont reliés, par delà les frontières nationales ou continentales, par des flux d'information, des

²¹³ D'autres écoles suivront entre 1940 et la fin des années 1960 où la Fondation cesse ses activités dans le secteur du *nursing* : Inde, Finlande, Turquie et dans divers pays en Amérique du Sud, Europe, Afrique et Asie.

trajectoires individuelles de formation et d'exercice de la profession, des rencontres et des visites. Dans chacune des écoles soutenue par la Fondation Rockefeller et ses petites cousines, des membres de l'équipe dirigeante et enseignante ont voyagé à l'étranger, et dans chacune d'entre elle on a reçu des collègues d'autres continents, d'autres pays, parlant d'autres langues et ayant une expérience différente du métier et de la formation d'infirmière. Cette toile infirmière est tissée en grande partie par les *nursing officers* qui travaillent à la Fondation, à l'International Health Board, au China Medical Board. Voyageuses impénitentes, les *officers* infirmières et les expertes que la Fondation recrute plus temporairement, transmettent les plans des écoles en construction, placent les *fellows*, organisent des voyages d'étude pour les personnels d'enseignement et de direction, soutiennent la participation aux congrès internationaux d'infirmières, et mènent un travail incessant d'observation et de comparaison dont elles font part à leurs paires. Le dispositif est d'autant plus prégnant qu'il est redoublé par les échanges infirmiers engendrés par d'autres institutions (mouvement de la Croix Rouge, associations professionnelles nationales). Mais c'est sur le versant rockefellerien qu'on semble avoir affaire à une véritable stratégie de la circulation, destinée à ouvrir l'espace de référence des infirmières associées aux projets soutenus par la Fondation, à leur donner un horizon commun, des outils et gestes similaires, à favoriser l'échange de bonnes pratiques et le développement d'un esprit de communauté.

Pour confirmer cette impression, j'ai commencé une reconstitution de la politique de *fellowships* pour le *nursing*, complétée d'une étude des trajectoires des fellows, le tout appuyé sur la constitution d'une base de données. Il faut pour cela croiser des correspondances, les *diaries* des *nursing officers* à New York et en Europe, des dossiers sur des écoles et dispensaires soutenus par la Fondation, avec les registres à vocation exhaustive où sont consignées, à partir de 1927 seulement, les agréments pour les bourses

individuelles décernées par la Fondation. En complétant ces données avec celles fournies par l'historiographie existante, les archives des institutions d'origine ou l'obligeance de collègues étrangers, je pourrai établir de manière précise les caractéristiques de ces infirmières (éducation, formation professionnelle, fonctions antérieures), les circonstances de l'obtention de leur bourse (sélection, objectif, itinéraire de formation ou d'observation) et leur trajectoire ultérieure. Le résultat en sera une vue d'ensemble sur un segment de la population infirmière qui, en de nombreuses occasions, semble avoir fourni les cadres dirigeants des institutions infirmières nationales et internationales (écoles, associations professionnelles, structures administratives). La question qui peut être posée est alors celle des mécanismes de formation d'une élite infirmière, de sa reproduction, et du rôle des organisations rockefelleriennes dans ce processus²¹⁴.

C'est autour de ces deux objets que se développeront mes activités de recherche pendant la dizaine d'années à venir. Cette recherche sera présentée et diffusée de plusieurs manières : séminaires, cours, communications, publications en ligne et imprimées et, peut-être, ouvrage. Cette réorientation devra s'accompagner, dans un temps proche, d'une mobilité institutionnelle : il me faut trouver un environnement dans lequel partager les questions, lectures et travaux qui font désormais mon ordinaire. L'UMR 5600 « Environnement Ville Société », dans lequel j'évolue depuis mon recrutement au CNRS, ne peut y pourvoir, d'autant que ses membres ont judicieusement choisi de s'orienter en priorité vers la thématique environnementale. Reste à savoir où aller, sachant que la proximité de Genève

²¹⁴ Par ailleurs, ce travail est une occasion de comprendre la genèse des *fellowships* au sein de la Fondation, puisque le *nursing* en est à la fois un cas exemplaire (en volume et en précocité) et singulier (car le seul domaine où des *fellowships* sont accordées à d'autres fins que la recherche, et le seul où les femmes composent exclusivement).

est un atout à préserver dans la perspective d'un travail régulier avec les collègues et les archives genevoises.

II. LISTE COMPLÈTE DES TRAVAUX PUBLIÉS

Note: la plupart de ces publications peuvent être téléchargées depuis

<http://umr5600.univ-lyon3.fr/chercheur/saunier/index.htm>

A- OUVRAGES

L'esprit lyonnais 19^{ème}-20^{ème} siècle. Genèse d'une représentation sociale, Paris: Editions du CNRS, 1995.

avec Bruno Dumons et Gilles Pollet, *Les élites municipales sous la Troisième République. Des villes du Sud-Est de la France*, Paris: Editions du CNRS, 1998 (deuxième édition 2002).

direction, *Contemporary European History*, « Municipal connections : cooperation, links and transfers among european cities in the 20th century », Vol.11, No.4, novembre 2002

Co-direction avec Michèle Dagenais (Université de Montréal) et Irene Maver (University of Glasgow), *Municipal services and employees in the modern city : new historical approaches*, Aldershot : Ashgate, 2003

Co-direction avec Shane Ewen (Leeds Metropolitan University), *Another global city. Explorations into the transnational municipal moment 1850-2000*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2008

Co-direction avec Akira Iriye du *Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2009

<http://www.palgrave.com/history/transnational/index.asp>

B-CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS

« Un espace toujours à part : La Croix-Rousse à Lyon », in Annie Fourcaut (dir.), *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question France 18^{ème}-20^{ème} siècle*, Paris : Créaphis, 1996, p. 175-191.

« Au Service du plan : hommes et structures de l'urbanisme municipal à Lyon au 20^{ème} siècle », in Archives Municipales de Lyon, *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon du 15^{ème} au 20^{ème} siècle*, Lyon : Archives Municipales de Lyon, 1997, p. 135-144.

« Le syndrome d'Aladin ou le génie des lieux comme objet pour les sciences sociales » in Daniel Grange et Dominique Poulot (dir.), *Le patrimoine et les aventures de la modernité*, Paris : L'Harmattan, 1998, p. 185-199.

« La ville comme antidote ? ou à la rencontre du troisième type (d'identité territoriale) », in Heinz-Gerhard Haupt, Michael G.Müller & Stuart Woolf (eds.), *Regional and national identities in Europe in the 19th and 20th centuries. Les identités régionales et nationales en Europe aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles*, The Hague : Kluwer Law International, 1998, p. 125-164.

« Que faire du localisme ? L'institutionnalisation d'une identité locale, Lyon au 19^{ème} siècle », in Vincent Dubois et Philippe Poirrier (dir.), *Politiques locales et enjeux*

- culturels. Les clochers d'une querelle 19^{ème}-20^{ème} siècle*, Paris : Comité d'histoire du ministère de la Culture/Fondation Maison des Sciences de l'Homme/La Documentation Française, 1998, p. 29-52.
- « Les entrepreneurs du local. Actions érudites à Lyon sous la 3^{ème} République », in Bruno Dumons et Gilles Pollet (dir.), *Elites et pouvoirs locaux - La France du Sud-Est sous la Troisième République*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 1999, p. 277-300.
- « Selling the idea of cooperation° The US Foundations and the European components of the Urban Internationale (1920s-1960s) » in Giuliana Gemelli (ed.), *American Foundations and large scale research: construction and transfer of knowledge*, Bologna: Clueb, 2001, p. 219-246.
- « Ulysses of Chicago. US public administration and the international scene 1900-1960 », in Roy McLeod et Giuliana Gemelli (eds.), *The impact of Foundations work in Europe*, Brussels : Peter Lang, 2002, p. 115-128.
- « La ridefinizione dell'Internazionale urbana: le fondazioni nordamericane e l'organizzazione internazionale del governo comunale, della pianificazione urbana e delle abitazioni tra gli anni '20 e '60 » in Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari (a cura di), *L'Europa dei comuni. Origini e sviluppo del movimento comunale europeo dalla fine dell'Ottocento all'Unione europea*, Roma : Donzelli, 2003, p. 221-249.
- avec Michèle Dagenais « Tales of the periphery : an outline survey of municipal employees and services in the 19th and 20th century city », in Irene Maver, Michele Dagenais et Pierre-Yves Saunier (eds.), *Municipal services and employees in the modern city*, Aldershot: Ashgate Publishers, 2003, p. 1-30.
- « Der Kult des Lokalen° Die Institutionalisierung lokaler Identität in Lyon im 19. Jahrhundert », in Thomas Höpel und Steffen Sammler (hrsg.), *Kulturpolitik und Stadtkultur in Leipzig und Lyon (18.-20. Jahrhundert)*, Leipzig: Leipziger Universitätsverlag, 2004, p. 231-253.

- « Discussing what , connecting who ? Clues and hunches about the relationship between French historians and on-line communities », in Daniel Burckhardt, Rüdiger Hols & Vera Ziegeldorf (hrsg.), *Geschichte und neue Medien in Forschung, Archiven, Bibliotheken und Museum. Tagungsband .hist 2003*, Berlin : Clio on Line und Humboldt Universität zu Berlin, 2005, p. 197-209.
- « Des listes électroniques : pour quoi, pour qui ? Notes sur les historiens français et les communautés en ligne », in Serge Noiret et Philippe Rygiel (dir.), *Les historiens, leurs revues et Internet (France, Espagne, Italie)*, Paris : Editions Publibook Université, 2005, p. 115-128.
- « Global cities, take 2 : a transnational agenda for urban historians' , in Shane Ewen and Pierre-Yves Saunier (eds.), *Another other global city. Explorations into the transnational municipal moment 1850-2000*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2008, p. 1-19.
- avec Renaud Payre « A city in the worlds of cities : Lyons, France. Municipal Associations as Politica Resources in the 20th Century » in Shane Ewen and Pierre-Yves Saunier, eds, *Another other global city. Explorations into the transnational municipal moment 1850-2000*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2008, p. 69-84.
- « Borderline Work: ILO Explorations onto the Housing Scene Until 1940 », in Jasmien Van Daele, Magaly Rodriguez, Marcel Van der Linden and Geert Van Goethem (eds.), *The Past and Present of the International Labour Organization*, Bern: Pieter Lang, 2010, à paraître.
- avec Ludovic Tournès, « Une joint venture philanthropique : Lyon 1917-1940 », in Ludovic Tournès (dir.), *Les fondations américaines et leurs réseaux*, Paris : Autrement, 2010, à paraître.

C-ARTICLES

- « Tempêtes dans une petite plaque d'email bleu, les noms de rues à Lyon au 19^{ème} siècle », *Cahiers d'Histoire*, octobre 1990, p. 133-154.
- « Logiques de l'aggrégation, naissance de l'agglomération lyonnaise au 19^{ème} siècle », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'Histoire Economique et Sociale*, 1992, n° 1, p. 27-39.
- « La ville et ses découpages », *Mélanges de l'Ecole Française de Rome. Italie et Méditerranée*, t.105, 1993, p. 375-403.
- « Nouveaux quartiers et intégration à la ville », 5^o conférence internationale de recherche sur l'habitat, Montréal, juillet 1992, Ministère de l'Equipement, ronéotypé, 1993, s.p.
- « Haut lieu et lieu haut: la construction du sens des lieux. Lyon et Fourvière au 19^{ème} siècle », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 40-2, avril-juin 1993, p. 202-227 .
- « L'Église et l'espace de la grande ville: Lyon au 19^{ème} siècle », *Revue Historique*, CCLXXXVIII/2, 1993, p. 322-348.
- « De la poupée de bois à l'emblème patrimonial: Guignol de Lyon », *Le monde Alpin et Rhodanien*, 1993, n° 3/4, p. 57-88.
- « Le Siège de Lyon et le culte du territoire », t.XXXVIII, 1993, n°3-4, *Cahiers d'Histoire*, p. 351-354.
- « Plaidoyer pour la mort de l'espace-prétexte en histoire », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'Histoire Economique et Sociale*, 1994, n° 1, p. 12-27.
- « La ville en quartiers: découpages de la ville en histoire urbaine », *Genèses*, n° 15, mars 1994, p. 103-114.
- « Maintien de l'ordre et contrôle de l'espace urbain au 19^{ème} siècle: le cas de Lyon », *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 17, 3^o trimestre 1994, p. 77-85.
- « Le guide touristique, un outil pour une possible histoire de l'espace: autour des guides de Lyon 1800-1914 », *Géographie et Cultures*, n° 13, 1994, p. 35-54.

- « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », *Recherches Contemporaines*, n° 3, 1995-1996, p. 33-46.
- « Les hommes et les organismes de l'aménagement urbain, portraits des services municipaux de six villes de la région Rhône-Alpes », *Recherches Contemporaines*, n° 3, 1995-1996, p. 121-138.
- « Représentations sociales de l'espace et histoire urbaine », *Histoire sociale/Social History*, n° 57, juillet 1996, p.23-52.
- « Du fauteuil à la poche. Les guides de Lyon au 19^{ème} siècle », *Revue d'Histoire du Livre*, Nos 92-93, 3^o-4^o trimestres 1996, p. 287-312.
- « De la pioche des démolisseurs au patrimoine lyonnais : le Vieux Lyon au 19^{ème} siècle », *Le monde alpin et rhodanien*, 1^{er} trimestre 1997, p. 69-83.
- « Variations autour d'un mauvais sujet : histoire des découpages administratifs à Lyon », *Revue de Géographie de Lyon*, vol.73, n° 3, 1997, p. 167-171.
- « Center and centrality : urban concepts under the trial of locality, *Journal of Urban History*, vol.24, n°. 4, May 1998, p. 435-467.
- « Changing the city: urban international information and the Lyon municipality, 1900-1940 » *Planning Perspectives*, vol.14, n°1, 1999, p.19-48.
- « Atlantic crosser. John Nolen and the Urban Internationale », *Planning History*, Vol.21, No.1, January 1999, p.23-31.
- avec Viviane Claude, « Compétences urbanistes, compétences urbaines : état des lieux 1900-1930 », *Vingtième Siècle*, n° 64, novembre-décembre 1999, p. 25-39.
- avec Renaud Payre, « L'internazionale municipalista : L'Union Internationale des Villes fra 1913 e 1940 », *Amministrare*, anno XXX, gennaio-agosto 2000, p.217- 239.
- « Sketches from the Urban Internationale. Voluntary societies, international organizations and US Foundations at the city's bedside 1900-1960 »,

International Journal for Urban and Regional Research, vol.25, n° 2, june 2001, p. 380-403.

- « Taking up the bet on connections : a municipal contribution », in *Contemporary European History*, « Municipal connections in the 20th century », vol.11, n°2, novembre 2002, p. 507-527.
- « Les voyages municipaux américains en Europe 1900-1940. Une piste d'histoire transnationale », in Nico Randeraad (hrsg.), « Formation and transfer of municipal administrative knowledge », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, Baden Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, vol.15, 2003, p. 267-288.
- « Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques et la public administration aux Etats-Unis », *Revue Française de Science Politique*, vol.53, n° 2, avril 2003, p. 237-255.
- « E pericoloso sporgersi ? Attrazioni e limiti dell'approccio trans-nazionale », *Contemporanea*, VII, n° 1, 2004 , p. 114-122.
- « *Tel Mickey Mouse jouant au tennis...* Note de recherche : Charles S.Ascher et l'internationalisation de la public administration », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, « Sociologie de la mondialisation », n° 151-152; Mars 2004, p. 49-56.
- « Paris in the Springtime : un voyage de sciences sociales en 1929 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2004, n° 11, p. 127-156.
- « Discussing what, connecting who ? Clues and hunches about the relationship between French historians and on-line communities », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, (Varia) 2004 [En ligne]
<http://lemo.irht.cnrs.fr/varia/saunier.htm> .
- « Epilogue : à l'assaut de l'espace transnational de l'urbain, ou la piste des mobilités », *Géocarrefour*, vol.80, n° 3, 2005, p. 249-253.

- « Going transnational ? News from down under », *History.Transnational*, 13 january 2006, [En ligne] <http://geschichte-transnational.clio-online.net/forum/type=artikel&id=680>
- « La toile municipale aux XIX^e et XX^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe », *Urban History Review/Revue d'Histoire Urbaine*, vol.XXXIV, n° 2, 2006, p. 163-176
- « Going transnational ? News from down under », *Historical Social Research/Historische Sozial Forschung*, vol.31, n° 2, 2006p. 118-131.
- « Nolen, John » and « Municipal Associations » in David Goldfield (ed.), *Encyclopedia of American Urban History*, Thousand Oaks: Sage Publishers, 2007.
- « Transatlantic connections and circulations in the 20th century: the urban variable », *Informationen zur modernen Stadtgeschichte*, 1, 2007, p. 11-23.
- « Little wise men : three friends and the public administration world they made. Le système circulatoire des savoirs de gouvernement aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale », [En ligne] <http://www.transatlantica.org/document1391.html> , *Transatlantica*, 1, 2007.
- « Learning by doing : writing transnational history in Europe and beyond », *Journal of Modern European History*, 2/2008, p.159-180
- « International non governmental organisations », « Globalisation », « Transnational », « International Union of Local Governments » et « Paul Otlet » in Akira Iriye & Pierre Yves Saunier (eds.), *Palgrave Dictionary of Transnational History*, London : Palgrave Macmillan, 2009.
- « Trajectoires, projets et ingénierie de la convergence et de la différence: les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 71, juin 2008, p. 4-25.
- avec Ludovic Tournès, « Philanthropies croisées: a joint venture in public health at Lyon (1917-1940) », *French History*, vol.23, n° 2, 2009, p. 216-240.

D- ESSAIS BIBLIOGRAPHIQUES, NOTES DE LECTURE ET COMPTES RENDUS

Pinol, Jean-Luc (ed.), *Atlas historique des villes de France*. H-Urban, H-Net Reviews. December, 1996.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=714>

Roncayolo, Marcel, *Les grammaires d'une ville: Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*. H-Urban, H-Net Reviews. February, 1997.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=828>

Guardia, Manuel; Monclus, Francisco Javier; Oyon, Jose Luis (dir.), *Atlas historico de ciudades europeas. I Peninsula Iberica* and Pinol, Jean-Luc (dir.), *Atlas historique des villes de France*. H-Urban, H-Net Reviews. October, 1997.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=1373>

Penin, Marc, *Charles Gide 1847-1932: L'esprit critique*. H-Urban, H-Net Reviews. September, 1998.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=2308>

Kahn, Jonathan, *Budgeting Democracy: State Building and Citizenship in America 1890-1928*. H-Urban, H-Net Reviews. September, 1998.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=2321>

Jean-Louis Biget and Jean-Claude Hervé (eds.), *Panoramas urbains. Situation de l'histoire des villes*. Fontenay-Saint-Cloud: ENS Editions, 1995, Urban History, 1, 25, 1998, pp 109-110.

Stieber, Nancy, *Housing Design and Society in Amsterdam: Reconfiguring Urban Order and Identity, 1900-1920*. H-Urban, H-Net Reviews. May, 1999.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=3061>

Backouche, Isabelle, *L'histoire urbaine en France (Moyen-Age-20^{ème} siècle). Guide bibliographique 1965-1996*. H-Urban, H-Net Reviews. September, 1999.

[En ligne] URL: <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=3450>

- « Qui porte l'histoire urbaine sur ses épaules ? Une lecture de *L'Atlas historique des villes de France* », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol.46, n° 4, octobre-décembre 1999, p. 788-797.
- « A tale of pendular times. On board the Spirit of Saint Louis with Daniel T.Rodgers », H-Net *Atlantic crossings* electronic symposium (Daniel Rodgers *Atlantic crossings.Social politics in a progressive age*, Harvard University Press, 1998), October 1999
[En ligne] URL : <http://www.h-net.org/reviews/showrev.cgi?path=26294941690040>
- « A tale of pendular times. On board the Spirit of Saint Louis with Daniel T.Rodgers », reprint of the H-Net symposium in *American Studies Journal*, Number 44, winter 1999/spring 2000, p. p.54-56.
- « A tale of pendular times. On board the Spirit of Saint Louis with Daniel T.Rodgers », reprint of the H-Net symposium in *Historische Sozial Forschung* , vol.25, n° 2, 2000.
- « Baraques à l'école normale supérieure de Gerland », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 80, 2003, p. 143-145.
- « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57, décembre 2004, p. 110-126.
- Dictionnaire des mondialisations*, Ghorra-Gobin C. (dir.), Paris, Armand Colin, 2006, Géocarrefour, vol.80, n°4, 2008, p. 327-328
- « Henry Dunant relooké », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 95, 2007, p. 264-267.
- Anthony Hopkins, ed, *Global History. Interactions between the local and the universal*, 'A Texans' Universe? First Drafts of a History of Universals', *New Global Studies*, vol.2, n° 1, 2008 [En ligne]
<http://www.bepress.com/ngs/vol2/iss1/art8>

